

Rapport de mission en République populaire du Bangladesh



du 2 au 14 avril 2015

**Mission organisée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)
avec la participation de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA)**

PUBLICATION 2015

Rapport de mission en République populaire du Bangladesh

du 2 au 14 avril 2015

**Mission organisée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides
(Ofpra) avec la participation de la Cour nationale
du droit d'asile (CNDA)**

Projet cofinancé par le Fonds Asile Migration et Intégration (FAMI)

Elaboration du rapport

Ce rapport a été élaboré par l'équipe de la mission : Irène KETOFF (chef de mission, chargée de recherches, division de l'information, de la documentation et des recherches-DIDR), Elissa DUPRAT (officier de protection instructeur, division Asie-Atiq Rahimi), Paul LEPLOMB (consultant, division des affaires juridiques, européennes et internationales-DAJEI), Estelle TOUREAU (officier de protection instructeur, division Asie-Atiq Rahimi), Joel de ZORZI, (assesseur à la Cour Nationale du Droit d'Asile-CNDA). La mise en page a été effectuée par Eric CHIARAPPA (documentaliste, division de l'information, de la documentation et des recherches-DIDR).

Les photographies figurant dans ce rapport ont été prises lors de la mission.

La rédaction du rapport a été finalisée en juin 2015. Les changements survenus ultérieurement à cette date ne sont pas pris en compte.

Avertissement

Afin de préserver les sources consultées, les noms de certains interlocuteurs (et/ou organisations) en ayant fait la demande ne sont pas mentionnés dans ce rapport.

Le présent rapport ne prétend pas être une étude exhaustive de tous les phénomènes liés à la problématique de l'asile, et n'a pas vocation à apporter de preuves concluantes quant au fondement de demandes d'asile particulières. Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soient pas mentionnés dans ce rapport ne préjuge pas de leur inexistence.

Ce rapport ne reflète pas la position de l'Ofpra mais uniquement celle des interlocuteurs rencontrés lors de cette mission.

Interlocuteurs rencontrés au cours de la mission

Partis politiques

- Un conseiller auprès de Khaleda Zia, présidente du Bangladesh Nationalist Party (BNP)
- Giasuddin Quader Chowdhury, secrétaire des affaires étrangères du BNP et président du BNP du district de Chittagong Nord
- Dildar Hossain Selim, ex-député et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet
- Emran Chowdhury, ex-président du Bangladesh Jatiotabadi Chattra Dal (BJCD) de Sylhet et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet

Professions juridiques

- Khandaker Mahbub Hossain, président, Bangladesh Supreme Court Bar Association (BSCBA)
- Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, Bangladesh Supreme Court Bar Association (BSCBA)
- Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire de l'ONG Odhikar
- Mizanur Rahman, avocat et président de la National Human Rights Commission (NHRC)
- Md Shahnuzzaman, avocat
- Emad Ullah Shahidul Islam, avocat, ex-président de la Sylhet District Bar Association
- Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat, proviseur du Hindhu Sanskrit College de Sylhet
- Md Osman Ali, président d'une *village court* à Sylhet
- Membre d'une *village court*

Organisations non gouvernementales et société civile

- Muhammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank, prix Nobel de la paix, président du Yunus Centre
- A. Mushtaque R Chowdhury, vice-président et directeur général de BRAC
- Représentants de la Kapaeeng Foundation
- Kalpona Akhter, directrice générale, Bangladesh Center for Worker Solidarity (BCWS)
- Shamsul Huda, directeur exécutif, Association for Land Reform and Development (ALRD)
- Jahan Moni Rowshan, directrice adjointe, Association for Land Reform and Development (ALRD)
- Shale Ahmed, directeur exécutif, Bandhu Social Welfare Society (BSWS)
- Zahid Hussain, juriste, Bandhu Social Welfare Society (BSWS)
- Shakawat Hossain, Boys of Bangladesh (BoB)
- Imrul Khan, directeur général, Marie Stopes Bangladesh
- Suraiya Sultana, directrice exécutive, Reproductive Health Services Training
- Responsables de l'association Shimantik
- Shyamoli Nasrin Chowdhury, directrice exécutive, Bangladesh Nari Progati Sangha (Bangladesh Women Association for Progress)
- Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca
- Asif Nazrul, professeur de droit, université de Dacca
- Babul Akhter, président, Bangladesh Garments & Industrial Workers Federation (BGIWF)
- S., jeune femme lesbienne
- Un kazi de Mohakali-Gulshan

Représentations diplomatiques et organisations internationales

- Robert Watkins, représentant résident, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- Srinivas B. Reddy, directeur pays, Organisation Internationale du Travail (OIT)
- Sarat Dash, chef de mission, Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)
- Bernard Regembal, consul et chef de chancellerie, Ambassade de France à Dacca
- Huit membres de quatre représentations diplomatiques présentes à Dacca

Médias

- Mahfuz Anam, rédacteur-en-chef et éditeur du quotidien *The Daily Star*
- Deux journalistes de la presse écrite
- Un responsable des médias audiovisuels

Sommaire

- 1. Situation politique**
- 2. Victimes d'accusations mensongères et les moyens de recours**
- 3. Conflits fonciers**
- 4. Minorités religieuses et ethniques**
- 5. Situation des minorités sexuelles et de genre**
- 6. Syndicats et associations de défense des travailleurs du textile**
- 7. Activités associatives encouragées par le gouvernement**
- 8. Actualisation des informations sur les documents d'état civil**

Introduction

Depuis la dernière mission conjointe de l'Ofpra et de la CNDA au Bangladesh en novembre 2010 et le retrait de ce pays de la liste des pays d'origine sûrs (arrêt du Conseil d'Etat du 4 mars 2013), le nombre de demandes d'asile de ressortissants bangladais dépasse 3 000 demandes annuelles.

En 2014, 3 582 demandes bangladaises ont été déposées devant l'Ofpra, dont 2 425 premières demandes d'asile et 1157 réexamens.

Afin d'actualiser l'analyse de l'Ofpra sur la situation dans ce pays, le Directeur Général de l'Ofpra a décidé d'envoyer une mission de recueil d'informations au Bangladesh.

Cette dernière a recueilli des informations sur les principaux motifs de persécution évoqués par les demandeurs d'asile bangladais.

Le militantisme politique, notamment l'appartenance au BNP reste l'un des principaux motifs invoqués. A celui-ci s'ajoute la constance de la problématique des affaires mensongères, des conflits fonciers et enfin, l'appartenance aux minorités ethniques et religieuses. La mission a aussi examiné la situation des minorités sexuelles et de genre, des membres de syndicats et des associations de défense des travailleurs du textile et des employés des plannings familiaux et des organisations de microcrédit.

La mission conjointe de l'Ofpra et de la CNDA, cofinancée par le Fonds Asile Migration et Intégration (FAMI), qui s'est rendue au Bangladesh du 2 avril au 14 avril 2015 s'est attachée à étudier les thématiques susmentionnées afin d'actualiser et compléter le précédent rapport de mission publié en avril 2011.

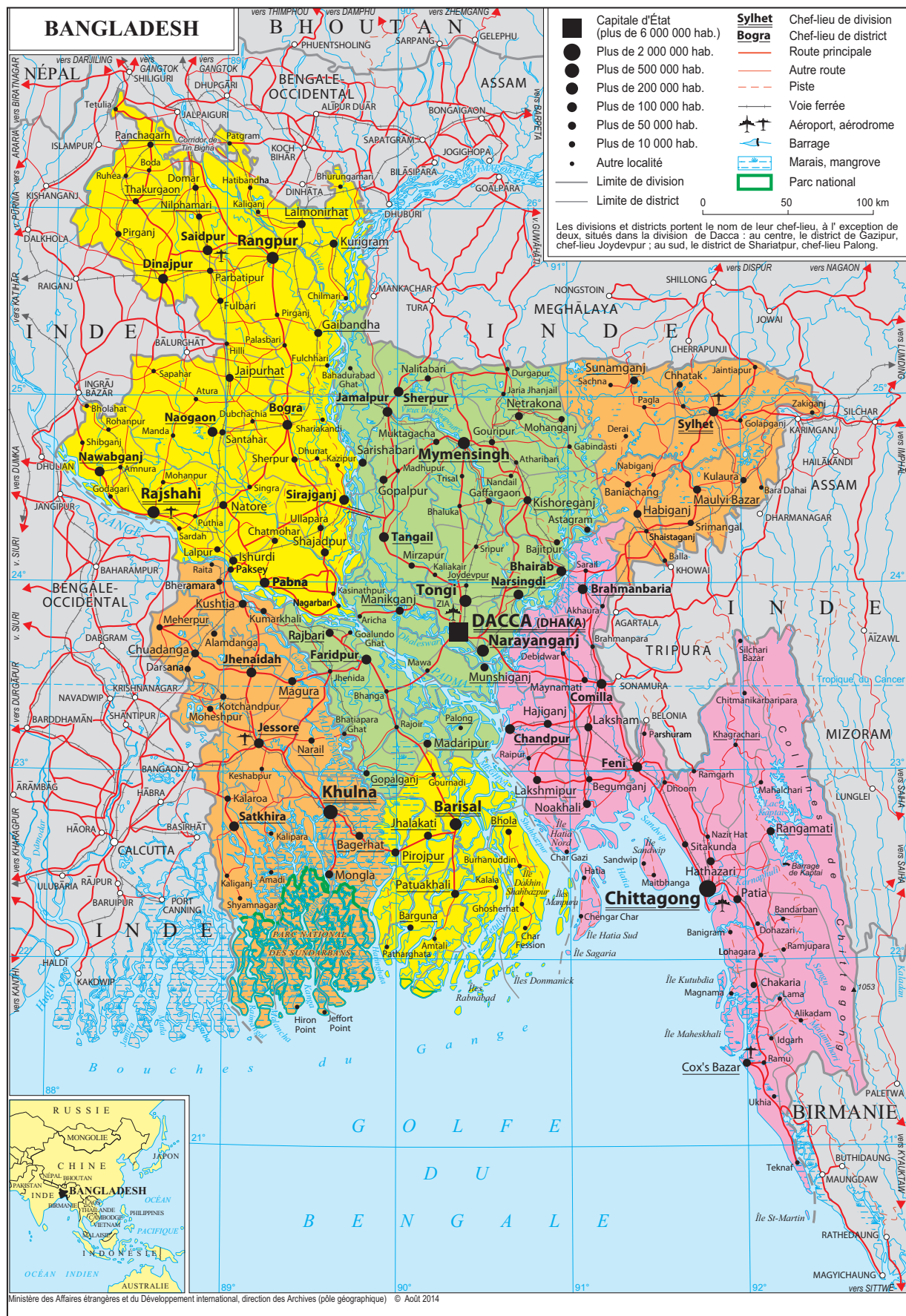
Cette mission a rencontré des interlocuteurs sur ces différents sujets d'intérêt, en s'efforçant de recouper les informations obtenues. Elaboré à partir des entretiens réalisés sur place, ce rapport synthétise les informations et analyses émanant des interlocuteurs rencontrés durant la mission. Pour en faciliter la compréhension, il a été parfois complété par des informations issues de sources publiques. Ce rapport ne saurait prétendre à l'exhaustivité, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande d'asile particulière.

Il a été rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur les pays d'origine (avril 2008).



Drapeau du Bangladesh

Carte du Bangladesh



1. SITUATION POLITIQUE

1.1. Les violences depuis le 5 janvier 2014

1.1.1. Les élections contestées du 5 janvier 2014

La Première ministre Sheikh Hasina, qui dirige le pays depuis janvier 2009, a refusé la mise en place, fin 2013, d'un gouvernement intérimaire chargé de gérer le pays pendant la période préélectorale.

Cette décision a ouvert une période de confrontation violente avec l'opposition conduite par le BNP, la **18-party alliance**¹ [composée entre autres du Bangladesh Kaliyan Party, Bangladesh Labor party, Khelafat Majlis, Bangladesh Muslim League, Bangladesh People's party, National Democratic Party, Bangladesh Islamic Party, Democratic League, Jel, Bangladesh people's league, Jatiya Ganatantrik party, Liberal Democratic party, Bangladesh National Awami Party- Bhasani²].

L'opposition a décidé de boycotter les élections qui se sont tenues le 5 janvier 2014. Celles-ci, auxquelles n'ont participé que les partis de la **14-party alliance** conduite par la Ligue Awami [alliance à laquelle appartiennent, entre autres des partis dits placés à gauche du spectre politique bangladais : Workers Party of Bangladesh, JSD, Bangladesher Samyabadi Dal/Communist Party of Bangladesh, Ganatantrik Party, Communist Kendro, Gana Ajadi League, Ganatantrik Madjur Party et d'autres partis tels que le Jatiya party³] ont été marquées par une très faible participation (sur les 300 sièges en jeu, 153 ont été emportés par la majorité sans confrontation avec un autre candidat⁴). Cette situation de blocage a empêché tout fonctionnement normal des institutions⁵ et, ouvrant un cycle de violences⁶. Après une période de calme relatif en 2014, la situation s'est détériorée brutalement à partir du 5 janvier 2015, date anniversaire des élections, entraînant le pays dans de nouvelles violences et une situation de quasi-paralysie pendant près de trois mois.

1.1.2. Le cycle de violence du premier trimestre 2015

Devant le refus de Sheikh Hasina de procéder à de nouvelles élections, le BNP et ses alliés de l'opposition dont la Jamaat-e-Islami (Jel) ont appelé le 5 janvier à la grève générale (*hartal*) et au blocus des transports à travers tout le pays (*blockade*).

Cet appel aux *hartals* a provoqué la paralysie du pays⁷ : les écoles ont été fermées en l'absence de transports en commun, les examens retardés, le prix des denrées a augmenté à cause des difficultés d'acheminement de la production agricole vers les commerces de la capitale et les camions d'approvisionnement ont dû être escortés entre Chittagong et Dacca⁸.

Enfin, tous les représentants des missions diplomatiques rencontrés à Dacca s'accordent pour qualifier les violences du premier trimestre 2015, dont les exécutions extra-judiciaires, les incendies criminels de bus et les morts dans les « tirs croisés » comme inégalées par le passé en raison de leur fréquence et du nombre de victimes.

L'organisation ASK a donc relevé 556 incidents pour le premier trimestre 2015 alors qu'elle en avait relevé 664 pour toute l'année 2014 ayant causé 8 373 blessés et 147 morts, ce qui démontre une recrudescence des violences.

De plus, **ces violences survenues au cours de l'année 2015, touchent désormais, contrairement aux années précédentes, des individus non affiliés politiquement**, des « hommes de la rue »⁹.

1 Fondée le 18 avril 2012, les membres de cette alliance sont fluctuants.

2 LANDSFORD Tom, *Political handbook of the world 2015*, CQ Press.

3 Aucune liste complète des membres de cette alliance n'a été trouvée. *New Age*, "Ruling partners to seek 40 councillor slots", 29/03/2015; LANDSFORD Tom, *Political handbook of the world 2014*, CQ Press, p.113-114.

4 Asian Human Rights Commission (AHRC), "Bangladesh: Authoritarian obstinacy wins, democracy loses", 08/01/2014.

5 Un conseiller de Khaleda Zia; Giasuddin Quader Chowdhury, secrétaire des affaires étrangères du BNP et président du BNP du district de Chittagong Nord.

6 Ofpra, *Bangladesh : Répression et violences politiques à l'occasion des élections législatives du 5 janvier 2014*, 25/04/2014, 21 p.

7 *Id.* ; membre d'une représentation diplomatique présente à Dacca.

8 Deux membres de représentations diplomatiques présentes à Dacca.

9 Membre d'une représentation diplomatique présente à Dacca.

Violences politiques entre janvier et mars 2015			
Protagonistes et évènements politiques responsables	Incidents	Nombre de blessés	Nombre de morts
AL-BNP	12	77	3
AL-JeI-BICS	1		1
BNP-BICS	1		1
Hartal national (un jour)	4	41	
blocus (blockade) 18 jours	67	204	24
Hartal et blocus (66 jours)	384	1853	77
Affrontements internes			
AL-AL	57	454	9
BNP-BNP	3	26	
Affrontements entre les forces de l'ordre et les partis politiques			
BNP-Police	9	77	1
JeI-BICS-Police	2	23	
AL-Police	2	32	
BNP-JeI-Police	3	30	1
AL-BNP-Police	10	204	3
Violence lors des élections de l'Union Parishad	1	30	2
Total	556	3051	122

(Source : Ain o salish Kendra (ASK) :

<http://www.askbd.org/ask/2015/03/31/political-violence-january-march-2015>

La **responsabilité de ces violences** est le plus souvent imputée au **BNP**, à la **Ligue Awami (AL)** ainsi qu'à l'aile estudiantine de la JeI, le **Bangladesh Islami Chatra Shibir (BICS)**. Celles-ci seraient le fait de **leurs militants ou de criminels locaux, rémunérés** pour accomplir leurs forfaits. **Les personnes participant à ces actions ne sont donc pas forcément politiquement engagées**. Ces manifestations qui ont paralysé le pays sont tenues par des organisations ou personnalités politiques ayant des moyens financiers. Selon nos interlocuteurs, la rémunération perçue pour commettre des actes de violence serait de 300 TK à 500 TK (3,5 à 6 euros) assortie d'un panier repas pour aller manifester en faveur de la AL. La somme pourrait atteindre 2 000 TK (environ 24 euros) en fonction de l'action demandée : jets de pierres ou de cocktails Molotov¹⁰.

1.1.3. Un retour au calme à partir de la fin mars

La participation de l'opposition aux élections municipales prévues le 28 avril 2015 à Dacca et Chittagong est annoncée. Khaleda Zia accepte en outre de se présenter devant la Cour, ce qu'elle refusait jusqu'alors, pour demander à bénéficier de la liberté provisoire (*bail*) dans le cadre de deux procédures judiciaires ouvertes contre elle pour corruption (affaires du Zia Orphanage Trust et du Zia Charitable Fund) et qui lui faisaient courir à tout moment, conformément au code de procédure pénale, le risque d'une arrestation¹¹.

Accompagnées de la décision de mettre fin au blocus à Dacca et Chittagong - et *de facto* dans tout le pays - ces annonces, suivies par un assouplissement de certaines des restrictions frappant le parti - réouverture d'un de ses sièges - vont permettre un retour au calme salué par la communauté internationale.

¹⁰ Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar ; Quatre membres de deux représentations diplomatiques présentes à Dacca.

¹¹ Khaleda Zia était à la date du 6 mai 2015 sous le coup de 13 procédures judiciaires ; 4 pour des accusations de corruption lancées en 2008, 9 autres mettant en cause sa responsabilité pour des incendies criminels contre des bus dans différentes villes du pays depuis le 5 janvier de cette année.



Manifestants pro Awami League se rendant au point de départ d'une manifestation de protestation contre la libération sous caution de Khaleda Zia, Kazi Nazrul Islam avenue, Dacca, 05.04.2015



1.2. Le BNP, un parti affaibli depuis le 5 janvier 2014

1.2.1. Programme politique et organisation interne du BNP

Le BNP, bien que principal parti de l'opposition bangladaise, a un **programme politique très similaire à celui du parti au pouvoir**, la AL, notamment sur le modèle économique et social à appliquer et sur l'exportation de la main d'œuvre bangladaise.

Les différences se feront plutôt sentir à l'égard de la place de l'islam, plus prépondérante pour le BNP¹².

La frontière entre l'idéologie de ces deux partis est ténue. La AL est réputée être plutôt tournée vers l'Inde et la Russie tandis que le BNP est plus proche de la Chine et du Moyen-Orient¹³.

L'un des conseillers de Khaleda Zia rencontré au cours de la mission a confirmé l'absence de consensus avec la AL sur les relations à entretenir avec leur voisin indien notamment en raison des litiges sur leurs frontières communes, des enclaves et du partage des ressources aquatiques.

Plusieurs interlocuteurs¹⁴ dont un responsable local du BNP à Sylhet, Dildar Hossain Selim, affirment que **les militants de ce parti, même ceux sans responsabilité sont politisés et sont au fait de son organisation interne**.

Ce dernier précise que les militants peuvent accéder à des postes de coordinateurs par le biais d'une élection ou par désignation après deux ou trois années de militantisme. **Pour obtenir un poste à responsabilité, il faut démontrer une réelle implication personnelle au sein du BNP**. En sus des militants actifs, les deux grands partis ont des partisans dévoués (ligues étudiantes, industriels et une frange dure de militants) qui soutiendront leurs partis quoiqu'il arrive. Ce soutien est lié aux gains financiers (facilités pour obtenir des prêts bancaires, avantages commerciaux...) et aux promotions obtenues grâce à une adhésion politique¹⁵.



Manifestation de protestation contre la libération sous caution de Khaleda Zia, Kazi Nazrul Islam avenue, Dacca, 05.04.2015

¹² Membres de deux représentations diplomatiques présentes à Dacca.

¹³ *Id.*

¹⁴ Membres de deux représentations diplomatiques présentes à Dacca ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

¹⁵ Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca.

Plusieurs de nos interlocuteurs relèvent **l'absence de concertation entre les chefs du BNP et une perte de contrôle sur leurs militants** pour organiser des manifestations¹⁶; Ces dissensions internes ont été confirmées par le conseiller de la présidente du parti. Cet état de fait est lié aux problèmes judiciaires de Khaleda Zia et à l'existence de divergences internes sur la ligne suivie par le parti ces derniers mois.

Par conséquent, il apparaît que des membres et des militants du BNP pourraient être victimes de persécutions et d'affaires mensongères de la part de membres de leur propre parti¹⁷.

Organigramme du BNP et informations sur ce parti à Sylhet¹⁸

Membres exécutifs :

- 1 président
- 5 vice-présidents
- 3 à 5 co-secrétaires
- 1 trésorier
- 1 trésorier adjoint
- 1 secrétaire à l'organisation
- 2 à 3 co-secrétaires à l'organisation

18 bureaux du BNP ouverts avant le 5 janvier 2014.

Modalités d'adhésion avant la fermeture des bureaux du BNP le 5 janvier 2014¹⁹

Un nouveau membre doit connaître les bases de l'idéologie du BNP.

La première cotisation est de 5 TK, elle peut être plus importante par la suite en fonction des moyens du membre.

Un formulaire d'adhésion en trois volets est à remplir :

- un volet est donné au nouveau membre qui reçoit aussi un reçu ;
- un volet est conservé par le bureau politique du district ;
- le dernier est envoyé au bureau central de Dacca.

Ce formulaire doit comporter :

- le nom et l'adresse du nouveau membre ;
- l'adresse du bureau du BNP ;
- le numéro d'adhésion ;
- les signatures du nouveau membre et des responsables du parti au niveau du bureau du district : le président et le secrétaire.

1.2.2. Fermeture des représentations politiques et persécutions des militants

Selon Giasuddin Quader Chowdhury et l'un des conseillers de Khaleda Zia²⁰, le BNP est bien implanté dans environ 50 districts (*zila*) et très puissant dans ceux de Feni (district d'origine de Khaleda Zia), Cox's Bazar, Chittagong, Comilla, Bogra, Sirajganj, Rajshahi, Pabna, Dinajpur et Sylhet. La plupart des présidents de sous-district (*upazilla*) sur l'ensemble du pays seraient des membres du BNP dont 80% sont désormais en prison. Le conseiller de Khaleda Zia cite pour exemple **le maire de Sylhet, Ariful Haque Chowdhury, suspendu de ses fonctions et auquel a été refusée la libération conditionnelle dans une affaire d'homicide en janvier 2015.**

Par ailleurs, **tous les bureaux politiques du BNP sont fermés** au Bangladesh **depuis le 5 janvier 2014²¹**. Le premier trimestre 2015 a d'ailleurs été marqué par le confinement de Khaleda Zia dans le quartier général du BNP par la police durant deux semaines avant qu'elle ne décide d'y rester volontairement.

¹⁶ Membres de trois représentations diplomatiques présentes à Dacca ; Azif Nazrul, professeur de droit, université de Dacca.

¹⁷ Membre d'une représentation diplomatique présente à Dacca.

¹⁸ Dildar Hossain Selim, ex-député et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet; Emran Chowdhury, ex-président du BJCD de Sylhet et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet

¹⁹ Dildar Hossain Selim, ex-député et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet.

²⁰ Secrétaire des affaires étrangères du BNP et président du BNP du district de Chittagong Nord.

²¹ Un conseiller auprès de Khaleda Zia; Giasuddin Quader Chowdhury, secrétaire des affaires étrangères du BNP et président du BNP du district de Chittagong Nord ; Dildar Hossain Selim, ex-député et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet ; Emran Chowdhury, ex-président du BJCD de Sylhet et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet.

Selon un membre d'une représentation diplomatique les « **deux premiers tiers du parti ont été décapités, notamment son aile diplomatique et son organisation estudiantine** ».

En effet, les membres les plus actifs du BNP sont désormais ciblés par les autorités, en particulier s'ils sont **identifiés comme des porte-parole, des organisateurs de réunions publiques, des leaders à quelque niveau que ce soit du parti ou des personnes ayant des capacités à mobiliser pour des actions de contestation**. Ces actions prennent la forme de **disparitions forcées, d'exécutions extrajudiciaires et d'affaires mensongères**²². La plupart des «bons organisateurs» seraient aujourd'hui en prison sans raison valable²³. Le **nombre de personnes arrêtés depuis le 5 janvier 2014 se situerait entre 14 000²⁴ et 18 000 personnes**²⁵.

A titre d'illustration, l'association Ain o Salish Kendra (ASK) a recensé en 2014, **88 cas d'enlèvements dont 18 personnes affiliées au BNP**, au Bangladesh Jatiotabadi **Chattra Dal (BJCD)** ou au Bangladesh Jatiotabadi **Jubo Dal (BJJD)**²⁶. Odhikar a dénombré quant à elle **six cas de disparitions de personnes affiliées au BNP** pour l'année 2014²⁷. Le cas emblématique de la disparition de Salahuddin Ahmed, ancien ministre du BNP enlevé le 10 mars 2015 et qui a réapparu le 11 mai 2015 dans l'Etat indien de Meghalaya²⁸, a été cité à de nombreuses reprises par les interlocuteurs rencontrés lors de la mission.

1.2.3. Evincement du BJCD de l'université de Dacca

Les militants et les responsables de la branche estudiantine du BNP ont été **évincés de l'université de Dacca après le premier trimestre 2009 : ils ne sont plus autorisés à organiser des processions, des meetings et des activités de propagande politique**²⁹.

Le lieu historique des débats politiques universitaires et point de ralliement et de départ des manifestations, la **Madhur canteen de l'université de Dacca**, est désormais déserté par les militants du principal parti de l'opposition. Leur tentative de reprendre pieds à l'université de Dacca s'est soldée par un échec et des violences entre factions estudiantines rivales³⁰.

Si les **leaders estudiantins ont été expulsés du campus universitaire**, la situation diffère pour les adhérents selon la réalité de leur engagement politique.

En effet, **un faible pourcentage d'étudiants milite politiquement**.

A cela s'ajouteraient environ **20% d'étudiants encartés politiquement qui participent aux réunions et manifestations organisées par la ligue estudiantine du parti au pouvoir afin de bénéficier d'une chambre dans une residential hall**, contrôlée par celle-ci.

La **liste des residential halls** est disponible sur le site de l'université de Dacca : http://www.du.ac.bd/halls_of_residence/residential_halls.php.

Les **étudiants ayant un engagement politique de circonstance cessent donc toutes activités politiques** et rejoignent la faction estudiantine du parti au pouvoir dès qu'une alternance politique a lieu afin de conserver leurs chambres.

Ces estimations valent pour les universités publiques, **toute activité politique dans les universités privées étant prohibée sur le campus**³¹.

22 Membres de représentations diplomatiques présentes à Dacca ; Dildar Hossain Selim, ex-député et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet; Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

23 Dildar Hossain Selim, ex-député et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet.

24 Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

25 Membre d'une représentation diplomatique présente à Dacca.

26 <http://www.askbd.org/ask/2015/01/15/forced-disappearances-2014/>

27 Liste remise lors de la mission par Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

28 *The Daily Star*, "Bangladeshi political leader Salahuddin tells Meghalaya cops he was taken to Shillong by car, blindfolded", 15/05/2015.

29 Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca ; Asif Nazrul, professeur de droit, université de Dacca ; Emran Chowdhury, ex-président du BJCD de Sylhet et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet.

30 Asif Nazrul, professeur de droit, université de Dacca.

31 Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca ; Asif Nazrul, professeur de droit, université de Dacca.

1.3. La JeI, alliée du BNP

1.3.1. Un parti entré dans la clandestinité mais mobilisateur



Université de Dacca

La mission conjointe de recueil d'informations n'a pu rencontrer de membres de la JeI. Cependant, les informations recueillies lors de la mission précédente sur les modalités d'adhésion et l'organisation de ce parti sont toujours d'actualité³².

Dans le contexte des condamnations prononcées contre plusieurs de ses dirigeants depuis 2013 par le Tribunal pour les crimes internationaux (*International Crimes Tribunal-ICT*) et des tensions qu'elles ont engendrées, **la JeI semble particulièrement ciblée par les actions répressives des autorités.**

Cette dernière est toujours sous la **menace d'une interdiction. Son enregistrement comme parti a été annulé en août 2013 ce qui l'empêche de présenter des candidats aux élections³³.**

Les violences attribuées à la JeI et à sa faction estudiantine, le BICS, donnent l'occasion au gouvernement et à la AL de dénoncer l'alliance du BNP avec ce parti de « terroristes »³⁴. A l'exception du parti au pouvoir qui, par calcul politique, en fait une cible privilégiée de sa politique répressive, le rapprochement de la JeI avec le BNP est apparu naturel à la plupart des interlocuteurs rencontrés qui soulignent la **vulnérabilité dans laquelle se trouvent les chefs de ce parti³⁵.**

Ainsi, environ **60% des membres de ce parti** et de son aile estudiantine, le **BICS**, seraient en prison tandis que les **40% restants seraient en clandestinité**. Par exemple, **à Sylhet, bastion de ce parti, le bureau de la JeI n'est plus fréquenté** par ses militants en raison des troubles politiques. Ses membres se retrouvent de façon ponctuelle dans des endroits qui changent régulièrement³⁶. Ils sont aussi victimes de disparitions forcées et **les actes de persécutions dont ils font l'objet sont corrélés à leur rôle au sein du parti et à leur visibilité³⁷.**

L'un des conseillers de Khaleda Zia a relativisé la portée de **l'alliance purement électorale du BNP avec la JeI**. Il a fait valoir que cette position, qui permet l'ancrage démocratique de ce parti islamiste, est encouragée par la communauté diplomatique présente au Bangladesh. En effet, la JeI recueillerait aujourd'hui 5% des votes, ce qui peut faire la différence entre le BNP et la AL et donne une légitimité électorale à la JeI³⁸.

Des membres de représentations diplomatiques à Dacca ont confirmé cette alliance politique de « circonstance » et l'intérêt à ce que la JeI soit alliée à un parti politique. Cette situation vise à ne pas faire entrer la JeI en clandestinité afin d'avoir de la visibilité sur ses activités et éviter une radicalisation de ce parti.

³² Ofpra, CNDA, avril 2011, p. 67-70, *op. cit.*

³³ Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca ; membre d'une représentation présente diplomatique à Dacca.

³⁴ Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca ; membres de représentations diplomatiques présentes à Dacca.

³⁵ Membres de représentations diplomatiques présentes à Dacca.

³⁶ Journaliste de la presse écrite.

³⁷ Membre d'une représentation diplomatique présente à Dacca.

³⁸ Conseiller de Khaleda Zia ; Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca.

En dépit de son faible poids politique, qui a régulièrement décliné depuis 15 ans, la capacité de mobilisation dont fait preuve la Jel impressionne et inquiète.

Comme il avait été souligné dans le précédent rapport de mission d'avril 2011, les spécificités de ce parti, est sa **capacité d'organisation** (affiliation systématique de tous ses membres)³⁹ alliée à **celle de mobilisation**, qui impressionnent. Par exemple, s'ils sont moins nombreux que les militants du BNP dans la ville de Sylhet, l'un de leurs bastions (environ 20 000 militants alors que le BNP en compterait cinq fois plus), les membres de la Jel peuvent mobiliser davantage de personnes lors de manifestations et de *hartals* grâce à leur unité, ce qui ferait défaut à ceux du BNP⁴⁰. Ils seraient aussi particulièrement **bien implantés dans les districts méridionaux tels que Cox's Bazar et Satkhira**⁴¹.

Alors que la Jel tente de rester dans le jeu électoral malgré les procès dont sont victimes ses leaders, sa branche estudiantine, le **BICS, a largement la réputation d'être un mouvement violent**. Cela s'est illustré de manière spectaculaire par la manifestation qui a réuni en mai 2013 plus de 100 000 personnes pour protester contre la condamnation à mort d'Abdul Quader Mollah, secrétaire général adjoint de la Jel, pour les crimes qu'il aurait commis lors de la guerre d'indépendance de 1971⁴².

Cette démonstration de force et de discipline a marqué les esprits et suscité, au même titre que les excès de la politique répressive des autorités, un fort sentiment d'inquiétude dans la société civile⁴³. En effet, les personnes rencontrées ont souligné à plusieurs reprises que la **tradition de l'islam tolérant soufi au Bangladesh** est un terreau protecteur contre l'influence de mouvements wahhabites et que les assassins des bloggeurs au printemps 2015 sont l'œuvre de personnes fanatiques isolées sans liens directs avec la Jel⁴⁴.

Deux points de vue sur l'engagement politique estudiantin

- Emran Chowdhury, ex-président du BJCD de Sylhet et membre (joint convener) du comité du BNP du district de Sylhet

« Je suis un activiste politique, j'ai commencé à militer à l'âge de 16 ans au MC college de Sylhet. J'ai rempli un formulaire, payé l'adhésion et après quelques années je suis devenu responsable (convener) du MC college, puis secrétaire adjoint, puis président puis joint convener pour le district de Sylhet, puis de nouveau convener et président. J'ai passé tous les échelons en 10-12 ans. [...] Avant l'âge de 16 ans, vous ne pouvez être qu'un sympathisant par tradition familiale.

Au lycée (college), nous allions voir les nouveaux étudiants pour leur présenter notre programme, notre leader, nos principes, nos engagements et notre travail dans l'intérêt des étudiants et de leurs droits. Ces informations étaient données lors d'un événement organisé pour l'arrivée des nouveaux étudiants. A cette occasion, on leur distribuait des brochures, répondait à leurs questions et ils pouvaient adhérer. Il y avait aussi des programmes politiques. Normalement, tous les partis politiques organisaient une fête avec de la musique pour le nouvel an bangladais (Boisak). Mais ces dernières années, aucun parti de l'opposition n'a pu mener ces activités ».

- Professeurs de l'université de Dacca

Certains leaders des factions politiques estudiantines s'inscrivent en thèse juste pour garder leur statut sur les campus universitaires en raison des avantages qu'ils en retirent : financiers, promotions, contrôle des résidentiels halls, contrôle du commerce illégal, contrôle des appels d'offres dans le bâtiment sur les campus universitaires et les zones adjacentes.

1.3.2. Le BICS, un mouvement estudiantin réputé violent

Le BICS est qualifié de « **fer de lance des manifestations** » par un diplomate en poste à Dacca qui corrobore aussi la violence de ce mouvement étudiant sur laquelle s'accordent plusieurs interlocuteurs⁴⁵. Si leur responsabilité semble indéniable dans les exactions commises durant les *hartals* et les manifestations de 2014 et 2015 par le biais de l'utilisation de cocktails Molotov (*petrol bomb*) et des incendies criminels de bus, les membres du BICS ne sont pas les seuls à user de violence.

39 Ofpra, CNDA, avril 2011, p. 67-72, *op. cit.*

40 Journaliste de la presse écrite ; membre d'une représentation diplomatique présente à Dacca.

41 Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca ; Asif Nazrul, professeur de droit, université de Dacca.

42 Membre d'une représentation diplomatique présente à Dacca.

43 Membres de représentations diplomatiques présentes à Dacca.

44 Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca ; membres de représentations diplomatiques présentes à Dacca.

45 Membres de représentations diplomatiques présentes à Dacca ; Adilur Rahman, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar ; Mahfuz Anam, rédacteur-en-chef et éditeur du quotidien *The Daily Star* ; Asif Nazrul, professeur de droit, université de Dacca.

L'un de nos interlocuteurs⁴⁶ rappelle les actions violentes du BICS sur les campus universitaires de Dacca et Rajshahi qui ont conduit à la mort de certains de leurs opposants politiques. Ainsi, ce mouvement étudiant a été évincé de l'université de Rajshahi après la mort d'un militant de la BCL au cours d'affrontements entre les deux mouvements en février 2010 et depuis, il tente d'y retrouver sa suprématie par la force⁴⁷. Cet interlocuteur affirme aussi que la violence de ce mouvement est excessive lorsque ses militants se sentent provoqués ou dérangés et qu'avant de passer à l'action, ils peuvent donner un premier avertissement à leur ennemi.

Toutefois, **tous les membres du BICS ne seraient pas impliqués systématiquement dans les actes de violence**⁴⁸.

Comme la Jel, sa branche étudiante est particulièrement bien organisée et **chaque membre encarté a des attributions particulières** : chargé des affaires courantes du parti, chargé de la propagande politique et du recrutement de nouveaux adhérents, tandis que certains seront **chargés de la « protection des frères »** et de la violence. **L'identité de ces derniers n'est pas forcément dévoilée à tous les militants**. Cet état de fait explique que les **plaintes enregistrées à l'encontre des militants du BICS pour violence peuvent être fondées tout comme montées de toutes pièces**⁴⁹.

En revanche, à l'image des membres de la Jel, ceux de la branche étudiante **sont très politisés et savent pertinemment pourquoi ils ont fait le choix idéologique de ce parti**⁵⁰.



Université de Dacca

1.4. Le JSD

Aujourd'hui, l'influence du JSD-Rob est très limitée en raison du petit nombre de ses militants et sympathisants⁵¹. Adilur Rahman Khan émet des doutes quant à l'appartenance d'étudiants à ce parti qui, selon lui, rejoindraient plutôt la BCL, le BJCD ou encore la plateforme Nagorik Oikya.

Le JSD-Rob fait désormais partie de l'alliance *Jatiya Oikyo Udyog*, formée, entre autres, à l'initiative d'Abdul Rob, de Mahmudur Rahman Manna (président de la plateforme civique Nagorik Oikya) et du Dr Kamal Hossain (président du Gonoforum). Cette alliance, créée en 2012, se présente comme une troisième force.

Quant au JSD-Inu, il appartient à l'alliance politique pilotée par la AL. Son président, Hasanul Haq Inu, est désormais ministre de la Communication⁵².

46 Asif Nazrul, professeur de droit, université de Dacca

47 *Dhaka Tribune*, "BCL-Shibir face-off looms ahead at Rajshahi University", 24/08/2013.

48 Membre d'une représentation diplomatique présente à Dacca.

49 Journaliste de la presse écrite.

50 Asif Nazrul, professeur de droit, université de Dacca.

51 Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

52 *Id.*

2. VICTIMES D'ACCUSATIONS MENSONGERES ET LES MOYENS DE RECOURS

Avertissement : Les informations juridiques utilisées dans ce rapport proviennent de nos interlocuteurs. Parfois fluctuantes, elles ont été, dans la mesure du possible, recoupées par des sources juridiques⁵³.

Les précédentes missions conjointes de l'Ofpra et de la CNDA se sont déjà largement intéressées au phénomène des accusations mensongères au Bangladesh, également désignées comme « fausses affaires », « accusations fallacieuses » ou « affaires controuvées »⁵⁴. Le terme « **accusations mensongères** » utilisé ici est entendu comme une accusation mensongère portée à l'encontre d'un individu dans l'objectif de l'impliquer dans une procédure judiciaire, le plus souvent de nature pénale.

Les échanges avec nos interlocuteurs ont permis de confirmer les informations recueillies par les précédentes missions, à savoir la **diversité des motifs** de ces accusations mensongères⁵⁵, avec une part toujours importante d'affaires pénales liées au foncier⁵⁶, environ 70% selon l'avocat Emad Ullah Shahidul Islam.

Toutefois, le **motif politique** est apparu d'autant plus présent que la mission a relevé que **plus d'un millier de procédures judiciaires ont été engagées ces derniers mois à l'encontre d'individus liés au BNP ou à un des partis de la coalition de l'opposition**, dont la plupart serait actuellement en détention⁵⁷.

La **capacité à se défendre efficacement dans ce type d'affaire sera fonction du pouvoir et de la visibilité de la victime**⁵⁸. Aussi, au-delà du cadre strict du système judiciaire et de la procédure pénale⁵⁹, aspects qui ont déjà été amplement couverts par les précédents rapports de mission de 2006 et 2011⁶⁰, la mission a fait le choix d'interroger chacun de ses interlocuteurs sur **sa perception de ce phénomène et de ses implications concrètes pour la victime au regard du rôle des principaux acteurs de la procédure**.

2.1. Des moyens de pression aux mains des forces de sécurité

En se référant quasi systématiquement au *First Information Report* (FIR, **plainte**) lors de nos échanges sur la question des accusations mensongères, nos interlocuteurs ont ainsi révélé la **facilité avec laquelle cet acte de procédure pouvait être instrumentalisé**, alors même qu'il marque, formellement, le début de la procédure pénale⁶¹.

53 ZAHIRUL HUQ, *Law and Practice of Criminal Procedure*, Bangladesh Law Book Company, 14ème édition, 2014, 1272 p.; Code pénal bangladais; Code de procédure pénale bangladais; Régulation 246, Police Regulation Bengal, 1943, (volume 1); l'*Evidence Act of 1872*: http://bdlaws.minlaw.gov.bd/sections_detail.php?id=24§ions_id=5059

54 Ces fausses affaires sont également désignées par « affaires mensongères » in Ofpra, CRR, *Mission de l'Ofpra et de la CRR au Bangladesh* : 25 septembre au 6 octobre 2005, janvier 2006, p. 31 ou encore « affaires controuvées » in Ofpra, CNDA, avril 2011, p. 48- 51, *op. cit.*

55 Ainsi, il peut s'agir de criminels faisant jouer leur influence pour porter plainte contre leurs victimes, afin d'empêcher celles-ci de porter plainte à leur tour contre eux in Ofpra, CRR, janvier 2006, p.31, *op. cit.* ; dans les affaires de meurtres politiques notamment, les autorités peuvent chercher des boucs émissaires, sans souvent aucun lien avec les faits, pour protéger les vrais coupables in Ofpra, CRR, janvier 2006, p.32, *op. cit.* ; il peut s'agir d'un moyen de revenus complémentaires pour des individus peu scrupuleux selon Kalpona Akhter, directrice générale, BCWS et Babul Akhter, président, BGIWF.

56 Ofpra, CNDA, avril 2011, p. 49, *op. cit.*

57 Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association ; Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA ; *The Daily Observer*, "1,729 cases filed in 77 days of BNP violence, 20,915 arrested", 26/03/2015.

58 Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association ; Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA ; Emran Chowdhury, ex-président du BJCD de Sylhet et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d' Odhikar ; un journaliste de la presse écrite ; le rapport de mission de 2005 relevait déjà que « les secteurs les plus pauvres de la population étaient les premières victimes de l'arbitraire policier au Bangladesh » in Ofpra, CRR, janvier 2006, p. 31-32, *op. cit.*

59 Le Code de procédure pénale bangladais peut être consulté en ligne : http://bdlaws.minlaw.gov.bd/pdf_part.php?act_name=&vol=IV&id=75

60 De l'avis de nos interlocuteurs, l'organisation, les compétences et les attributions des juridictions demeurent fondamentalement inchangées depuis la dernière mission commune de l'Ofpra et de la CNDA au Bangladesh, Ofpra, CNDA, avril 2011, p. 36-41, *op. cit.*

61 Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association ; Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA ; Emran Chowdhury, ex-président du BJCD de Sylhet et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar ; un journaliste de la presse écrite.

2.1.1. L'initiation d'une procédure pénale

Il est, en principe, facile de faire enregistrer un FIR à un poste de police⁶², sauf si le FIR implique une personne liée au parti politique au pouvoir, auquel cas les autorités de police refuseraient, quasi systématiquement, de procéder à l'enregistrement⁶³. A l'inverse, **90% des plaintes enregistrées à l'initiative des autorités de police**, souvent avec la complicité de personnalités influentes, auraient un **motif politique**⁶⁴.

- **Une source de revenus potentiels et un moyen de pression**

Compte tenu des implications pour la personne visée (cf. *infra*), **le simple fait d'être mentionné dans cet acte de procédure est un moyen de pression en soi**, dont peuvent abuser certains fonctionnaires de police. Plusieurs de nos interlocuteurs ont ainsi expliqué qu'il n'était pas impossible pour un officier de police corrompu de viser jusqu'à plusieurs milliers de suspects non identifiés dans un FIR, lui offrant ainsi la possibilité de sillonner la région à la recherche de personnes vulnérables à extorquer, sous peine de poursuites effectives. Des sommes de 2 000 dollars ou encore 500 000 TK (environ 6 000 euros) ont été évoquées⁶⁵.

Dans les affaires politiques, les policiers corrompus agissent rarement seuls et peuvent être, à leur tour, instrumentalisés par des personnalités influentes cherchant à neutraliser un opposant. Dans de tels cas de figure, l'objectif premier sera, outre son implication fallacieuse dans un FIR, une arrestation et un maintien en détention à des fins de neutralisation (cf. *infra*)⁶⁶.

- **Une importante liberté d'enquêter**

Quelle que soit l'origine des accusations mensongères communiquées aux autorités de police (tiers, policier, magistrat, etc.), elles sont traitées en tant que **FIR**⁶⁷, document qui est **signé par les autorités de police, lesquelles en sont donc les premières détentrices**⁶⁸. Une fois que le FIR a été rédigé et enregistré, l'original du document doit être communiqué sans délai à un juge (cf. *infra*). Ainsi, **les autorités de police ne conservent-elles qu'une copie de ce document** et rien ne leur interdit de fournir une copie simple à un tiers qui en ferait la demande⁶⁹ même si, dans la pratique, cela paraît difficilement concevable pour Adilur Rahman Khan⁷⁰. Toutefois, **le fait que ce document soit transmis à un juge ne signifie absolument pas que ce dernier opère, dès ce stade, un contrôle effectif sur l'enquête** que s'approprient à mener les autorités de police⁷¹. Il a également été précisé que si les **registres tenus par les autorités de police ne donnent lieu à aucune communication**, dans certains cas, les journalistes peuvent être autorisés à les consulter pour les besoins de leur article⁷².

Ainsi l'*Officer in Charge of the Police Office* (OC) et l'*Investigation Officer* (IO) disposent des pouvoirs les plus importants à ce stade et sont, dès lors, **des acteurs clés de la procédure, visibles localement et donc nécessairement connus de la personne visée**. En effet, ce sont eux qui, souvent, prennent la parole dans la presse, auditionnent les témoins et procèdent aux arrestations⁷³.

62 Articles 154, 155, 157 et 190 du Code de procédure pénale bangladais : une victime, un témoin, un juge ou encore les forces de sécurité peuvent être à l'initiative d'une telle plainte ; Ofpra, CNDA, avril 2011, p. 44, *op. cit.*

63 Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA.

64 Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA.

65 Un conseiller auprès de Khaleda Zia; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar; un journaliste de la presse écrite.

66 Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA ; un journaliste de la presse écrite ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

67 Article 154 du Code de procédure pénale bangladais ; Ofpra, CNDA, avril 2011, p. 45, *op. cit.*

68 Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

69 Le Code de procédure pénale bangladais ne l'interdit pas formellement. Pour le détail des règles concernant les copies des FIR, cf. Régulation 246, Police Regulation Bengal, 1943, (volume 1)

70 Avocat près la cour suprême, secrétaire de l'ONG Odhikar.

71 Ce n'est que dans certains cas prévus par le Code de procédure pénale bangladais que les autorités de police auront besoin de l'autorisation formelle d'un juge pour mener une enquête ; un contrôle de l'enquête *a fortiori* a lieu par le juge au regard du détail de l'activité des autorités de police qui est consigné dans un *General Diary* et un *Case Diary*, selon Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'ONG Odhikar ; Ofpra, CNDA, avril 2011, p. 4, *op. cit.*

72 Un journaliste de la presse écrite.

73 Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA ; <http://www.police.gov.bd/>

2.1.2. Des pouvoirs d'arrestation et de détention, sources d'abus

Si la liberté d'enquêter peut être source d'abus, il en est de même de la marge d'appréciation laissée aux autorités de police en matière d'arrestation et de détention.

• Des abus possibles en matière d'arrestation

Les personnes à l'origine d'accusations mensongères connaissent parfaitement les rouages de la procédure pénale et, notamment, **les infractions pour lesquelles les autorités de police n'ont pas besoin d'un mandat d'arrêt pour procéder à une interpellation**⁷⁴.

C'est ainsi que, dans la pratique, **les accusations mensongères reposent souvent sur des infractions de mœurs, d'agression sexuelle, d'accusations de détention de drogues, de détention illégale d'armes, de meurtre etc., toutes des cognizable offences**⁷⁵.

A titre d'illustration, Khandaker Mahbub Hossain, président de la BSCBA, a indiqué à la délégation avoir été arrêté sans mandat d'arrêt à l'issue d'une conférence de presse à laquelle il participait. Il aurait été accusé d'avoir lancé un cocktail Molotov sur un train et d'avoir été à la tête d'une procession politique⁷⁶.

En outre, les forces de police disposent encore aujourd'hui de pouvoirs discrétionnaires en matière d'arrestation en vertu de procédures d'exception, telles que le *Special Power Act* ou encore le *Speedy Trial Act*⁷⁷.

Les arrestations peuvent être arbitraires, compte tenu de la rédaction assez floue des critères juridiques les encadrant⁷⁸.

Si au regard de la nature de l'infraction un **mandat d'arrêt** est nécessaire pour procéder à une interpellation, ce sont les **autorités de police qui gardent en leur possession l'original du mandat d'arrêt jusqu'à l'arrestation du suspect**⁷⁹. Tout au plus, il peut être montré à ce dernier mais cela est loin d'être automatique de l'avis d'un avocat consulté par la mission⁸⁰.

Une fois le suspect appréhendé, **le document original est envoyé au juge signataire et consigné dans le dossier administratif de la juridiction. Il apparaît, dès lors, difficilement concevable qu'un suspect se trouve légalement en possession de l'original d'un mandat d'arrêt le concernant**⁸¹.

• Des risques de mauvais traitement en garde à vue (*custody*)

Si un individu cherche à éviter à tout prix d'être visé dans un FIR, c'est en raison **des risques liés à une arrestation et, partant, d'une détention aux mains des autorités de police**⁸². En effet, c'est à ce stade de la procédure que se situe **le principal risque de mauvais traitements**⁸³. L'ONG ASK a dénombré pour le **premier trimestre 2015, 27 morts en garde à vue**⁸⁴.

Le fait qu'il soit possible, en théorie, de porter plainte contre de tels agissements, ne semble pas suffire à éradiquer totalement ces abus⁸⁵.

74 Il s'agit des *cognizable offences* dont la liste est disponible dans la section 156 du Code de procédure pénale bangladais; OFPRA, CNDA, avril 2011, p. 45, *op. cit.* ; Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association ; Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA ; Emran Chowdhury, ex-président du BJCD de Sylhet membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odihkar ; un journaliste de la presse écrite.

75 Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA ; le détail de toutes les infractions « *cognizable* » peut être trouvé en annexe du Code de procédure pénale bangladais ; HUQ ZAHIRUL, *Law and Practice of Criminal Procedure*, Bangladesh Law Book Company, 14ème édition, 2014, p. 1148.

76 *The Daily Star*, "Khandaker Mahbub gets bail, shown arrested in another case", 23/01/2014.

77 Un interlocuteur qui n'a pas souhaité être cité individuellement ; Ofpra, CNDA, avril 2011, p. 46, *op. cit.*

78 Dans une publication remise par la NHRC, il est fait état des sections 54 et 167 du Code de procédure pénale bangladais, lesquelles confèrent des pouvoirs exorbitants à la police pour procéder à l'arrestation d'un individu sans mandat d'arrêt sur la base d'une simple « suspicion raisonnable » ; NHRC, *Analysis of Decisions of the Higher Judiciary on Arrest and Detention in Bangladesh*, janvier 2013, p. 20 ; Ofpra, CNDA, avril 2011, p. 45, *op. cit.* ; Ofpra, CRR, janvier 2006, p. 32, *op. cit.*

79 Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association.

80 Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odihkar.

81 *Id.*

82 *Id.*

83 Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odihkar ; un journaliste de la presse écrite.

84 http://www.askbd.org/ask/wp-content/uploads/2015/04/death_law_enforcement_agency_march_2015.pdf

85 Selon The Bangladesh Police Ordinance of 2007, il est possible de porter plainte devant la *Police Complaints Commission*.

A noter également que le droit bangladais permet à une personne de solliciter une libération conditionnelle anticipée (**anticipatory bail**) dès lors qu'elle est informée d'un risque d'arrestation. Cette procédure spécifique, soumise à de nombreuses conditions formelles (dont, notamment, l'obligation pour le demandeur d'être physiquement présent devant le juge), peut permettre à un individu **d'éviter d'être placé en garde à vue**⁸⁶.

Si un **suspect ne peut être placé, en principe, en garde à vue pour plus de 24 heures**⁸⁷, les autorités de police peuvent solliciter auprès d'un juge le prolongement de la période de garde à vue pour les besoins de l'enquête, mais aussi afin d'obtenir des aveux ou pour exercer une pression supplémentaire, afin d'extorquer de l'argent en échange d'une **demande de libération provisoire (bail)**⁸⁸.

Ainsi, **la capacité de nuisance d'un adversaire dépend largement de ses liens avec les autorités de police et de sa capacité à les instrumentaliser**, et ce, au moins, théoriquement, jusqu'à l'intervention effective du juge⁸⁹.

2.2. Un contrôle parfois tardif du juge

Accusations mensongères ou fondées ? Comme l'a rappelé l'avocat Emad Ullah Shahidul Islam, il appartient, en premier lieu, au juge de trancher cette question.

Ainsi, il ne faut pas conclure hâtivement et de manière péremptoire, que la justice n'est jamais rendue au Bangladesh : dans certaines affaires, la justice sera rendue de manière impartiale⁹⁰.

Dans les affaires ayant, notamment, une dimension politique, le constat apparaît, en revanche, bien différent⁹¹.

2.2.1. Une subordination au pouvoir politique toujours d'actualité

La question de l'indépendance des juges n'est pas étrangère au phénomène des accusations mensongères, notamment ayant un motif politique⁹². Or **le gouvernement contrôle de manière excessive, dans la pratique, la nomination, l'affectation et la promotion des juges**⁹³, ce qui confirme le constat effectué lors des précédentes missions⁹⁴.

Ainsi, à titre d'illustration, la Bangladesh Supreme Court Bar Association (BSCBA), en collaboration avec le ministre de la Justice (*Chief Justice*) était auparavant consultée en amont de la nomination de juges, ce qui permettait d'identifier des juges « politiquement neutres ». Or, aujourd'hui, un tel pouvoir de nomination est détenu exclusivement par la Première ministre. Cette dernière transmet directement la liste des juges à nommer au ministre de la Justice qui renvoie cette même liste au Premier ministre qui la fait valider par le Président⁹⁵. Cette pratique amène certains de nos interlocuteurs⁹⁶ à conclure que les Cours supérieures (*High Court* et *Appellate Division*) sont totalement politisées⁹⁷.

86 Articles 497 et 498 du Code de procédure pénale bangladais ; Ofpra, CNDA, avril 2011, p. 42, *op. cit.* ; *The Right of getting bail of an arrested person in Bangladesh - A Legal study of theories and Practice*, Beijing Law Review, vol. 5, No. 1, 03/2014, p. 41 à 42.

87 Ofpra, CNDA, avril 2011, p. 45- 46, *op. cit.* ; Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA ont évoqué deux jugements de la *High Court* datant de 2003, dans lesquels la haute juridiction indiquait, en complément du Code de procédure pénale bangladais, des garanties procédurales en matière de garde à vue. Selon eux, ces jugements ne sont pas appliqués ; *New Age*, « No end to remand, torture in custody », 11/03/2015.

88 Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA ont évoqué deux jugements de la *High Court* datant de 2003, dans lesquels la haute juridiction indiquait, en complément du Code de procédure pénale bangladais, des garanties procédurales en matière de garde à vue. Selon eux, ces jugements ne sont pas appliqués ; *New Age*, 11/03/2015, *art. cit.*

89 Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA.

90 Une haute personnalité proche de la AL ; un conseiller auprès de Khaleda Zia.

91 Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca ; une haute personnalité proche de la AL ; un conseiller auprès de Khaleda Zia ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

92 Situation que le gouvernement exploite également en gelant les affaires de ses partisans au détriment de celles d'individus membres de partis de l'opposition ; Odhikar, *Annual Report 2012*, 12/01/2013, p. 172-173

93 Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon respectivement président et secrétaire général, BSCBA ; Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca ; un conseiller auprès de Khaleda Zia ; Asian Legal Resource Centre, p. 2- 3, *op. cit.*

94 OFPRA, CRR, janvier 2006, p. 84 et p. 137, *op. cit.* ; Ofpra, CNDA, avril 2011, p. 40- 41, *op. cit.*

95 Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

96 *Id.* ; Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon respectivement président et secrétaire général, BSCBA.

97 International Crisis Group, *Mapping Bangladesh's Political Crisis*, 09/02/2015, p. 14-16.

De plus, selon un avocat consulté lors de la mission⁹⁸, tout avocat près la Cour suprême peut être nommé juge après dix années d'inscription à la BSCBA, et ce, alors même qu'il n'aura pas nécessairement exercé pendant cette période. Un certain clientélisme politique devient alors possible.

De même, si un juge est, en principe, nommé pour une période de trois à cinq ans⁹⁹, notamment dans les cours inférieures, il peut être muté tous les trois mois s'il est considéré par le pouvoir en place comme un élément « *non coopératif* »¹⁰⁰.

C'est ainsi que, dans le cas d'accusations mensongères proférées pour un motif politique, l'intervention du juge dans la procédure pénale pourra se révéler inutile, voire nuisible, du point de vue de la victime.

2.2.2. Un contrôle tardif du bien-fondé des accusations



Bangladesh Supreme Court Bar Association,
Supreme Court Bar Association Building,
Dacca

Comme évoqué précédemment (cf. *supra*), le Code de procédure pénale dispose qu'après enregistrement d'un FIR par les autorités de police, l'original de cet acte de procédure doit être adressé dans les 24 heures au magistrat compétent¹⁰¹. **Un dossier est alors formellement ouvert auprès de la juridiction et un numéro lui est attribué** (*General Registered case number*)¹⁰². Dans ce dossier, seront consignés les différents actes de procédure tels que le prolongement de la garde à vue (*remand*), le transfert d'un suspect de la garde à vue (*custody*) à la détention provisoire (*judicial custody*). Le magistrat décidera également de la juridiction compétente pour un éventuel procès (notamment *Magistrate's Court* ou *Court of sessions*).

Toutefois, **l'implication réelle du juge dans la procédure arrive souvent plus tard**. Malgré tout, du fait de l'importance de cet acteur de la procédure, **il apparaît difficilement concevable qu'une personne arrêtée ignore l'identité du juge en charge de son affaire dès ce stade de la procédure**¹⁰³.

• Le renvoi de l'affaire (*remand*)

À l'issue des 24 heures de garde à vue, le suspect doit être obligatoirement présenté à un juge (cf. *supra*). Dans le cas d'affaires mensongères, et notamment si l'objectif est de neutraliser une personne, les autorités de police complices chercheront à obtenir le maintien en détention du suspect.

Selon nos interlocuteurs, dans un tel cas de figure, le renvoi de l'affaire implique pour le juge de décider de la libération du suspect (*remand on bail*), de son maintien en garde à vue dans les locaux de la police (*remand in police custody*) ou de son transfert dans une prison (*remand in prison custody*)¹⁰⁴.

Or l'individu placé en garde à vue (*police custody*) ne peut, en principe, solliciter une mise en liberté (*bail*) que si l'infraction pour laquelle il a été arrêté le permet (*bailable offence*)¹⁰⁵. **C'est pourquoi la victime à neutraliser sera souvent impliquée dans des infractions ne permettant pas sa libération (*non-bailable offences*)**¹⁰⁶.

98 Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

99 Selon Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association, une liste à jour des différents magistrats en poste à un moment « T » dans un district peut être obtenue via, notamment, les Districts Bar Associations. Pour plus d'informations, cf. le site web du *Bangladesh Judicial Service Commission* <http://www.jscbd.org.bd/>

100 Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

101 Article 157

102 Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA.

103 Un journaliste de la presse écrite ; Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon respectivement président et secrétaire général, BSCBA.

104 Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association ; un journaliste de la presse écrite.

105 Pour savoir ce qu'il en est pour chacune des infractions pénales, il convient de se rapporter aux annexes du Code de procédure pénale bangladais ; SHAHIDUL ISLAM, GOLAM MOULA, 03/2014, p. 34-48, *op. cit.* ; Ofpra, CNDA, 04/2011, p. 47-48, *op. cit.*

106 Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association ; une personnalité proche de la Ligue Awami.

En pratique, et en particulier lorsque les accusations mensongères sont motivées par des considérations politiques, **il est très difficile d'obtenir une libération conditionnelle (bail)**¹⁰⁷ en raison, notamment, des pressions politiques que peuvent subir certains juges¹⁰⁸.

Ainsi, selon un conseiller auprès de Khaleda Zia, même dans les juridictions inférieures, il n'est pas rare que les autorités judiciaires reçoivent des appels directement de hautes personnalités politiques. Les demandes de remises en liberté pour les affaires liées à des *hartals* de janvier 2015 ne seraient d'ailleurs même pas examinées par les magistrats de Dacca¹⁰⁹.

Adilur Rahman Khan¹¹⁰ indique que, s'il a pu obtenir une liberté conditionnelle, c'est avant tout en raison de sa profession d'avocat près la Cour suprême. Selon lui, la plupart des individus impliqués dans des affaires motivées par des raisons politiques restent en détention. L'avocat Mahbubuddin Khokon, ancien député, a précisé avoir passé sept jours en prison et avoir été arrêté à deux reprises, sans pouvoir obtenir de liberté sous caution en raison de la motivation politique de l'affaire¹¹¹.

- **Des délais de traitement instrumentalisés**



Prison centrale de Sylhet

Alors que **les demandes de prolongement de détention des suspects sont largement accordées par les juges**¹¹², un suspect peut être privé de liberté pendant de longues semaines, voire des mois, alors même qu'aucune poursuite ne sera finalement engagée. Dans un tel cas de figure, les autorités de police doivent alors produire un rapport final (*Final Report*) au juge¹¹³.

Ainsi, en pratique, indépendamment de la recevabilité des éléments à charge contre le suspect, le délai écoulé entre l'arrestation et le débat au fond peut être extrêmement long. A titre d'exemple, dans un tribunal de province où plus de 1 000 affaires restent pendantes, le délai pourrait être de 5 à 6 ans avant que ne débute formellement le procès¹¹⁴. En janvier 2012, plus de 1 374 000 affaires criminelles étaient pendantes au Bangladesh¹¹⁵.

107 Dildar Hossain Selim, ex-député et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet; Emran Chowdhury, ex-président du BJCD de Sylhet et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet; membres de représentations diplomatiques à Dacca.

108 Une personnalité proche de la AL.

109 Odhikar, *Human rights Monitoring report, February 1-28, 2015, 01/03/ 2015*, p. 11

110 Avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

111 *The Daily Star*, "BNP MPs Khokon, Shammi denied bail", 19/01/2014

112 Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA.

113 Ofpra, CNDA, avril 2011, p. 46, *op. cit.*

114 Un journaliste de la presse écrite.

115 Odhikar, *Odhikar, Annual Report 2012 - 12 January 2013*, p. 278

Les spécificités d'un procès in absentia

Dans certains cas, relativement rares dans la pratique selon un avocat pénaliste¹¹⁶, il arrive parfois qu'un juge condamne, en son absence, un prévenu¹¹⁷. Cette procédure est dite *in absentia*¹¹⁸. En revanche, si la personne en fuite **est la seule mentionnée sur l'acte d'accusation**, la procédure restera, en général, au point mort jusqu'à ce que celle-ci soit arrêtée¹¹⁹.

• Les conditions d'un procès in absentia

Avant qu'un suspect ne soit considéré comme un fugitif (*absconding*), les autorités doivent respecter un certain nombre de règles procédurales. Ainsi, si un juge estime qu'une personne visée par un mandat d'arrêt est en fuite, il doit faire **procéder à l'affichage d'un document dénommé proclamation**, dans différents lieux, et, notamment, au dernier domicile connu de l'accusé¹²⁰. Si les autorités de police ne parviennent toujours pas à arrêter le suspect, elles peuvent alors obtenir du juge un **ordre de saisie de ses biens personnels** (*Order of seizure of property*)¹²¹. D'autres moyens de pression ont également été évoqués, tels que des mauvais traitements sur les proches¹²².

En cas d'inefficacité des mesures, le magistrat fait publier dans au moins deux quotidiens nationaux en langue bengalie une citation à comparaître¹²³. Dans le cas spécifique de la procédure *in absentia*, le détail des actes de procédure précédemment évoqués est nécessairement consigné dans l'*Order Sheet* qui figure au dossier administratif, de même que le détail de l'ensemble des mesures prises par les autorités pour retrouver l'accusé¹²⁴.

• Des droits restreints

En principe, en son absence, un fugitif n'a pas le droit à une représentation juridique¹²⁵. Mais, si le **suspect en fuite risque la peine capitale**, l'Etat a l'**obligation** de désigner un avocat commis d'office pour le représenter¹²⁶. L'accusé absent n'a aucun droit à se faire représenter par un avocat de son choix¹²⁷.

Autre exception : si l'intéressé est devenu fugitif **après** l'introduction d'une instance et qu'il avait été préalablement représenté par un avocat, une représentation demeure en principe possible par ce même avocat¹²⁸. Si un fugitif se rend aux autorités pendant la période qui précède le procès, il ne pourra pas, en revanche, obtenir de liberté sous caution¹²⁹.

L'accès aux documents judiciaires sera également restreint. Selon un avocat pénaliste, dans le cas spécifique d'un procès in absentia, des copies certifiées conformes (*Certified Copies*) des actes de procédure ne peuvent être obtenues **qu'une fois que le fugitif se sera rendu aux autorités**¹³⁰.

Néanmoins, dans le cas où plusieurs individus sont accusés dans la même affaire, il est envisageable que le fugitif, prenant attache avec un avocat de ses co-accusés, obtienne de ce dernier, en toute légalité, une **copie simple** d'une *Certified Copy*¹³¹. Le succès de cette démarche implique, toutefois, un lien fort avec le co-accusé¹³².

En outre, en cas de condamnation dans une telle procédure, si le fugitif ne s'est toujours pas rendu, il ne pourra faire appel de son jugement¹³³.

Ces constations ne préjugent en rien du rôle que pourra jouer la corruption, notamment dans des affaires politiques¹³⁴.

70% des détenus dans les prisons bangladaises sont en attente d'un procès (remand in jail custody, pre trial detention). Ce n'est que lorsque les autorités de police souhaitent poursuivre le suspect (elles doivent alors produire un Charge Sheet au juge), que le juge s'empare réellement de l'affaire et décide, ou non, du renvoi de l'accusé devant une juridiction pour jugement (trial).

116 Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association.

117 *The Daily Star*, "Khilgaon OC jailed for torturing DU student", 17/05/2015.

118 Articles 87, 88 et 339B du Code de procédure pénale bangladais.

119 Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA.

120 Article 87 du Code de procédure pénale bangladais.

121 Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association ; Article 88 du Code de procédure pénale bangladais.

122 Un conseiller auprès de Khaleda Zia ; Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association.

123 Mahfuz Anam, rédacteur-en-chef et éditeur du quotidien *The Daily Star* ; un journaliste de la presse écrite ; Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association.

124 Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association.

125 Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA.

126 Adilur Rahman Khan, avocat près de la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar ; Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA ; HUQ ZAHIRUL, *Law and Practice of Criminal Procedure*, p. 598-600, *op. cit.*

127 Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association.

128 Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

129 Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA.

130 Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association.

131 *Id.*

132 Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA.

133 Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association ; HUQ ZAHIRUL, p. 600, *op. cit.*

134 Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA.

Cette phrase, prononcée par un avocat, résume le constat qui a pu être fait lors de la mission :

« L'issue d'une affaire à caractère politique dépendra à 50% de qui est à l'origine des accusations et du juge saisi, à 25% de l'existence d'éventuelles d'instructions émanant du pouvoir et à 25% de la règle de droit » .

La capacité pour la victime de l'accusation mensongère à mobiliser son réseau et les services d'un avocat apparaît alors cruciale.

2.3. Une capacité de défense limitée

Face au constat du nombre important d'accusations mensongères, notamment pour un motif politique, **la mission a cherché à mieux identifier les acteurs susceptibles de venir en soutien aux victimes**. Ainsi, si les services d'un avocat s'avèrent indispensables, ils ne sont pas, en revanche, à la portée du plus grand nombre¹³⁵.

La mobilisation de son réseau, et en premier lieu le cercle familial, de même que les organisations de défense des droits de l'homme, peut, en tout état de cause, s'avérer particulièrement utile.

2.3.1. L'intervention de l'avocat

Invités à évoquer le rôle des avocats dans les procédures fondées sur des accusations mensongères, nos interlocuteurs ont souligné la manière dont ces derniers pouvaient être, à leur tour, soumis à des pressions d'ordre politique.

- **La nécessaire politisation de la profession d'avocat**

Les avocats des comités exécutifs des *Bar Associations* du pays sont élus par leurs pairs et représentent quasi systématiquement le ou les partis de l'opposition¹³⁶. Ce ralliement de circonstance doit pouvoir assurer aux membres de la profession une certaine protection, notamment dans le cadre des affaires à connotation politique¹³⁷.

- **Un avocat absent pendant la période de garde à vue**

A ces éventuelles pressions politiques s'ajoute le fait que l'avocat n'est pas présent pendant la période de la garde à vue (*police custody* et *remand in police custody*), et ce, alors même que son client est à ce moment de la procédure particulièrement vulnérable (cf. *supra*)¹³⁸.

En vertu de la Constitution bangladaise, **une personne placée en garde à vue a le droit de consulter et d'être représentée par un avocat de son choix**¹³⁹; toutefois, dans la pratique, les autorités de police s'y opposent, selon un praticien du droit pénal¹⁴⁰.

S'il existe actuellement un plaidoyer national concernant la présence de l'avocat en garde à vue, un avocat ne souhaite pas, en général, se rendre dans un poste de police, de peur d'être soupçonné de collusion avec les autorités¹⁴¹.

C'est donc le plus souvent au tribunal que l'avocat rencontrera pour la première fois son client pour lequel il doit tenter d'obtenir, au plus vite, une libération¹⁴².

¹³⁵ Une personnalité proche de la AL.

¹³⁶ Un conseiller auprès de Khaleda Zia; Dildar Hossain Selim, ex-député et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet ; Emran Chowdhury, ex-président du BJCD de Sylhet et membre (*joint convener*) du comité BNP du district de Sylhet ; Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

¹³⁷ Asian Legal Resource Centre, *Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status; BANGLADESH: Judiciary undermines its own independence [26 May 2014] [A/HRC/26/NGO/45]*, 06/06/2014, p. 4.

¹³⁸ Un journaliste de la presse écrite ; Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association; Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA.

¹³⁹ Article 33 de the Constitution of the People's Republic of Bangladesh; British High Commission Consular Section and British High Commission, *Information for British Nationals imprisoned in Bangladesh, Sylhet*, 02/12/2013, p. 5.

¹⁴⁰ Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA.

¹⁴¹ Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association ; *New Age*, 11/03/2015, art. cit.

¹⁴² Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar; Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association ; Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA

• Une charge financière élevée

La délégation a souhaité obtenir davantage d'informations¹⁴³ sur la manière dont il était choisi et désigné par son client.

A cet égard, il a été souligné que **les services d'un avocat, de surcroît spécialisé en droit pénal, sont extrêmement coûteux**, ce qui prive d'une assistance, en premier lieu, les prévenus les plus vulnérables, souvent sans ressources¹⁴⁴.

Ainsi, en pratique, pour les services d'un avocat engagé à titre privé, il faudra lui remettre une avance qui correspondrait à une évaluation du montant total de ses services¹⁴⁵, montant qui peut atteindre la somme de 200 000 TK (environ 2276 euros)¹⁴⁶ et ce avant même qu'il ne prenne formellement en charge l'affaire¹⁴⁷.

• L'identification d'un avocat

Il y aurait aujourd'hui environ 50 000 avocats praticiens, répartis dans les 64 districts du Bangladesh¹⁴⁸, dont 1 400 à Sylhet¹⁴⁹.

Le choix de l'avocat est déterminé par sa réputation et souvent par ses liens avec le cercle familial¹⁵⁰. Un avocat ne peut exercer que s'il est membre d'une *Bar association*, ce qui aisément vérifiable en consultant l'annuaire, souvent accessible via Internet. En outre, il aura en sa possession une carte du *Bangladesh Bar Council*¹⁵¹ (*Admit Card* et/ou *Registration Card*).

La Bangladesh Bar Council (http://bangladeshbarcouncil.org/index.php?menu_id=53&exmenu=53) au sein de laquelle chaque avocat passe un examen pour obtenir un certificat d'aptitude à exercer la profession d'avocat (*Advocate*), pourra confirmer qu'un avocat figure bien dans ses registres.

De même, à titre d'exemple, il est possible de consulter l'annuaire de la *Sylhet District Bar Association*, mis à jour annuellement : http://www.sylhetbar.com/members/full_list_members.

En outre, un avocat qui exerce, notamment dans une grande ville, portera le plus souvent sur lui une carte d'identité professionnelle¹⁵². A défaut, il aura en sa possession une simple carte de visite comme preuve de sa profession, dans la mesure où il sera le plus souvent connu localement¹⁵³.



Bangladesh Bar Council, Bar Council Bhaban, Dacca

• Une aide financière de l'Etat limitée

Comme précédemment évoqué, la question des moyens financiers pour avoir accès à un avocat est loin d'être anecdotique pour les individus les plus pauvres. Ainsi, les quelques 15 000 activistes des partis de l'opposition¹⁵⁴ qui seraient actuellement neutralisés en prison peuvent compter sur une

143 Pour une présentation générale de la profession, il convient de se rapporter à Ofpra, CNDA, avril 2011, p.14, *op. cit.*

144 Md Shahinuzzaman, avocat ; Ofpra, CRR, janvier 2006, p. 85, *op. cit.*

145 Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar; British High Commission Consular Section and British High Commission, 02/12/2013, p.5, *op. cit.*

146 Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA.

147 British High Commission Consular Section and British High Commission, 02/12/2013, p.5, *op. cit.*

148 Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA.

149 Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association.

150 Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College, Sylhet ; Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association.

151 Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA; Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association.

152 Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA.

153 Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association.

154 Chiffre donnée par un conseiller auprès de Khaleda Zia.

aide financière de leur parti pour un tel financement¹⁵⁵. Mais cette aide est loin d'être systématique, notamment pour les simples militants, alors même que, de l'avis de nos interlocuteurs, **ces individus sont de loin les plus exposés à la torture**¹⁵⁶.

Dans des cas exceptionnels, certains avocats peuvent mettre leur notoriété au service d'un client sans ressources¹⁵⁷.

Les avocats commis d'office sont rarement mis à disposition des prévenus - ce que confirme un rapport de la British High Commission¹⁵⁸ - mais peuvent, de l'avis d'un interlocuteur¹⁵⁹, être plus facilement instrumentalisés à des fins politiques.

Dans l'immense majorité des cas, l'aide juridictionnelle permet à un justiciable sans ressources d'avoir accès à un avocat. Toutefois, comme cela avait déjà été souligné lors de la précédente mission¹⁶⁰, l'attribution de cette aide demeure peu transparente¹⁶¹ et, en particulier, dans les affaires à connotation politique¹⁶².

Dès lors, le recours à des ONG spécialisées dans le financement de l'accès au droit, telles que BLAST ou ASK, peut s'avérer très utile¹⁶³.

- **L'accès de l'avocat aux actes de procédure**

Indépendamment de son mode de désignation, afin d'être habilité à effectuer les actes au nom de son client, un avocat doit réaliser un certain nombre de formalités et, en premier lieu, **la signature d'une procuration l'habilitant à effectuer les actes de procédure au nom de son client**. Il s'agit d'un document désigné par les membres de la profession par les termes de *Vokalatnama* ou encore de *Blue sheet*¹⁶⁴.

Muni de cette procuration, un avocat peut notamment consulter le dossier judiciaire de son client, après avoir obtenu le consentement du juge. Le non-respect des exigences formelles d'un acte de procédure original pouvant être soulevé pendant le procès, l'avocat est toujours très attentif à la qualité de la copie certifiée conforme¹⁶⁵.

155 Dildar Hossain Selim, ex-député et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet ; un journaliste de la presse écrite.

156 Un conseiller auprès de Khaleda Zia ; Dildar Hossain Selim, ex-député et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet ; Emran Chowdhury, ex-président du BJCD de Sylhet et membre (*joint convener*) du comité du BNP du district de Sylhet ; Mahfuz Anam, rédacteur-en-chef et éditeur du quotidien *The Daily Star*.

157 Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA.

158 British High Commission Consular Section and British High Commission, 02/12/2013, p. 5, *op. cit.*

159 Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

160 Ofpra, CNDA, avril 2011, p. 48, *op. cit.*

161 Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

162 Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar a indiqué que les fonds dédiés à l'aide juridictionnelle sont alloués à chaque Bar Association du Bangladesh et un *district juge* préside le comité d'attribution. Dans la mesure le ministère de la Justice préside le système de l'aide juridictionnelle (cf. le Bangladesh Legal Aid Organization Act), les pressions politiques ne sont pas exclues.

163 Un journaliste de la presse écrite ; Kalpona Akhter, directrice générale, BCWS ; Babul Akhter, président, BGIWF.

164 Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

165 Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association.

Les copies certifiées conformes (*certified copies*)

A l'inverse d'une copie simple ou d'une copie certifiée par un tiers (souvent effectuée par un *Notary Public*), **seule la *Certified Copy* constitue une garantie d'une copie authentique et complète d'un document judiciaire**¹⁶⁶. Les copies certifiées conformes sont le plus souvent dactylographiées, mais peuvent également être manuscrites¹⁶⁷. Elles répondent à des critères formels stricts¹⁶⁸ et doivent être rigoureusement identiques à l'original, y compris si ce dernier comporte quelques « coquilles »¹⁶⁹.

• *Certified copies*, faux documents et documents authentiques détournés

A l'instar d'autres documents officiels¹⁷⁰, les documents judiciaires peuvent également être instrumentalisés¹⁷¹. Il peut s'agir de **documents fabriqués de toute pièce** au Bangladesh ou à l'étranger¹⁷², ce qui signifie, en pratique, que celui qui se prévaut de tels documents ne peut être impliqué dans l'affaire, puisqu'elle n'existe pas. **Des documents authentiques peuvent également être détournés**. A l'inverse des affaires fabriquées de toute pièce, ces documents se rapportent le plus souvent à une procédure existante, mais peuvent être utilisés par un individu qui usurpe l'identité d'un tiers¹⁷³.

Pour illustrer ce propos, l'un de nos interlocuteurs a relaté un cas, très rare selon lui, dans lequel une personne a été arrêtée par les autorités de police de Sylhet sur la base d'un mandat d'arrêt. Toutefois, il s'est avéré, après vérification par les autorités judiciaires, que ce mandat d'arrêt avait été en réalité fabriqué de toute pièce (pour un motif non précisé) et que le numéro de l'affaire qui figurait sur le document n'était lié, en réalité, à aucune affaire existante. La victime a aussitôt été remise en liberté¹⁷⁴.

En l'absence de registres centralisés et de dématérialisation des procédures au Bangladesh, **une vérification à la source, c'est-à-dire en consultant les registres tenus par une juridiction**, constitue le moyen privilégié pour établir le caractère authentique de tels documents¹⁷⁵.

Néanmoins, nos interlocuteurs ont souligné que **le cumul de plusieurs indices était tout aussi révélateur du caractère authentique de la copie certifiée conforme**, tels que la **compatibilité du document avec les règles de forme prévues par les textes**, en particulier le Code de procédure pénale, la **connaissance du contexte de la procédure et de ses principaux acteurs** (auteur du FIR, *Officer in Charge*, juge saisi de l'affaire, co-accusés, etc.) dont se prévaut le détenteur ou encore **la possibilité juridique et pratique de la communication du document** (cf. *supra*)¹⁷⁶.

• Les modalités d'obtention

Afin d'être en mesure d'assurer la défense de son client, l'avocat peut, en principe, à tout moment de la procédure judiciaire, obtenir une copie certifiée conforme des pièces qui se trouvent dans le dossier judiciaire de son client tels que les FIR, *Charge Sheet*, la liste des témoins, la liste des preuves, etc. Il doit se rendre à la *copy section*, présente dans chaque juridiction, après avoir sollicité le juge et s'être acquitté du timbre fiscal¹⁷⁷. Toutefois, notamment dans les affaires politiques, **des refus peuvent leur être opposés**¹⁷⁸.

• Les jugements

Si le Code de procédure pénale bangladais reste peu explicite sur les modalités de communication des actes de la procédure pénale, des dispositions encadrent tout particulièrement la **notification d'un jugement**. Ainsi, en principe, le jour du délibéré, le juge lit en audience publique le jugement, en présence du ou des accusé(s) et une copie certifiée conforme peut être obtenue par l'avocat de l'intéressé¹⁷⁹.

166 *Id.*

167 Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA.

168 *Id.* ; Ofpra, CRR, janvier 2006, p. 152, *op. cit.* ; Section 76 et s. de l'*Evidence Act of 1872*

169 Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association.

170 Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College, Sylhet nous a ainsi expliqué avoir reçu une demande d'authentification d'un document qui ne comportait ni son tampon, ni sa signature et dont le contenu avait été rédigé par un tiers. Kalpona Akter (directrice générale de BCWS) a évoqué la manière dont elle avait été harcelée par les membres d'une famille à laquelle elle refusait de délivrer une fausse attestation à l'en-tête de son ONG.

171 Membres d'une représentation diplomatique présente à Dacca ; Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association ; Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College, Sylhet ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar ; Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA.

172 Ofpra, CNDA, avril 2011, p. 51, *op. cit.* ; Le Figaro, « Paris: filière démantelée (faux documents) », 18/04/2013 ; Le Parisien, « Une filière de faux réfugiés politiques bangladais démantelée », 07/04/2012.

173 Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College de Sylhet ; Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association.

174 Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College, Sylhet.

175 Un journaliste de la presse écrite.

176 Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College, Sylhet ; Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association.

177 Mahbubuddin Khokon, secrétaire général, BSCBA ; Ofpra, CRR, janvier 2006, p. 152, *op. cit.*

178 Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar ; selon une personnalité proche de la Ligue Awami, ce refus pourra prendre la forme d'une prétendue absence d'autorisation du juge, un délai insuffisant, etc.

179 Article 366 du Code de procédure pénale bangladais.

2.3.2. La mobilisation de son réseau

Outre l'intervention d'un avocat, la mobilisation de ses proches, de la presse ou encore d'organisations de défense des droits de l'homme peuvent permettre à une victime d'accusation fallacieuse d'être libérée, ou, à tout le moins, d'éviter les mauvais traitements en détention¹⁸⁰.

- **Le rôle du cercle familial et des connaissances**

En fonction du cas d'espèce et du profil de la victime, cette dernière cherchera en premier lieu à obtenir le soutien de son **cercle familial**¹⁸¹. C'est d'ailleurs souvent celui-ci, en cas de placement en garde à vue, qui **paiera une somme d'argent aux autorités de police pour éviter d'éventuels mauvais traitements**¹⁸².

Le recours à des personnes influentes, et en particulier les personnalités politiques (*Chairman*, représentants locaux de partis politiques, etc.), peut également s'avérer indispensable.

A titre d'illustration, une personnalité hindouiste de Sylhet a expliqué que lorsque des victimes potentielles étaient portées à sa connaissance, elle pouvait user de son influence en tant qu'avocat et proviseur pour prendre attache auprès du *Deputy Commissioner* ou *Police Commissioner*. Dans certains cas, elle peut également se rapprocher d'autres fonctionnaires pour les sensibiliser à l'affaire en question¹⁸³.

- **L'appel aux médias**

Il existe quelques centaines de quotidiens au Bangladesh et plus d'un millier d'hebdomadaires¹⁸⁴. Parmi les quotidiens de référence, *Prothom Alo* (en bengali et en anglais) et *The Daily Star* (en anglais) ont été cités par de nombreux interlocuteurs¹⁸⁵.

La presse nationale joue un rôle important au Bangladesh où elle est respectée par la population qui la trouve dans l'ensemble proche de ses préoccupations et est disposée à dénoncer les injustices. C'est beaucoup moins le cas de la **presse locale qui le plus souvent ne chercherait qu'à servir les intérêts politiques et économiques de son propriétaire et dont les articles ne sont pas fiables**¹⁸⁶. Certains de nos interlocuteurs ont affirmé qu'en informant la presse, et en particulier les **crime reporters**, lorsque leurs articles sont rigoureux et argumentés, ils parviennent souvent à faire obstacle à l'opération délictueuse¹⁸⁷.



Rédaction du quotidien *The Daily Star*, 64 - 65 Kazi Nazrul Islam avenue, Dacca

180 Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College, Sylhet ; Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar; un journaliste de la presse écrite.

181 Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA

182 Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar.

183 Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College, Sylhet.

184 Mahfuz Anam, rédacteur-en-chef et éditeur du quotidien *The Daily Star*.

185 Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême, secrétaire d'Odhikar ; représentants de la fondation Kapaeeng ; Kalpona Akhter, directrice générale, BCWS; Babul Akhter, président, BGIWF.

186 Mahfuz Anam, rédacteur-en-chef et éditeur du quotidien *The Daily Star* ; journaliste de la presse locale, un responsable des médias audiovisuels.

187 Khandaker Mahbub Hossain et Mahbubuddin Khokon, respectivement président et secrétaire général, BSCBA; un journaliste de la presse écrite.

Toutefois l'un des conseillers de Khaleda Zia a *fortement nuancé* ce propos en estimant qu'aujourd'hui, lorsque des journalistes tentent de couvrir une affaire "politique", que ce soit à Dacca ou en province, ces derniers peuvent être intimidés, voire même tués¹⁸⁸, limitant de fait leur capacité à protéger une victime potentielle.

En cas de procès, les audiences étant en principe publiques, les journalistes peuvent ainsi couvrir en détail leur déroulement. Toutefois, dans des affaires sensibles, et en premier lieu ayant une dimension politique, les journalistes peuvent être empêchés d'avoir accès à la salle d'audience¹⁸⁹.

• Le recours aux organisations de défense des droits de l'homme

Enfin, nos interlocuteurs¹⁹⁰ ont fait valoir qu'il pouvait être judicieux pour une victime d'accusations mensongères de rendre public son cas, en ayant recours **à tout type d'organisation de défense des droits de l'homme**, gouvernementale (NHRC) ou pas (ASK, Odhikar, BLAST, etc.).

La **National Human Rights Commission (NHRC)** est une institution indépendante créée en 2007 sous le gouvernement intérimaire dont les statuts ont par la suite été modifiés en 2010. Elle a pour mission la promotion et la protection des droits de l'homme à l'échelle nationale. Son mandat lui permet d'enquêter sur toute violation des droits de l'homme dont elle est informée et d'émettre des propositions aux autorités. Elle est composée de six membres, dont trois de sexe féminin, et comprend deux représentants des minorités ethniques¹⁹¹. Elle peut être saisie par tout individu, association ou organisation par un formulaire en ligne : <http://complaint.nhrc.org.bd/>¹⁹².



National Human Rights Commission, Gulfeshan Plaza, 8 Shahid Sangbadik Saleena Parvin Sorok, Mogbazar, Dacca

Ainsi, du point de vue institutionnel, la **NHRC** peut s'impliquer dans la défense des droits des victimes, à la condition toutefois **qu'une procédure judiciaire n'ait pas encore été formellement ouverte, ce qui la rendrait alors incompétente**¹⁹³. Dans un tel cas, la NHRC, tout au plus, pourra informer ses interlocuteurs de sa connaissance de l'affaire et du fait qu'elle en assure le suivi (*monitoring*), agissant de fait comme un moyen de pression moral. Toutefois, cette organisation gouvernementale a pu agir efficacement seulement dans quelques affaires en raison de sa capacité matérielle limitée¹⁹⁴.

Les ONG de défense des droits de l'homme telles que qu'Odhikar, ASK et BLAST sont des acteurs incontournables de la société civile. Toutefois, dans le cas particulier des affaires politiques, le constat effectué par les interlocuteurs rencontrés apparaît amer : **moins d'1% de victimes d'accusations mensongères bénéficieraient du soutien de telles organisations**¹⁹⁵.

188 Ainsi, Mahfuz Anam, rédacteur-en-chef du quotidien *The Daily Star* a relaté le cas d'un journaliste récemment torturé et fallacieusement accusé de plusieurs infractions, pour avoir couvert des faits de corruption et d'abus de pouvoir impliquant des responsables locaux ; *Committee to protect Journalists* "CPJ concerned by arrest of Bangladeshi journalist and his treatment in custody", 01/04/2015.

189 Un journaliste de la presse écrite.

190 Ofpra-CRR, janvier 2006, p. 32-33.

191 Mizanur Rahman, avocat et président, NHRC.

192 *Id.* ; Représentants de la fondation Kapaeeng.

193 Mizanur Rahman, avocat et président, NHRC.

194 Un représentant de la fondation Kapaeeng.

195 Asif Nazrul, professeur de droit, université de Dacca.

3. CONFLITS FONCIERS

3.1 Caractéristiques et conséquences des spoliations foncières

Le Bangladesh compte actuellement près de 158,5 millions d'habitants soit une densité de population de 1 101 personnes par km² ¹⁹⁶ pour une superficie de 144 000m², l'une des plus élevées au monde¹⁹⁷.

Ces données placent la question foncière au centre des préoccupations nationales : le « pays de la terre fertile » est désormais devenu une terre de litiges.

Selon l'Association for Land Reform and Development (ALRD) et les journalistes rencontrés au cours de la mission, **les personnes victimes de tentative de spoliations résident majoritairement dans les zones rurales**; il s'agit notamment des **fermiers isolés**, des **personnes ayant peu de terres**, des **femmes** et de **membres de minorités religieuses et ethniques**.

Les spoliations sont généralement le fait de « puissants » locaux bénéficiant du soutien actif ou passif des autorités grâce à leur argent ou leur réseau. Elles peuvent ainsi être le fait d'hommes politiques, le plus souvent du parti au pouvoir, mais également d'alliances de circonstances entre des membres de grands partis, d'industriels et de compagnies privées¹⁹⁸.

Les spoliations peuvent se révéler très violentes. En effet, l'ALRD évoque des cas où des **agressions**, notamment à caractère sexuel, sont **soudaines**, afin de briser moralement les familles et s'approprier rapidement leurs biens. Il peut ne pas y avoir eu de menaces ou harcèlements précédant ces agressions. A la suite de ces violences, les familles quittent généralement la localité afin d'assurer leur sécurité et protéger la réputation des jeunes filles en âge de se marier.

La propriété a des incidences directes sur l'illettrisme, notamment pour les femmes puisque seulement 37% de celles étant issues de familles sans terre sont lettrées. En outre, entre 60 à 70 % des personnes qui ne possèdent pas de terre vivent sous le seuil de pauvreté et seulement 20% d'entre elles ont accès à l'électricité¹⁹⁹.

Les recherches menées par l'ALRD ont également fait ressortir que les personnes privées de leurs terres émigrent généralement vers les zones urbaines, phénomène qui entraîne une hausse de la valeur des terrains dans les secteurs urbanisés. Cette évolution attire en conséquence l'attention des personnes à la recherche de biens de valeur, créant ainsi un effet boule de neige²⁰⁰.

3.2. L'accès aux terres

Au Bangladesh, 80% des terres sont privées et 20% des terres appartiennent à l'Etat. Ces dernières sont appelées *khas*²⁰¹.

3.2.1. Les *khas*

Selon les informations fournies par l'ALRD, les *khas* sont distribués en priorité aux personnes sans terre dépendant de l'agriculture pour leur survie, aux familles des combattants de la guerre de 1971, à celles ayant perdu leurs terres du fait de l'érosion, à celles dont les terres ont été expropriées par le gouvernement ou encore aux femmes divorcées ayant des fils adultes.

Chaque bénéficiaire reverse au gouvernement une taxe d'1 TK par 0,4 ha.

196 Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), *Population, superficie et densité des principaux pays du monde en 2014*.

197 Association for Land Reform and Development (ALRD) et Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (ANGOC), *Securing the right to land, a CSO review on access to land in Asia*, p.45

198 Journaliste de la presse écrite.

199 ALRD et ANGOC, 2009, p. 46-47, *op. cit.*

200 ALRD et ANGOC, 2009, p.49, *Ibid.*; BARKAT Abdul, 29/06/2008, p.6. , *op. cit.*

201 Shamsul Huda et Jahan Moni Rowshan, respectivement directeur exécutif et directrice adjointe, ALRD.

Toutefois, les études menées par l'ALRD soulignent qu'en pratique, l'obtention d'un *khas* est soumise au paiement d'un pot-de-vin d'environ 150 dollars (133 euros) par 0,4 hectare, ce qui rend l'accès à ces terres difficile pour les familles à faible revenu²⁰².

De plus, certains *khas* n'ont pas été distribués pour divers motifs :

- Absence d'enregistrement finalisé (comme par exemple un problème de démarcation);
- Occupations illégales des terrains;
- Présence de ressources naturelles exploitées (eau, forêt, etc.).

Au total, seulement 10% des *khas* ont été effectivement distribués par le gouvernement aux familles visées par les réglementations.

Enfin, les documents de propriété relatifs aux *khas* sont édités au nom des deux conjoints ; 92% les personnes bénéficiant d'un *khas* détiennent un titre de propriété. Ce document peut être édité pour une courte durée (une à plusieurs années) ou pour une longue durée (99 ans)²⁰³.

3.2.2. Les propriétés privées

La loi sur l'héritage applicable dépend de la confession de la personne propriétaire des terrains. La situation des musulmans est régie par la Sharia tandis que celle des hindouistes l'est par la Daibhag.

La Sharia prévoit que les femmes ont des droits limités en matière d'héritage. De plus, en pratique, une femme musulmane voit rarement ses droits reconnus du fait du système patriarcal prévalant au Bangladesh ; les normes et valeurs en place font que, pour être considérée comme une personne respectable, la femme cèdera généralement les biens reçus en héritage à ses frères. Cette « moralité » décourage également les femmes à engager des recours pour faire valoir leurs droits.

La Daibhag dispose que les femmes hindouistes ne peuvent pas hériter, sauf circonstances exceptionnelles et extraordinaires ; en effet celles-ci sont dépendantes de leur père, puis de leur époux après le mariage. Au sein des familles et de la société, les femmes hindouistes sont perçues comme des éléments périphériques et sont en conséquence vulnérables en matière de conflit foncier.

Enfin, l'agriculture représente 3/5ème des emplois et une grande partie des ressources financières du pays. Au total, 56% des terres sont dévolues à l'agriculture et en moyenne, les particuliers possèdent 0,3 hectare de terres. Néanmoins une faible partie des propriétaires terriens (13%) détiennent 58% des terrains disponibles ; ceux-ci résidant dans les zones urbaines et exerçant des emplois sans lien avec l'agriculture, leurs terres sont généralement louées²⁰⁴.

3.3. Les titres de propriété

Selon la législation bangladaise et les informations fournies par l'ALRD, le *Ministry of Land* est responsable de la gestion et de l'administration des terres, de l'entretien des registres et de l'édition des réglementations foncières.

Localement, le ministère est représenté par :

Un *Commissionner* et *Deputy Commissionner* au niveau du district ;
 Un *Assistant Commissionner* au niveau du sous-district ;
 Un *Assistant Land Officer* au niveau de l'Union.

Le ministère de la Justice gère l'*Office of the Inspector General of Registration*, organisme en charge de l'inscription des ventes et transferts de propriétés.

Il existe au Bangladesh un système de cadastre et l'ALRD précise que tous les propriétaires, même dans les zones rurales, possèdent des documents de propriété.

202 Association for Land Reform and Development (ALRD) et Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (ANGOC), 2009, p. 47, *op. cit.* ; BARKAT Abdul, 29/06/ 008, p. 14-19, *op. cit.*

203 Shamsul Huda et Jahan Moni Rowshan, respectivement directeur exécutif et directrice adjointe, ALRD.

204 BARKAT Abdul, 29/06/2008, p.25-26, *op. cit.*

L'ensemble des interlocuteurs rencontrés au cours de la mission ont appelé les bureaux de cadastre les *Land Office*²⁰⁵. La fonction de ces structures selon leur localisation est la suivante :

Au niveau du sous-district, le *Land Office* enregistre les modifications relatives aux propriétés (changement du nom du propriétaire,...) ;

Au niveau de l'Union, il est uniquement possible de consulter les informations sur les propriétés, mais pas de les modifier²⁰⁶.

Cependant, **le système de cadastre n'est pas fiable et manque de transparence**²⁰⁷.

Si les cadastres sont supposés être accessibles à tous, l'omniprésence de la corruption rend cet accès difficile ; il est ainsi parfois nécessaire de payer des pots-de-vin pour obtenir une information normalement gratuite.

Les bureaux du cadastre conservent un original des documents de propriété ; **officiellement les données portées sur ces actes ne peuvent être modifiées, sauf dans le cas d'un héritage ou d'une vente. Néanmoins il est relativement facile de modifier les informations**, avec la collaboration d'un employé du cadastre et l'utilisation d'un stylo correcteur²⁰⁸.

Par ailleurs, un titre de propriété pouvant être facilement reproduit, il est particulièrement aisé de produire un faux acte lors d'un litige²⁰⁹.

Afin de lutter contre ces pratiques, l'ONG BRAC²¹⁰ forme des personnes en charge de prendre la mesure des terres (les *amin*), afin de les familiariser avec les droits liés à la propriété. Ces initiatives restent toutefois rares²¹¹.

Par ailleurs, l'ALRD a recensé des événements inédits liés à la crise politique de **2015 : 17 Land Office ont été brûlés**, ce qui ne s'était jamais produit par le passé.

Ces attaques se sont toutes produites en soirée et sont menées par les hommes de main des « puissants » locaux, afin de détruire les documents de propriété et produire de faux actes par la suite. Les autorités locales sont apparues réticentes à mener des enquêtes sur ces événements puisque seulement huit procédures ont été ouvertes²¹².

Les conflits fonciers, apparus jusqu'alors majoritairement entre particuliers, ont évolué avec l'intervention d'avocats de grandes compagnies. Ceux-ci se rendent dans les cadastres pour vérifier les documents de propriété et n'hésitent pas à contester devant une juridiction la qualité de propriétaire d'individus vulnérables qui ne peuvent faire face à des frais de justice. En conséquence les individus visés par ce type de procédé n'ont pas d'autre choix que de vendre leurs biens²¹³.

Certaines pratiques, certes rares, sont apparues récemment dans le district de Sylhet : plusieurs expatriés qui ont envoyé de l'argent de l'étranger afin d'acquérir une terre, par le biais d'un proche ou d'un intermédiaire, ont vu un nom différent du leur inscrit sur le document de propriété lors de leur retour au Bangladesh²¹⁴.

205 Journaliste de la presse écrite ; membres de représentations diplomatiques présentes à Dacca ; représentants de la Kapaeeng foundation ; Shamsul Huda et Jahan Moni Rowshan, respectivement directeur exécutif et directrice adjointe, ALRD.

206 Shamsul Huda et Jahan Moni Rowshan, respectivement directeur exécutif et directrice adjointe, ALRD.

207 *Id.* ; membres de représentations diplomatiques présentes à Dacca.

208 Journalistes de la presse écrite.

209 Shamsul Huda et Jahan Moni Rowshan, respectivement directeur exécutif et directrice adjointe, ALRD.

210 Pour plus d'informations au sujet de cette ONG voir 7. Des activités associatives encouragées par le gouvernement

211 A. Mushtaque R Chowdhury, vice-président et directeur général, BRAC.

212 Shamsul Huda et Jahan Moni Rowshan, respectivement directeur exécutif et directrice adjointe, ALRD.

213 *Id.*

214 Journalistes de la presse écrite.

3.4. Moyens de protection

Entre **70 à 80% du contentieux présenté devant les juridictions bangladaises est lié, de près ou de loin, à des conflits fonciers**²¹⁵.

Selon Shamsul Huda²¹⁶, il n'existe pas de juridiction spécifique compétente pour régler les conflits fonciers, ces derniers étant généralement soumis à un tribunal civil ou un tribunal pénal.

Une affaire de conflit foncier portée devant la justice bangladaise sera **résolue dans un délai de 10 ans** et les frais liés à la procédure (avocats...) sont élevés (plusieurs centaines de milliers de takas)²¹⁷.

En conséquence, **localement, les personnes victimes de tentatives de spoliation ou spoliées se tournent vers des moyens de protection traditionnels comme les shalish**, même si ces derniers ne sont pas équitables et ne résolvent pas toujours les contentieux²¹⁸.

Pour pallier les défauts des shalish, **le gouvernement bangladais a mis en place les Village Courts**, qui sont notamment compétentes en matière de conflit foncier, pour un contentieux ne dépassant toutefois pas 75 000 TK (environ 851 euros).



Village Court de Tetli Union Parishad, Dokshin Surma Upazila, district de Sylhet



Membres de la Village Court de Tetli Union Parishad, Dokshin Surma Upazila, district de Sylhet



Plaignant, session d'une Village Court de Tetli Union Parishad, Dokshin Surma Upazila, district de Sylhet

Les personnes présentant une affaire devant les *Village Courts* doivent payer une taxe de 2 ou 4 TK (0,2 à 0,5 euros), selon que la procédure concerne le domaine civil ou le domaine pénal. Les *Villages Courts* sont composées de cinq membres : un président et deux personnes nommées par chaque partie. Si la décision est prise à la majorité ou bien au 4/5^{ème}, elle revêt l'autorité de la chose jugée et aucun appel ne peut être introduit ; si la décision est prise à 3 voix contre 5, il est possible d'interjeter appel.

Par ailleurs, environ 200 organisations non gouvernementales travaillent, au Bangladesh, sur la question foncière. Toutefois la majorité de ces organismes ne s'occupe pas uniquement de ce sujet, mais de sujets plus généraux comme la santé ou le microcrédit.

En conséquence peu d'organisations sont accessibles pour les particuliers à la recherche de soutien juridique. Les associations qui offrent cette possibilité font généralement l'objet de harcèlements et pressions de la part de personnes corrompues exerçant des fonctions dans l'administration, de personnalités influentes localement ou de malfaiteurs²¹⁹.

215 Emad Ullah Shahidul Islam, avocat et ex-président de la Sylhet District Bar Association ; Shamsul Huda et Jahan Moni Rowshan, respectivement directeur exécutif et directrice adjointe, ALRD.

216 Directeur exécutif, ALRD.

217 100 000 TK = 1135 euros

218 Un membre d'une village court.

219 BARKAT Abdul, 29/06/ 2008, p. 28, op. cit.

La presse, notamment locale, relaye dans certains cas les conflits fonciers, afin de sensibiliser les administrations à la situation des particuliers et permettre une résolution plus rapide du contentieux naissant. Néanmoins les administrations sont parfois inactives du fait des influences politiques ; ainsi sur environ 25 cas rapportés dans un journal national, seules dix personnes se sont vues restituer leur propriété²²⁰.

En effet, **les gouvernements successifs n'ont pas donné priorité à la résolution des conflits fonciers**, les **membres de ceux-ci** faisant généralement partie des familles de **grands propriétaires terriens**, qui sont soit impliqués dans les conflits fonciers, soit ont des **liens indirects avec les personnes s'appropriant les terres**, celles-ci étant influentes localement et généreuses lors des campagnes électorales²²¹. Ainsi, selon un représentant d'une mission diplomatique à Dacca, la Ligue Awami s'est récemment appropriée beaucoup de biens et de terres.

Plus généralement, le rédacteur-en-chef du quotidien *The Daily Star* fait état de la « criminalisation de la politique » au Bangladesh et explique que **les liens entre les mafieux et les politiciens locaux sont étroits**, chaque partie retirant un avantage de cette collaboration. Ainsi les criminels locaux trouvent une protection efficace et les politiciens locaux, des hommes de main particulièrement utiles.



Constructions, Dacca

²²⁰ Journaliste de la presse écrite.

²²¹ ALRD et ANGOC, 2009, p. 48, *op. cit.*

4. LES MINORITÉS RELIGIEUSES ET ETHNIQUES

4.1. Situation générale des minorités religieuses

Tous les interlocuteurs rencontrés confirment les conclusions de la dernière mission conjointe de l'Ofpra et de la CNDA²²². Ils rappellent **l'absence de conflit majeur d'ordre religieux entre les différentes communautés vivant au Bangladesh**. Si les musulmans sont largement majoritaires au Bangladesh, l'islam pratiqué est modéré et d'influence soufi²²³.

Par exemple, un membre d'une représentation diplomatique à Dacca cite la présence, lors des cérémonies officielles de remise de diplômes, des autorités religieuses des quatre grandes religions (musulmane, chrétienne, bouddhiste et hindouiste). Il évoque également la nomination, pour la première fois depuis l'indépendance, d'un hindouiste, Surendra Kumar Sinha, au poste de président de la Cour suprême²²⁴.

Pour autant, les minorités religieuses sont présentées comme particulièrement **vulnérables**. Cette vulnérabilité est particulièrement exacerbée et instrumentalisée lors des périodes d'instabilité politique²²⁵.

Le degré de vulnérabilité est fonction de divers facteurs tels que le degré de richesse, la notoriété ou encore le niveau d'éducation.

Imtiaz Ahmed²²⁶ résume ainsi la situation : « *Ce ne sont pas les riches hindouistes qui sont ciblés ou attaqués. Il y a beaucoup d'hindouistes à des postes importants. Si vous avez un réseau, de l'argent, vous pouvez vous en sortir. On s'en prend aux personnes vulnérables, celles qui ne peuvent porter plainte, car elles ne disposent d'aucun soutien.* »

De plus, la **situation des minorités** varie selon leur district de résidence : elle serait **plus préoccupante dans les districts de Gopalganj, Jessore, Bargerhat²²⁷, Sathkira et les districts septentrionaux²²⁸**.

4.1.1. La communauté hindouiste au Bangladesh

Les hindouistes représentent la plus grande minorité religieuse du Bangladesh. Réputés proches du parti au pouvoir, la AL, en raison des liens familiaux historiques entre la famille de la Première ministre, Sheikh Hasina, et les Gandhi, leur exode (notamment vers l'Inde) n'a pourtant pas cessé depuis l'arrivée au pouvoir de l'AL²²⁹.

Dilip Kumar Das Chowdhury souligne cependant le peu d'intérêt réel porté par les hindouistes aux questions politiques, ces derniers ne soutenant pas le BNP ou la Jel, mais ne croyant guère plus en la AL qui se désintéresserait d'eux, les sachant alliés par défaut à leur cause. Cette faible politisation constitue, par ailleurs, un facteur supplémentaire de vulnérabilité.

Selon cette même personne, les hindouistes, même éduqués, ne seraient que peu renseignés sur leur dogme en raison de l'absence d'éducation religieuse autre qu'islamique à l'école. Toutefois, tout hindouiste doit connaître le nom de la/les divinité(s) qu'il vénère ainsi que son lieu de naissance. Ils connaissent en général également le nom des textes sacrés : Veda, Purana, Gita et peuvent en citer des extraits. Ils sont enfin au fait des lieux de pèlerinage importants au Bangladesh ou en Inde.

²²² Ofpra-CNDA, 04/2011, p.113, *op. cit.*

²²³ Des représentants de la Kapaeeng foundation ; Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College, Sylhet ; Quatre membres de représentations diplomatiques à Dacca ; Mahfuz Anam, rédacteur-en-chef et éditeur du quotidien *The Daily Star* ; Deux journalistes de la presse écrite ; Un membre des médias ; Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême et secrétaire d'Odhikar ; Shamsul Huda et Jahan Moni Rowshan, respectivement directeur exécutif et directrice adjointe, ALRD.

²²⁴ *The Economic Times*, "Bangladesh appoints Surendra Kumar Sinha as new Chief Justice", 12/01/2015.

²²⁵ Des représentants de la Kapaeeng foundation ; Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College, Sylhet ; Quatre membres de représentations diplomatiques à Dacca ; une haute personnalité proche de la AL ; Mahfuz Anam, rédacteur en chef et éditeur du quotidien *The Daily Star* ; deux journalistes de la presse écrite ; un responsable des médias audiovisuels ; Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême et secrétaire d'Odhikar ; Shamsul Huda et Jahan Moni Rowshan, respectivement directeur exécutif et directrice adjointe, ALRD.

²²⁶ Professeur de relations internationales, université de Dacca.

²²⁷ Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême et secrétaire d'Odhikar.

²²⁸ *Id.* ; représentants de la Kapaeeng foundation.

²²⁹ Un membre d'une représentation diplomatique présente à Dacca ; Shamsul Huda et Jahan Moni Rowshan, respectivement directeur exécutif et directrice adjointe, ALRD.



Hindhu Sanskrit College, Lama Bazar, Sylhet

Les trois lieux de pèlerinage suivant attirent notamment des millions de fidèles chaque année²³⁰ :

– Le **temple Chandranath** à Sitakunda (district de Chittagong) qui est également un lieu de pèlerinage bouddhiste et où se tient le festival *Shiva Chaturdoshi*, rassemblant des milliers de pèlerins au mois de février²³¹.

– Le **temple national Dhakeswari** à Dacca, géré par l'Etat, est le lieu de culte hindouiste le plus important du pays²³².

– **Langalbandh** (district de Narayanganj) : un important pèlerinage s'y tient lors du dernier mois du calendrier bengali (mars-avril) durant lequel des millions d'hindouistes prennent un bain rituel dans la le fleuve Brahmaputre. En 2015, cet événement a bénéficié d'une certaine médiatisation à la suite du décès de dix pèlerins dans un mouvement de foule²³³.

4.1.2. Spécificités des hindouistes de Sylhet

Selon les données relevées dans les **quatre districts de la division de Sylhet** (Habiganj, Moulvibazar, Sunamganj et Sylhet) lors du recensement de 2011 par le bureau des statistiques, les **hindouistes représentent 14%** de la population totale de la division²³⁴. La plus forte concentration se trouve dans le **district de Moulvibazar (près de 25%)** et ils ne sont que 7% dans le district de Sylhet²³⁵.

La division de Sylhet était majoritairement hindoue jusqu'au XIV^e siècle, et berceau du mouvement des adorateurs de Krishna (*Hare Krishna*) de Sri Chaitanya en qui les adeptes voient la réincarnation de leur dieu. Krishna compte ainsi de nombreux adorateurs dans la région. Les déesses Durga et Saraswati tiennent également une place importante au panthéon local²³⁶.

Le temple de Sri Chaitanya situé à 45 kilomètres de la ville de Sylhet accueille un festival le jour de pleine lune du mois de Falgun (février-mars)²³⁷.

Le festival **Pona Theerta** dans le district de Sunamganj (Upazila de Tahirpur) rassemble un million d'individus chaque année pour un bain rituel lors du dernier mois du calendrier bengali²³⁸.

230 Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College, Sylhet.

231 Bangladesh tourism corporation : http://www.parjatan.gov.bd/index.php?option=com_tourism&view=page&layout=sub_sub_menu&sub_sub_menu_id=176&Itemid=102

232 Id.

233 *The Independent*, "10 killed in Langalbandh Astami Snan stampede", 28/03/2015.

234 <http://www.bbs.gov.bd/PageWebMenuContent.aspx?MenuKey=246>

235 Id.

236 Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College, Sylhet.

237 Id. ; Bangladesh tourism corporation : http://www.parjatan.gov.bd/index.php?option=com_tourism&view=page&layout=sub_sub_menu&sub_sub_menu_id=176&Itemid=102

238 Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College, Sylhet.

La plupart du temps, hindouistes et musulmans vivent en harmonie et cohabitent de façon pacifique en ville. Ils se regroupent en revanche par communauté en milieu rural pour des raisons pratiques, comme l'accès aux lieux de culte²³⁹ :

A Mijajangal, 300 ou 400 familles hindouistes vivraient ensemble ;

A Chalibandur, 200 familles sont installées près du nouveau pont sur la rivière Surma ;

A Korer Para, une des plus grandes communautés hindouistes, comptant près de 500 familles, est installée près des plantations de thé.



Airport road, quartier de Lakatura,
ville de Sylhet



temple hindouiste, Durga bari, airport road, quartier
de Lakatura, ville de Sylhet



Durga bari, airport road, quartier de Lakatura,
ville de Sylhet

4.2. Violences et discriminations à l'égard des minorités religieuses

4.2.1. Discriminations

Deux personnes rencontrées font état de discriminations à l'encontre des minorités religieuses, notamment dans l'accès à certains emplois publics, aucune politique de quotas n'existant au Bangladesh²⁴⁰. Les minorités religieuses, principalement hindouistes, seraient pourtant largement représentées dans les forces de police²⁴¹.

²³⁹ *Id.*

²⁴⁰ *Id.* ; Shamsul Huda, ALRD.

²⁴¹ Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême et secrétaire d'Odhikar ; Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca.

4.2.2. Des violences instrumentalisées

Selon l'organisation ASK citée par les quotidiens *The Daily Star* et *The Independent*, **761 maisons et 193 commerces** appartenant à la communauté hindouiste ont été **vandalisés** durant l'année **2014**. Durant la même période, **247 temples et idoles** ont été endommagés²⁴².

Pour le **premier trimestre 2015**, **17 maisons et 1 commerce** ont été **incendiés**, **105 lieux de culte vandalisés** et **21** membres de la communauté hindouiste **blessés**²⁴³.

- **Les violences lors des élections du 5 janvier 2014**

Les minorités religieuses font principalement l'objet de menaces durant les périodes électorales, pour à la fois les dissuader de voter et profiter de ces périodes d'instabilité pour s'accaparer leurs terres²⁴⁴.

Les violences de la fin 2013 au début 2014, qui ont eu lieu dans un contexte troublé d'élections dont la légitimité était contestée et de l'exécution, le 12 décembre 2013, d'Abdul Quader Mollah, leader de la JeI, sont qualifiées de sporadique²⁴⁵. Ces exactions n'ont pas été motivées par des raisons religieuses ou politiques en lien avec les élections. En effet, la JeI a visé les hindouistes afin d'une part de les dissuader de témoigner devant l'ICT et d'autre part de faire pression sur les autorités pour qu'elles mettent un terme aux poursuites à l'encontre de leurs leaders. Certains de nos interlocuteurs précisent par ailleurs l'implication des leaders politiques locaux (BNP et AL) qui auraient profité de l'instabilité pour servir leurs propres intérêts avec la complicité ou tout du moins la complaisance des autorités locales²⁴⁶. A cet égard, un journaliste de la presse écrite a tenu à préciser que les minorités de la région de Sylhet n'ont pas été visées par des violences en lien avec les élections du 5 janvier 2014, l'opposition n'ayant présenté quasiment aucun candidat à la suite du boycott lancé à l'échelle nationale.

- **La violence fondamentaliste**

De manière générale, la JeI est perçu comme un bouc émissaire des violences commises à l'encontre des minorités (à l'exception des violences évoquées ci-dessus).

Imtiaz Ahmed²⁴⁷ cite pour exemple l'attaque d'une personne de confession hindouiste dans le vieux Dacca : les soupçons se sont dans un premier temps portés sur la JeI avant qu'on ne découvre que le coupable était lui-même hindouiste.

Une haute personnalité proche de l'AL précise que la JeI cible plutôt les personnes athées ou les individus tenant des propos considérés comme blasphématoires.

Certains cas d'instrumentalisation du sentiment religieux par des groupements extrémistes sont également à noter comme le montre le cas emblématique **des violences de Ramu, en septembre 2012**. Après la parution d'une photographie jugée blasphématoire sur la page Facebook contrefaite d'un jeune bouddhiste, douze temples et des dizaines de maisons ont été détruits²⁴⁸. Si ces violences ont été présentées dans un premier temps comme le fait de groupes extrémistes, les médias ont par la suite rapporté la présence de membres des principaux partis politiques parmi les vandales²⁴⁹. Un membre d'une représentation diplomatique a souligné la réaction des autorités à la suite de cet événement, Sheikh Hasina et plusieurs ministres s'étant immédiatement rendus sur les lieux pour condamner ces actes.

²⁴² *The Daily Star*, "Human rights situation was alarming in 2014: ASK", 31/12/2014; *The independent*, "Human rights situation was alarming in 2014: ASK", 31/12/2014.

²⁴³ ASK: <http://www.askbd.org/ask/2015/04/01/violence-hindu-community-january-march-2015/>

²⁴⁴ Représentants de la Kapaeeng foundation; Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College, Sylhet ; quatre membres de représentations diplomatiques à Dacca ; une haute personnalité proche de la AL ; Mahfuz Anam, rédacteur-en-chef et éditeur du quotidien *The Daily Star* ; deux journalistes de la presse écrite ; un représentant des médias ; Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême et secrétaire d'Odhikar ; Shamsul Huda et Jahan Moni Rowshan, respectivement directeur exécutif et directrice adjointe, ALRD.

²⁴⁵ *Id.*

²⁴⁶ Une haute personnalité proche de la AL ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême et secrétaire d'Odhikar ; un membre des médias audiovisuels ; un journaliste de la presse écrite.

²⁴⁷ Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College, Sylhet ; quatre membres de représentations diplomatiques à Dacca ; une haute personnalité proche de la AL ; deux journalistes de la presse écrite ; un membre des médias ; Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales à l'université de Dacca ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême et secrétaire d'Odhikar.

²⁴⁸ *The Daily Star*, "Victim of lie, victim of law", 29/09/2014.

²⁴⁹ Une haute personnalité proche de la AL, Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca ; Mahfuz Anam, rédacteur-en-chef et éditeur du quotidien *The Daily Star*.

4.3. La question foncière

La majorité des problèmes rencontrés aujourd'hui par les minorités religieuses est liée à la question foncière.

Hindouistes et bouddhistes étaient traditionnellement aisés et propriétaires de terres, particulièrement à Sylhet, terre hindoue ancestrale. Les individus visés sont des propriétaires terriens, ne disposant pas de revenus ou du réseau suffisant pour obtenir une protection effective²⁵⁰.

Les acteurs et techniques de spoliation ne diffèrent pas de ceux prenant pour cible des musulmans [Cf. 3. Conflit fonciers] à l'exception du *Vested property act*, normalement révoqué depuis 2001 mais qui peut encore trouver à s'appliquer par les autorités locales.

4.4. Les minorités ethniques

Les minorités ethniques présentent des identités culturelles et linguistiques fortes, qui les distinguent du reste de la population. Contrairement aux minorités religieuses, elles ne se considèrent pas comme « bengali » et aspirent à une reconnaissance constitutionnelle de leur particularisme. Selon le dernier recensement de 2011, le nombre de leurs membres est estimé à près d'1,6 million soit 1,8% de la population totale du Bangladesh²⁵¹. Ces données sont toutefois contestées, l'État ne reconnaissant que 48 groupes ethniques, alors que la Kapaeeng foundation²⁵² en identifie 55²⁵³.

4.4.1. Situation générale des minorités ethniques

• Dans les basses terres

Les 2/3 des minorités ethniques vivent dans les plaines²⁵⁴, principalement dans les districts frontaliers au nord-ouest (Rajshahi, Dinajpur), au nord (Mymensingh, Tangail), au nord-est (Sylhet) et au sud (Chittagong, Cox's Bazar et Barisal)²⁵⁵. Les Santal représentent à eux seuls 30% des membres des minorités vivant dans les plaines, suivis des Garo, estimés à 64 000 lors du dernier recensement²⁵⁶.

Les représentants de la Kapaeeng foundation jugent la situation des minorités ethniques vivant dans les plaines plus préoccupante que celle des minorités vivant dans les Chittagong Hill Tracts (CHT). Ils précisent que ces dernières vivent regroupées dans les CHT, ce qui leur permet de mieux se protéger, contrairement aux plaines où elles sont plus éparées²⁵⁷.

• Dans les hauteurs des CHT

Onze groupes ethniques différents, comprenant les Chakma, Marma, Tripura, Tanchangya, Mro, Lushai, Khumi, Chak, Khyang, Bawm et Pangkhua, identifiés collectivement sous le terme de *Jumma* (signifiant « essarteurs »), représentent 51% de la population totale des CHT en 2014, contre 97,5% en 1947²⁵⁸. Les Chakma constituent l'ethnie majoritaire (253000 membres), suivis des Marma (157 000) et des Tripura (81 000)²⁵⁹.

Depuis les conclusions de la dernière mission au Bangladesh de 2010, aucun changement majeur n'est à noter dans la mise en œuvre des clauses de l'accord de paix de 1997²⁶⁰. Les principaux points en suspens demeurent :

– la question de la réinstallation des réfugiés revenus d'Inde et des personnes déplacées ;

250 Imtiaz Ahmed, professeur de relations internationales, université de Dacca; Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College, Sylhet ; Mahfuz Anam, rédacteur-en-chef et éditeur du quotidien *The Daily Star* ; Adilur Rahman Khan, avocat près la Cour suprême et secrétaire d'Odhikar.

251 Asia Indigenous peoples pact et Kapaeeng Foundation, *Survival under threat : Human rights situation of indigenous peoples in Bangladesh*, août 2014, p.10.

252 Pour plus d'information au sujet de cette organisation voir 4.5. Moyens de protection.

253 Représentants de la Kapaeeng foundation.

254 *Id.*

255 Asia Indigenous peoples pact et Kapaeeng Foundation, 08/2014, p.10, *op. cit.*

256 *Ibid.*, p.14

257 Représentants de la fondation Kapaeeng.

258 Asia Indigenous peoples pact et Kapaeeng Foundation, 08/2014, p.11, *op. cit.*

259 *Ibid.*, p.13

260 Ofpra-CNDA, avril 2011, p.116, *op. cit.*

- la restitution des terres confisquées aux *Jumma* entre 1979 et 1985 et un fonctionnement effectif de la *CHT land dispute Commission* ;
- la démilitarisation de la région ;
- le transfert vers les autorités locales autonomes des compétences en matière de gestion des terres, de police, d'environnement, des forêts, de recensement, de tourisme (liste non exhaustive)²⁶¹.

4.4.2. La question foncière

- **Point de situation en 2014**

Au cours de l'année 2014, 102 familles dont deux originaires des basses terres ont été expulsées et 886, dont 300 originaires des basses terres, risquaient de l'être. Des attaques visant les propriétés foncières ont été menées contre 153 familles (89 des basses terres et 64 des CHT). Dix membres des minorités ethniques ont été arrêtés et 150 (106 des CHT) étaient impliqués dans des affaires fallacieuses²⁶².

- **Des communautés particulièrement vulnérables**

Les communautés ethniques ont traditionnellement une **gestion collégiale des terres**. La responsabilité de ces dernières est confiée aux leaders traditionnels (*Headman* dans les CHT, *Manjhi* chez les Santal ou *Nokma* chez les Garo) qui ne disposent d'aucun titre de propriété.

Cette absence de document est un facteur important de vulnérabilité qui rend aisé, par le biais de faux documents obtenus au moyen de la corruption, d'accaparer les terres de ces minorités ou de les viser comme *vested properties*²⁶³.

Les représentants de la Kapaeeng Foundation distinguent la situation dans les plaines et dans les CHT, et estiment qu'il est bien plus aisé de prendre possession des terres des minorités par l'entremise de documents contrefaits dans les plaines, la réglementation particulière afférente aux CHT exigeant l'accord des leaders traditionnels ou de l'administration locale pour un transfert de propriétés appartenant aux communautés ethniques.

- **Principaux agents persécuteurs**

- Dans les basses terres

Dans les plaines, les spoliations sont le fait de Bengalis influents, disposant de l'appui des administrations locales et des *land offices* grâce à leurs revenus ou à leur réseau [*Cf. 3. Conflit fonciers*].

Ces dernières années, la plupart des spoliations terriennes ont été rendues possible par l'introduction de faux documents de propriété. Le recours à la violence et à des techniques d'intimidation est également répandu ou encore l'occupation des terres par la construction de mosquées ou de madrasas²⁶⁴.

Des cas de spoliation sont le fait d'entreprises privées, notamment les compagnies détentrices des plantations de thé dans la région de Sylhet ou encore des industries du secteur minier²⁶⁵.

- Dans les CHT

Hormis les cas de spoliations foncières par des particuliers ou des colons sponsorisés par l'Etat, de nombreux cas d'expropriation sont le fait des autorités bangladaises, principalement le département des forêts, le département des mines, et les *Borders Guards of Bangladesh* (BGB) qui établissent leurs camps sur des terres appartenant aux minorités²⁶⁶.

261 Asia Indigenous peoples pact et Kapaeeng Foundation, 08/2014, p.138-142, *op. cit.*

262 Kapaeeng foundation, *Human Rights report on indigenous people in Bangladesh 2014*, 01/2015, p. 89

263 Représentants de la Kapaeeng foundation.

264 *Id.*

265 *Id.*

266 *Id.*

Le département des forêts aurait entamé des procédures pour déclarer près de 34,4 hectares de terre des CHT comme espace naturel protégé et en obtenir ainsi la gestion²⁶⁷.

4.5. Moyens de protection

4.5.1. Les moyens institutionnels

- **Police/justice**

L'accès des victimes à une protection policière est fonction du bon vouloir de l'agent à qui elles s'adresseront, de son intégrité et de l'influence de l'agent persécuteur. Les représentants de la Kapaeeng Foundation précisent que, dans les cas de violences à l'encontre de femmes, la plupart du temps les victimes n'osent pas porter plainte, et dans le cas contraire, elles rencontrent de nombreuses difficultés à faire valoir leurs droits. Ainsi, les forces de police refusent régulièrement d'enregistrer leurs plaintes, ou minimisent les incidents en enregistrant par exemple une plainte pour tentative de viol et non pour viol. La victime doit également faire constater les violences subies, dans les 24 heures suivant l'agression, auprès d'autorités médicales tout autant corruptibles, dont les conclusions définiront pourtant les suites de l'enquête²⁶⁸.

- ***Vested property return act***

Le *Vested property return act* (VPA), promulgué en 2001 afin d'obliger les autorités à restituer les terres confisquées aux personnes pouvant justifier de leur bon droit n'est jamais réellement entré en vigueur²⁶⁹. Depuis cette date, il a été amendé à cinq reprises afin d'être plus favorable aux minorités²⁷⁰. Le VPA tel qu'amendé en 2011 liste les *vested properties* dans deux catégories : les terres dont les autorités bangladaises sont dépositaires (*schedule A*) et celles qui n'ont jamais été contrôlées par l'État et ont été listées par intérêt personnel comme *vested properties* par les agents du cadastre (*schedule B*). Le dernier amendement, passé en octobre 2013, déclare nul le statut de *vested property* de toutes les propriétés listées dans l'annexe B²⁷¹.

Il existe un fossé générationnel conséquent entre les personnes dépossédées de leurs terres durant la guerre indo-pakistanaise et leurs ayants droit chargés d'entamer les procédures de restitution. Les hindouistes partageant les terres entre les descendants masculins uniquement, de nombreux conflits de succession ont ainsi vu le jour quant à l'identification du propriétaire actuel du bien. En 2011, un amendement a été adopté en faveur des femmes hindouistes, leur reconnaissant l'usufruit en matière d'héritage, permettant ainsi à leurs époux ou enfant mâle de faire valoir leurs droits sur les terrains confisqués²⁷².

En 2012, des tribunaux d'exception ont été créés dans 61 districts afin de traiter exclusivement des cas d'expropriation par le *Vested property act*. Les représentants de l'ALRD soulignent toutefois la lenteur des procédures et le manque de financement des structures. 190 000 affaires sont aujourd'hui pendantes, soit 95% des cas enregistrés, 5% ayant été traités²⁷³.

Cette loi, même amendée, demeure incomplète. Il existerait encore trop d'entraves au bon déroulement de la justice, notant des procédures trop complexes et trop longues²⁷⁴.

267 Kapaeeng foundation, 01/2015, p. 89, *op. cit.*

268 Représentants de la Kapaeeng foundation.

269 Pour plus d'informations sur le *Vested property act* et ses conséquences, voir Ofpra-CNDA, avril 2011, p.113, *op. cit.* ou le site de l'ONG BLAST.

270 Shamsul Huda et Jahan Moni Rowshan, respectivement directeur exécutif et directrice adjointe, ALRD.

271 *Id.*

272 *Id.*

273 *Id.*

274 *Id.* ; Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College de Sylhet.

ALRD rapporte dans sa publication «*Land agenda first*, issue 6, 04-06/2014» le cas d'un hindouiste, résidant à Manikganj, et propriétaire d'un terrain hérité lors du décès de son père en 1991.

En janvier 2013, il découvrit alors qu'il se rendait au *Land Office* pour payer sa taxe annuelle que son terrain avait été enregistré comme «*vested property*» (*schedule B*). Ses tentatives auprès du *Land Office*, en produisant ses documents de propriété, restèrent lettre morte. Après avoir été informé par une brochure produite par l'ALRD de la procédure à suivre, il déposa une requête devant le *Vested Property Return Tribunal*, le 27 mars 2013. Une audience préliminaire fut fixée au 12 juin 2013 puis reportée. Informé par l'ALRD en octobre 2013 de l'amendement supprimant le *schedule B*, il se rendit au bureau de l'adjoint du *Commissionner*, et entama une procédure de transfert impliquant des taxes. Sa demande, enregistrée en juin 2014, demeura sans suite. Des intermédiaires, proches des fonctionnaires du *Land Ministry*, lui proposèrent d'accélérer la procédure moyennant finance, ce qu'il refusa. Il retourna au bureau de l'adjoint du *Commissionner*, muni d'une circulaire, émanant du *Land Ministry* et largement diffusée par l'ALRD, enjoignant les autorités compétentes à effectuer les transferts de propriété des biens listés dans le *schedule B*. Le 2 juillet 2014, le transfert en son nom fut enfin effectué.

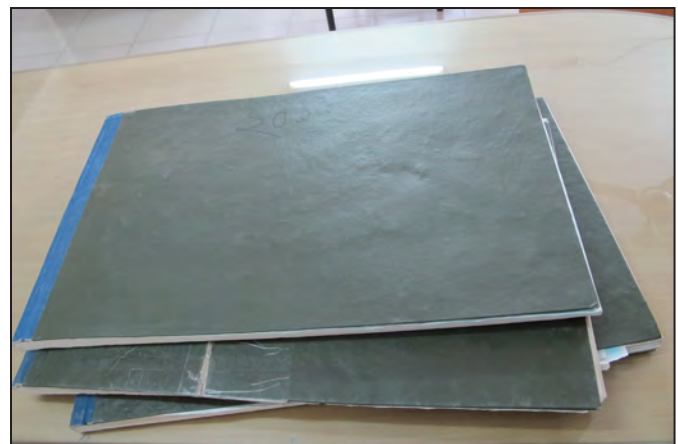
• **National Human Right Commission (NHRC)**

Les représentants de la Kapaeeng Foundation soulignent que, n'ayant pas le personnel suffisant pour mener des enquêtes indépendantes, la Commission doit se reposer sur les agences gouvernementales. Ils soulignent également que si la Commission peut émettre des recommandations aux autorités, elle ne dispose d'aucun pouvoir coercitif et que dans la plupart des cas dont elle a été saisie, les départements en faute ont tout simplement ignoré les rapports qu'elle a rédigés. Son taux de réussite est estimé à 5%²⁷⁵.

En mai 2013, Kapaeeng a saisi la NHRC du cas de 21 familles, appartenant à l'ethnie Chak, expulsées de leur village dans le district de Bandarban par une alliance composée d'hommes politiques locaux et de compagnies privées. La NHRC a, dans un premier temps, appelé les autorités locales à enquêter et ces dernières ont rendu un rapport en faveur des spoliateurs. Kapaeeng a contesté les conclusions dudit rapport et a de nouveau saisi la NHRC qui a cette fois demandé au ministère en charge des CHT de se pencher sur l'affaire. Les conclusions de celui-ci sont allées dans le sens des victimes. Les 21 familles ont aujourd'hui été réinstallées, cependant aucune charge n'a été retenue contre leurs agresseurs. Cette affaire est considérée comme un succès de la NHRC²⁷⁶.



Dossiers de doléances déposées à la NHRC, Gulfeshan Piazza, 8 Sohid Sangbadik Saleena Parvin Sorok, Mogbazar, Dacca



Registres de la NHRC, Gulfeshan Piazza, 8 Sohid Sangbadik Saleena Parvin Sorok, Mogbazar, Dacca

²⁷⁵ Représentants de la Kapaeeng foundation.

²⁷⁶ Représentants de la Kapaeeng foundation, complété du compte rendu de l'incident publié sur leur site internet : <http://kapaeeng.org/update-report-on-eviction-of-chak-indigenous-peoples-by-land-grabbers-at-naikhyongchari-in-bandarban/>

4.5.2. Les organisations non gouvernementales (ONG)

• Les ONG de défense des minorités religieuses

Un représentant de la communauté hindouiste de Sylhet indique la difficulté à faire enregistrer des organisations de défense des minorités religieuses par les autorités au nom du sécularisme.

Il précise ainsi être le président de l'organisation *Human Rights Congress for Minorities*, association implantée aux Etats-Unis et approuvée par l'UNESCO, mais qui n'est jamais parvenue à obtenir son enregistrement au Bangladesh. Son organisation parviendrait malgré tout à apporter un soutien aux minorités en intervenant directement auprès des officiels et des forces de police. Ce même interlocuteur **souligne le nombre important à Sylhet de structures se réclamant des droits de l'homme et parvenant à se faire financer par des programmes internationaux mais n'entreprenant aucune action réelle**²⁷⁷.

Le Bangladesh Hindu Buddha Christian Oikya Parishad (**BHBCOP**) est décrit par cet interlocuteur comme une organisation proche des autorités, n'entreprenant guère plus d'action que remettre des attestations et organisant des chaînes de protestation à des fins médiatiques²⁷⁸.

• Kapaeeng : ONG de défense des minorités ethniques

La Kapaeeng foundation est une organisation de défense et de promotion des droits des minorités ethniques fondée en 2004. Elle dispose d'une soixantaine d'employés et s'appuie sur un réseau d'organisations locales implantées dans les villages qui lui font remonter les incidents impliquant les minorités ethniques dans les CHT et dans les plaines. Après une vérification des informations collectées, elle soumet des rapports aux institutions nationales et internationales et publie des comptes rendus des incidents dont la plupart peuvent être retrouvés en anglais sur son site web²⁷⁹.

Elle accompagne également les victimes en alertant les autorités de police et la NHRC et essaie d'attirer l'attention des médias en les associant aux enquêtes de terrain et en organisant des conférences de presse²⁸⁰.

Le rapport annuel 2014 reprend les principaux incidents recensés par la fondation.

4.5.3. L'utilisation des médias comme moyen de pression

Plusieurs interlocuteurs mettent en exergue le rôle des médias, une importante couverture médiatique pouvant permettre de résoudre un incident en sensibilisant la population et les autorités aux difficultés rencontrées par les minorités ethniques et religieuses et en rendant publique l'identité des agents persécuteurs²⁸¹.



Journaux bangladais, Rédaction du quotidien The Daily Star, 64-65 Kazi Nazrul Islam avenue, Dacca

²⁷⁷ Dilip Kumar Das Chowdhury, avocat et proviseur du Hindhu Sanskrit College, Sylhet.

²⁷⁸ *Id.*

²⁷⁹ Représentants de la Kapaeeng foundation.

²⁸⁰ *Id.*

²⁸¹ Représentants de la Kapaeeng foundation; deux journalistes de la presse écrite.

Le caractère partial des médias locaux est toutefois souligné²⁸². Aussi Kapaeeng précise ainsi faire appel à des journalistes de Dacca, notamment du quotidien *The Daily Star*, de *Prothom Alo*, du *Dhaka Tribune* et de *New Age*, ou passer par les réseaux sociaux.

Les représentants de la Kapaeeng foundation donnent l'exemple d'une tentative de spoliation de terres appartenant à la minorité Oraon ayant échoué grâce à la médiatisation de l'événement : en février 2014, un groupe de personnes a entamé la construction d'un bâtiment sur un terrain appartenant à cette minorité qui a aussitôt alerté le directeur exécutif de l'Ethnic Community Development Organization (ECDO), lequel a à son tour relayé l'incident aux autorités, aux organisations de défense des droits de l'Homme et aux journaux qui se sont rendus sur les lieux, faisant fuir les malfaiteurs²⁸³.

²⁸² *Id.*

²⁸³ *Id.* complété du compte rendu de l'incident publié sur le site internet de la fondation : <http://kapaeeng.org/local-up-chairman-grabs-land-belonging-to-indigenous-oraon-peoples-in-sylhet/>

5. LA SITUATION DES MINORITÉS SEXUELLES ET DE GENRE

Shakawat Hossain a précisé que seuls les Bangladais éduqués, provenant de milieux favorisés et occidentalisés utilisent la terminologie de LGBTI. Une expression plus fréquemment utilisée est *Men Having Sex with Men* (MSM), sachant que selon cet interlocuteur certains MSM ne s'identifieront pas comme *gay*. Par ailleurs, il existe en langue bengalie des termes propres pour évoquer une personne lesbienne, homosexuelle et bisexuelle. Le terme de *kothi*, est quant à lui utilisé pour évoquer des hommes avec une apparence efféminée et son emploi n'est pas péjoratif²⁸⁴.

5.1. Le cadre législatif et son application

L'article 377 du Code pénal bangladais intitulé « délit contre nature » dispose que :

*« Quiconque a volontairement un rapport charnel contre nature avec un homme, une femme ou un animal, est passible d'une peine de prison à perpétuité ou, selon le cas, d'une peine de prison d'au moins deux années ou de dix années maximum et peut se voir aussi infliger une amende. Nota : une simple pénétration constitue un rapport charnel correspondant au délit décrit dans cet article »*²⁸⁵.

Si quelques affaires ont été enregistrées sous l'article 377, celles-ci n'ont jamais donné lieu à des procédures judiciaires et à des condamnations, en général faute de témoins ou de preuves²⁸⁶. En revanche, le juriste de Bandhu Social Welfare Society (BSWS) rencontré lors de la mission explique que l'article 377 peut être utilisé comme un instrument de chantage et de pression à l'encontre de personnes LGBTI.

Il cite aussi l'article 86 du *Metropolitan Ordinance Act* dénommé « sanction pour avoir été interpellé dans des conditions suspectes entre le crépuscule et l'aube »²⁸⁷ qui peut être utilisé à l'encontre des personnes LGBTI, notamment son alinéa (b) : « ayant son visage caché ou étant déguisé d'une autre manière »²⁸⁸. Ainsi, les hommes maquillés, portant des tenues de femmes ou rassemblés en groupe de trois ou quatre personnes dans le laps de temps évoqué par cette ordonnance peuvent être arrêtés sur la base de cet article.

L'article 54²⁸⁹ du Code de procédure pénale qui permet d'arrêter une personne sur simple soupçon et sans mandat d'arrêt est aussi utilisé à l'encontre des personnes LGBTI²⁹⁰.

5.2. L'obligation de dissimuler son orientation sexuelle pour assurer sa sécurité

5.2.1. Le risque de persécution en cas de refus de se plier à la norme hétérosexuelle bangladaise

Selon les témoignages recueillis auprès de 751 personnes lesbiennes, homosexuelles et bisexuelles dont environ 100 lesbiennes²⁹¹, plus de 50% d'entre elles vivent dans la crainte que leur orientation sexuelle ne soit découverte et 59% affirment avoir été victimes de discrimination pour cette même raison²⁹².

Nos interlocuteurs ont insisté sur le fait que **l'ampleur des violences et des persécutions** est naturellement **corrélée à la visibilité** de la personne homosexuelle, bisexuelle ou lesbienne et **à son origine sociale**, leur perception étant plus défavorable dans les classes pauvres que dans les classes supérieures. Par ailleurs, la situation des personnes LGB diffère selon qu'elles vivent dans de grandes villes comme Dacca, Sylhet, Chittagong ou en province.

284 Shakawat Hossain, (BoB).

285 Trad. DIDR [anglais]: "Unnatural offences: Whoever voluntarily has carnal intercourse against the order of nature with any man, woman or animal, shall be punished with imprisonment for life, or with imprisonment of either description for a term which shall not be less than two years nor more than ten years, and shall also be liable to fine. Explanation: Penetration is sufficient to constitute the carnal intercourse necessary to the offence described in this section."

286 Shale Ahmed, directeur exécutif, BSWS; Zahid Hussain, juriste, BSWS; Shakawat Hossain, BoB.

287 Trad. DIDR [anglais]: "Penalty for being found under suspicious circumstances between sunset and sunrise"

288 Trad. DIDR [anglais]: «having without any satisfactory excuse his face covered or otherwise disguised» http://bdlaws.minlaw.gov.bd/sections_detail.php?id=511§ions_id=137

289 http://bdlaws.minlaw.gov.bd/print_sections_all.php?id=75

290 Zahid Hussain, juriste, BSWS; Shakawat Hossain, BoB.

291 Shakawat Hossain, BoB; Shale Ahmed, directeur exécutif, BSWS.

292 *Dhaka Tribune*, "LGB community feels conflict in faith, lack of confidence", 19/12/2014.

Par exemple, dans la **capitale bangladaise, deux personnes du même sexe**, hommes ou femmes, **peuvent cohabiter sans crainte si elles restent discrètes** sur la nature de leur relation²⁹³.

Shakawat Hossain, BoB : « *Tant que tout se passe dans la sphère du privé, aucune question ne sera posée. Les familles [bangladeses] n'abordent pas les questions touchant la sexualité. J'ai vécu avec mon copain dans la même chambre durant deux années chez mes parents, peut-être ont-ils eu des doutes ? Mais ils ne m'ont jamais rien demandé car ils ne savaient pas. Aujourd'hui comme ils le savent, ils seraient gênés de cette situation* ».

Par conséquent **très peu de personnes** homosexuelles, bisexuelles et lesbiennes **dévoilent leur orientation sexuelle** en raison des risques auxquelles elles s'exposent. Celles qui font leur *coming out* ou dont l'orientation sexuelle est découverte s'exposent à des représailles allant de l'obligation de suivre une thérapie psychologique, une « thérapie de conversion »²⁹⁴, de la perte de leurs droits au sein de leur famille jusqu'à être reniées par cette dernière et être torturées²⁹⁵. Entre **septembre 2013 et septembre 2014**, la BSWs a documenté **33 cas d'agressions, 82 cas de violences domestiques et 154 cas de discriminations** à l'encontre de personnes LGBT²⁹⁶.

S., 24 ans, jeune femme lesbienne rencontrée au cours de la mission à Dacca

« *J'avais le cœur brisé après un béguin, j'étais très jeune, j'ai dit à ma mère « je suis gay », elle m'a dit « qu'est-ce que tu es ? ». Ils m'ont amenée chez un psychiatre car ils pensaient que c'était une sorte de maladie mentale. C'était horrible, après cela j'ai dit que j'étais normale, j'ai fait semblant que cela avait marché. Je leur ai dit récemment que je voyais un garçon et ils sont contents [...] Les gens pensent que c'est juste une passade et que cela passera en grandissant et en rencontrant un garçon.* »

Les personnes homosexuelles, bisexuelles et lesbiennes font face à une **pression de la part de leur famille afin de convenir aux normes sociales et hétérosexuelles bangladeses** représentées par le mariage. **L'âge critique pour les hommes** est de **30 ans**. La plupart des homosexuels se marient et mènent une **double vie** à l'insu de leurs épouses. Si, ces dernières ont un doute sur leur époux, au regard de la place de la femme dans la société bangladaise, elles auront tendance à fermer les yeux²⁹⁷.

Pour les femmes, les demandes en mariage se font plus pressantes une fois leurs études supérieures terminées²⁹⁸. Selon les représentants de BSWs, les **kothis et les lesbiennes peuvent être mariés de force** après avoir refusé à maintes reprises. Ces dernières doivent utiliser des subterfuges pour repousser l'échéance : besoin de continuer des études, volonté de payer elles-mêmes leur mariage afin d'éviter la prise en charge du mariage par leur famille²⁹⁹.

Enfin, selon les représentants de BoB et de BSWs, les femmes sont considérées comme « asexuées » au Bangladesh et au regard du stigma de la société bangladaise dont elles sont victimes, les **lesbiennes sont d'autant plus fragilisées et vulnérables** à une détérioration de leur santé mentale et à la dépression.

5.2.2. Les discriminations rencontrées sur le lieu de travail et dans l'accès aux soins

La jeune femme lesbienne rencontrée à Dacca explique avoir fait part de son orientation sexuelle à ses amis. Cependant, elle dissimule celle-ci sur son lieu de travail, ce que font la très grande majorité des personnes lesbiennes, homosexuelles et bisexuelles, afin d'éviter d'être harcelées ou d'être licenciées pour des motifs fallacieux.

Par ailleurs, une personne homosexuelle efféminée (*kothi*) aura plus de difficultés à trouver un emploi³⁰⁰.

293 Shale Ahmed, directeur exécutif, BSWs Zahid Hussain, juriste, BSWs; Shakawat Hossain, BoB; membre d'une représentation diplomatique présente à Dacca.

294 Aussi appelée « thérapie de réorientation sexuelle ».

295 Shale Ahmed, directeur exécutif, BSWs ; Zahid Hussain, juriste, BSWs; Shakawat Hossain, BoB; S. jeune femme lesbienne.

296 US Department Of State, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014 – Bangladesh*, 25/06/2015.

297 Shakawat Hossain, BoB.

298 S., jeune femme lesbienne.

299 *Id.*

300 Shakawat Hossain, BoB; Shale Ahmed, directeur exécutif, BSWs.

En 2014, la BSWs qui à travers son programme « *legal talk* » dispose de 190 avocats répartis sur tout le Bangladesh et a mis en place une *hotline* ouverte 5 jours sur 7, évalue le nombre d'appels en 2014 à environ 1 000. Ces derniers concernent des cas de violences domestiques, de discrimination et des besoins d'informations générales ou légales de personnes issues des classes moyennes et défavorisées³⁰¹.

La BSWs, avec l'implication de la **NHCR**, a réussi à obtenir gain de cause pour Sohel Rana, qui après avoir dévoilé son identité de genre a été mis à pied, puis qui s'est vu refuser le versement de son salaire entre mai et septembre 2013³⁰².

Imrul Khan³⁰³ évoque les problèmes que les personnes LGB peuvent rencontrer dans le domaine de la santé : leurs **difficultés pour accéder à des soins médicaux** dans les hôpitaux publics et la crainte des quolibets et discriminations s'ils se présentent dans ce type d'établissement.

5.3. Attitude de la société à l'égard des hijras

5.3.1. La reconnaissance du statut de troisième genre

Les hijras forment une communauté hétéroclite composée de personnes travesties, d'hermaphrodites, de personnes transsexuelles, de personnes homosexuelles et d'eunuques. Le cabinet de la Première ministre a reconnu cette communauté comme un « troisième genre » le 11 novembre 2013. Désormais, **le terme d'hijra est inscrit sur les cartes d'identité**. Cette reconnaissance confirme un certain niveau de tolérance de la société bangladaise vis-à-vis des hijras plus que vis-à-vis des personnes LGB³⁰⁴. Cette communauté est d'ailleurs plus visible dans les médias bangladais³⁰⁵. A ce sujet, le rôle joué par deux hijras dans l'interpellation des assassins du blogueur Yasirur Rahman Babu au début du mois d'avril 2015 a été salué par la presse locale et les autorités bangladaises³⁰⁶. Il n'en reste pas moins que les hijras sont victimes de discriminations et de violences³⁰⁷.

5.3.2. Discriminations et violences subies

Leur situation est corrélée, comme celle des personnes LGB, à leur milieu social et leur environnement familial³⁰⁸. Néanmoins, la situation peut être inversée si, par exemple, dans une famille pauvre, les gains issus de la mendicité du membre de la famille hijra demeurent la seule source de revenus. Dans ce cas, la famille fermera les yeux sur l'identité de genre et leur mode de vie³⁰⁹. Les représentants de la BSWs relèvent que la plupart des appels que leur centre d'aide légal reçoit proviennent de hijras qui sont spoliés de leur droit à hériter et de leur droit de propriété, car la législation ne fait référence qu'aux femmes et aux hommes, le 3^{ème} genre n'y étant pas inscrit.

5.4. Lieux de rencontre

Si les **lieux de rencontres homosexuels** demeurent les parcs comme le **Ramna Park** à Dacca, les **stations de bus et les gares**, l'utilisation d'**Internet** a supplanté ces lieux de drague traditionnels, car ce media est jugé plus facile d'accès et aussi plus « sûr ». En effet, les personnes se rendant dans les lieux de rencontre identifiés risquent plus d'être la cible de harcèlements policiers. Ainsi, les sites de rencontres largement utilisés sont **Manjam, Planetromeo, Okcupid, Grindr et le réseau social Facebook**³¹⁰. Shakawat Hossain précise à ce sujet que certains utilisateurs ne mettront pas de photographie, plus par peur d'être reconnus et du tabou de l'homosexualité que pour des raisons de sécurité.

301 Zahid Hussain, juriste, BSWs.

302 Zahid Hussain, juriste, BSWs; BSWs, "Rights violation, a case study", 12/12/2013.

303 Directeur général, Marie Stopes Bangladesh.

304 Membre d'une représentation diplomatique présente à Dacca.

305 Shakawat Hossain, BoB.

306 Membre d'une représentation diplomatique présente à Dacca; *Dhaka Tribune*, "Captors of Oyasirur's killers fear being named", 01/04/2015.

307 Shakawat Hossain, BoB; Shale Ahmed, directeur exécutif, BSWs.

308 Shakawat Hossain, BoB.

309 *Id.*

310 Shale Ahmed, directeur exécutif, BSWs; Zahid Hussain, juriste, BSWs; Shakawat Hossain, BoB; S., jeune femme lesbienne.

Il n'existe, par ailleurs, **aucun lieu de sociabilité**, tels qu'un restaurant ou un bar spécifiquement « gay friendly » ou dédié aux LGBTI **dans la capitale**. Les personnes LGBTI se rencontrent habituellement lors de fêtes privées³¹¹. L'association Boys of Bangladesh, qui ne dispose pas de bureau, organise régulièrement des pique-niques, des événements et des projections de films dans des parcs, des restaurants et des cafés à Dacca, Chittagong et Sylhet afin d'encourager les personnes LGBTI à sortir, à se rencontrer en public et faire parler de leur cause dans la société bangladaise. Shakawat Hossain³¹² affirme ainsi que si lors de leur premier événement, ils n'étaient que trois, ils sont désormais une centaine à se retrouver et que des personnes hétérosexuelles se joignent aussi à eux. Le fait d'organiser des événements gratuits ou avec un droit d'entrée réduit (environ deux euros) permet de toucher le plus grand nombre de personnes. En revanche, les lesbiennes participent en petit nombre à ce type d'événements par prudence, et se rencontrent plutôt sur l'Internet pour la même raison³¹³.

Du **2 au 10 novembre 2014** s'est déroulée la **première « hijra pride »** à l'initiative de la BSWs et en coopération avec le ministère bangladais des Affaires sociales et UNAIDS. La « hijra pride » a donné lieu à plusieurs événements dans sept districts du pays : séminaires avec des représentants des hijras, des membres du gouvernement, des forces de police et la société civile ; festival de henné ; compétitions de talents hijras avec des défilés le 10 novembre dans plusieurs villes banglades³¹⁴. Plusieurs milliers de personnes y ont participé, dont des policiers, et aucun incident n'a été déploré³¹⁵.

5.5. Associations et partenaires

La **BSWS** a été créée en 1996 officiellement pour traiter des questions de santé masculine, avant d'être enregistrée officiellement en 1997 sans qu'il ne soit fait référence directement à l'homosexualité masculine. Depuis sa création, elle traite de questions liées aux personnes LGBTI avec une activité de plaidoyer pour faire changer les lois discriminatoires et la société. **Aujourd'hui, la BSWs est présente dans 20 districts avec 34 bureaux locaux et 516 employés**. Cette organisation ne propose pas d'abri temporaire pour les personnes LGBTI en besoin, mais a créé un *youth corner* dénommé « HIM » à destination des jeunes homosexuels afin qu'ils puissent rencontrer des personnes et trouver un soutien. En 2013, environ 20 personnes s'y sont rendues chaque jour³¹⁶.

BoB est une association de 5 ou 6 volontaires qui a une approche plus sociale que politique et qui travaille sur la mobilisation, le plaidoyer en faveur des personnes homosexuelles et la mise en réseau. En raison du nombre réduit de ses membres et d'absence de bureau, l'association dirige ses interlocuteurs ayant besoin d'aide ou d'abri vers les organisations compétentes. Pour la même raison et pour éviter les abus, Shakawat Hossain explique que BoB ne délivre aucune attestation ou témoignage lorsqu'elle est sollicitée.

Ces deux dernières associations ont mentionné l'organisation **Sambhab** à destination des lesbiennes qui serait en lien avec son homologue indienne Sappho pourvoyeuse de conseils et de liens sociaux.

L'association **Marie Stopes Bangladesh** qui traite de planning familial et de santé sexuelle a aussi développé le projet « link up » destiné aux MSM et aux personnes transgenres qui diffuse de l'information sur les MST³¹⁷.

Enfin de nombreuses associations communautaires défendent la cause des hijras dont **Shushta Jiban**, **Shomporker**, **Noya Shetu** et **Roopbaan**, premier magazine LGBT lancé en janvier 2014³¹⁸.

311 *Id.*

312 BoB.

313 S., jeune femme lesbienne.

314 BSWs, *Report on Hijra Pride 2014 Bangladesh*, mars 2015, 36 p.

315 Shale Ahmed, directeur exécutif, BSWs.

316 BSWs, *Annual report 2013, The Vibes and Vows*, p.9 et p. 28

317 <http://mariestopes.org/news/world-aids-day-special-linking-reach-most-vulnerable>

318 BSWs, *Report on Hijra Pride 2014 Bangladesh*, mars 2015, p.6

5.6. Attitude des autorités religieuses

Selon Shakawat Hossain³¹⁹, la question LGBTI est ignorée par les mouvements extrémistes religieux, car les mouvements pro-LGBTI s'ils sont présents sur la scène bangladaise font preuve d'une grande discrétion. Cependant, selon ce dernier, plus les personnes LGBTI seront visibles, plus les réactions des mouvements extrémistes pourront être violentes. Il rappelle, tout comme les membres de la BSWs, les manifestations organisées à la suite de la déclaration commune d'avril 2012 des lauréats du prix Nobel à laquelle a participé Mohamad Yunus, prix Nobel bangladais. Ces derniers ont condamné les poursuites judiciaires dont sont victimes les personnes LGBT en Ouganda.

5.7. Attitude des autorités

Les représentants des associations rencontrés à Dacca ont souligné leur bonne coopération avec les autorités bangladaises et la NHRC³²⁰.

La BSWs mène des programmes de sensibilisation à la question LGBTI auprès des forces de police bangladaises avec lesquelles elle peut quelques fois aborder directement le sujet. Cependant, en raison de l'attitude conservatrice de certains de ses partenaires, elle adapte son discours de présentation en évoquant la question indirectement à travers le prisme de la santé publique.

Shale Ahmed affirme que si les violences policières **à l'encontre des personnes LGBTI ont diminué, le harcèlement et l'extorsion financière à leur encontre demeurent**. Par exemple, les personnes LGBTI vivant de la prostitution sont plus vulnérables et sont victimes de la police qui exige le versement d'un pot de vin de 500 TK (environ 6 euros) en arguant du fait que celle-ci est prohibée. Certaines de ces victimes ne porteront pas plainte par craintes de représailles.

En outre, ce harcèlement et ces extorsions financières peuvent résulter d'un problème de coordination entre le ministère de la Santé et le ministère de l'Intérieur, le premier encourageant la distribution de préservatifs tandis que le second affirme qu'il est interdit de transporter ce type de moyen de contraception en très grand nombre³²¹.

319 BoB.

320 Shale Ahmed, directeur exécutif, BSWs ; Zahid Hussain, juriste, BSWs; Shakawat Hossain, BoB.

321 Shale Ahmed, directeur exécutif, BSWs ; Shakawat Hossain, BoB.

6. SYNDICATS ET ASSOCIATIONS DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS DU TEXTILE

Le **taux global de syndicalisation** au Bangladesh est de **4% pour environ 60 millions de salariés**. La **plupart des syndicats** se retrouvent dans les **secteurs publics** (banques, assurance, énergie et distribution d'eau) et le **textile**³²².

Le Bangladesh est le quatrième exportateur mondial de vêtements de prêt-à-porter³²³ et l'Organisation Internationale du Travail (OIT) estimait en 2014 à plus de 3 500 le nombre d'usines de textile à vocation export sur le territoire (sur 4 200 au total³²⁴), implantées principalement à Dacca et Chittagong³²⁵. Le secteur emploie quatre millions de travailleurs dont 80% de femmes, et aurait un impact indirect sur vingt millions d'emplois. Le développement de l'industrie du textile a concouru à l'émancipation de la femme et à la baisse de la pauvreté. Pour autant, la proportion de travailleurs syndiqués du secteur n'est que de 5%, à peine plus élevée que la moyenne nationale³²⁶.

6.1. Point de situation depuis l'effondrement du Rana Plaza

6.1.1. Des standards de sécurité renforcés

Après le drame du Rana Plaza en avril 2013³²⁷ et la pression internationale, notamment la suspension par les Etats-Unis du *Generalised System of Preference* (GSP)³²⁸, le gouvernement bangladais s'était engagé à agir et a aujourd'hui ratifié sept des huit conventions fondamentales de l'OIT³²⁹. Mi-2013, un accord a été signé entre les principales marques européennes et les partenaires syndicaux en vue de réduire le risque d'incendie³³⁰.

Selon les interlocuteurs rencontrés, des avancées significatives ont été constatées en matière de sécurité. L'OIT, qui apporte son soutien aux autorités bangladaises afin de renforcer le système d'inspection pour qu'il réponde aux standards internationaux, rapporte que 75% des entreprises du textile ont été inspectées et que 32 d'entre elles ont été fermées à la suite de cette inspection³³¹.

6.1.2. Un relèvement du salaire minimum

A la fin de l'année 2013, le **salaire minimum** a été augmenté, passant de 3 000 TK (environ 34 euros) à **5 300 TK (environ 60 euros)**³³². L'OIT précise qu'avec les heures supplémentaires, le revenu mensuel peut s'élever à 7 000 TK (environ 80 euros). Kalpona Akhter³³³ estime, quant à elle, que cette rémunération ne permet toujours pas à une mère de famille de vivre correctement, l'obligeant à effectuer des journées de travail de 11 à 14 heures.

Les représentants syndicaux rencontrés déplorent, en outre, le recours persistant aux heures supplémentaires forcées par les employeurs³³⁴.

6.1.3. Des avancées en matière de droit syndical

Les événements du Rana Plaza ont eu deux conséquences principales dans le domaine syndical : une prise de conscience des salariés du secteur de la nécessité de s'organiser en collectif et un assouplissement des restrictions gouvernementales afférentes à la création d'un syndicat³³⁵.

Des progrès ont ainsi été soulignés par l'OIT avec des procédures d'enregistrement des syndicats plus simples et plus transparentes et le lancement, en **avril 2015**, de l'**enregistrement en ligne**³³⁶.

322 Srinivas B. Reddy, directeur pays, OIT.

323 The Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA) <http://www.bgmea.cobd/home/about/AboutGarmentsIndustry>

324 The BGMEA : http://www.bgmea.cobd/home/pages_test/TradeInformation

325 Srinivas B. Reddy, directeur pays, OIT.

326 *Id.*

327 Le Rana plaza était un immeuble qui abritait plusieurs ateliers de confection. Son effondrement, le 24 avril 2013, a causé plus de 1100 morts.

328 Munir Quddus, "GSP suspension: What to do now", *The Daily Star*, 01/07/2013.

329 Srinivas B. Reddy, directeur pays, OIT.

330 Kalpona Akhter, directrice générale, BCWS.

331 Srinivas B. Reddy, directeur pays, OIT.

332 *The Huffington Post*, "Bangladesh Garment Workers Get A Raise", 11/04/2013.

333 Directrice générale, BCWS.

334 Kalpona Akhter, directrice générale, BCWS ; Babul Akhter, président, BGIWF.

335 Srinivas B. Reddy, directeur pays, OIT ; Kalpona Akhter, directrice générale, BCWS.

336 http://www.ilo.org/dhaka/Informationresources/Publicinformation/WCMS_358947/lang--en/index.html

Trois cents nouveaux syndicats ont ainsi été enregistrés **entre avril 2013 et mars 2015**, alors qu'il n'en existait que 132 jusqu'en 2012³³⁷. La survie effective de ces 300 nouvelles structures demeure cependant incertaine, la plupart n'étant pas considérée comme légitime par les employeurs³³⁸. Plusieurs organismes (OIT, BCWS, BGIWF, Solidarity Center³³⁹) leur proposent des formations en droit du travail, et l'OIT conseille à ces jeunes structures d'entamer le dialogue avec leur patronat sur le sujet plus consensuel de la sécurité avant d'aborder l'épineuse question de la répartition des profits³⁴⁰.

Cependant le système d'enregistrement est toujours gangrené par la corruption et des menaces et pressions persistantes à l'encontre des personnels syndiqués ou en passe de le devenir³⁴¹.

6.2. Procédures d'enregistrement et entraves au droit syndical

Pour être enregistré, un syndicat doit représenter 30% des salariés de l'entreprise dans laquelle il compte opérer. Une fois ce quota atteint, les travailleurs souhaitant créer un syndicat doivent obtenir une **D form** auprès du **Register for registration of trade unions du Joint Department of Labor (JDL)**.

Ils doivent ensuite remettre ce document dûment complété ainsi qu'un **P form** reprenant les informations personnelles des adhérents (nom, âge, adresse, statut matrimonial, numéro d'adhésion), les statuts de l'organisation et présenter un comité élu ou nommé au JDL. Ce dernier prend alors une décision sous soixante jours et, **en cas de refus, le notifie par écrit**³⁴².

La **règle du quota** est d'autant plus **difficile** à surmonter que l'effectif est important, et pour certaines usines comprenant 10 000 ou 15 000 employés, obtenir le quota imposé est irréalisable d'autant que les personnes mentionnées sur la liste des syndiqués pourront faire l'objet de **pressions** voire **d'agressions** émanant de l'encadrement intermédiaire ou supérieur visant à les faire renoncer. Par exemple, des officiers du registre venant vérifier au sein d'une usine la crédibilité de la liste remise par un nouveau syndicat et demandant aux travailleurs, devant leur supérieur, s'ils souhaitent se syndiquer. Ces derniers, par peur, se dédient, permettant aux officiers de conclure que la liste est frauduleuse et le quota non atteint³⁴³.

Les fonctionnaires en charge de l'enregistrement peuvent conditionner son octroi au versement d'un pot-de-vin, voire n'hésitent pas en cas de refus à démarcher directement les responsables de l'entreprise concernée et à leur proposer de refuser l'enregistrement contre une somme d'argent³⁴⁴. Ce phénomène est moins prégnant depuis l'effondrement du Rana Plaza et la volonté gouvernementale de rendre la procédure plus transparente³⁴⁵.

En outre, textile et politique entretiennent une relation étroite : **10% des propriétaires d'entreprises seraient des parlementaires** qui pourraient ainsi profiter de leur assise pour exercer des pressions sur le JDL³⁴⁶.

Babul Akther précise ainsi qu'en 2014, sa fédération a procédé à 31 demandes d'enregistrement de syndicats dont 16 ont été rejetées arbitrairement sans motifs compréhensibles.

337 Srinivas B. Reddy, directeur pays, OIT.

338 *Id.*

339 Srinivas B. Reddy, directeur pays, OIT ; Kalpona Akhter, directrice générale, BCWS ; Babul Akhter, président, BGIWF.

340 Srinivas B. Reddy, directeur pays, OIT.

341 Kalpona Akhter, directrice générale, BCWS ; Babul Akhter, président, BGIWF.

342 *Id.*

343 Babul Akhter, président, BGIWF.

344 Kalpona Akhter, directrice générale, BCWS ; Babul Akhter, président, BGIWF.

345 Srinivas B. Reddy, directeur pays, OIT.

346 Babul Akhter, président, BGIWF.

“ফরম - ডি”
[৫ (১) নং বিধি]

সদস্য নং :

তারিখ :

সাধারণ সম্পাদক,
.....

জনাব,

আমি

ইউনিয়নের সদস্য পদের জন্য আবেদন করিতেছি। আমি অত্যন্ত মনোযোগের সহিত অত্র ইউনিয়নের গঠনতন্ত্রের ধারাসমূহ পড়িয়াছি ও বুঝিয়াছি / এই ইউনিয়নের গঠনতন্ত্রের ধারাসমূহ আমার কাছে পঠিত হইয়াছে ও আমি বুঝিয়াছি। আমি উক্ত ধারাসমূহ মানিয়া চলিতে সম্মত আছি।

নিম্নে আমার বিস্তারিত বিবরণ দেওয়া হইলঃ

১। নামঃ ২। পিতা/স্বামীর নামঃ

৩। মাতার নামঃ

৪। বয়সঃ ৫। শিল্প/প্রতিষ্ঠানের নামঃ

৬। (ক) বিভাগ (খ) কার্ড নং (গ) পদবী

৭। চাকুরীর ধরণঃ স্থায়ী/অস্থায়ী : ৮। বর্তমান চাকুরীতে যোগদানের তারিখঃ.....

৯। অন্য কোন ইউনিয়নের সদস্য কিনা? হ্যাঁ / না ।

১০। ঠিকানাঃ (ক) বর্তমানঃ

.....

(খ) স্থায়ীঃ গ্রামঃ..... পোঃ

থানাঃ..... জিলাঃ.....

আবেদনকারীর স্বাক্ষর / টিপসই

“ঘোষণা”

আমি এই মর্মে ঘোষণা করিতেছি যে, আমি অন্য কোন ইউনিয়নের সদস্য নই।

স্বাক্ষর

D form : Formulaire officiel de création d'un syndicat

6.3. Des fédérations très politisées

Si les syndicats de travailleurs ne sont pas forcément politisés³⁴⁷, ils sont tous affiliés à une fédération nationale³⁴⁸ dont la majorité dépend de partis politiques. Ainsi **la Jatiya Sramik League (JSL) est liée à la AL et le Bangladesh Jatiyatabadi Sramik Dal (BJSD) au BNP**. Babul Akther affirme que sa fédération n'est liée à aucun parti, tout comme les quarante syndicats qui y sont affiliés.

Il existe aujourd'hui **soixante-douze fédérations syndicales** dans le **secteur du textile** dont seulement vingt-trois sont enregistrées, **dix sont actives, et deux seraient sérieuses** : BGIWF et la Bangladesh Independent Garment Workers Union Federation (BIGWUF)³⁴⁹. Par ailleurs, les autorités, lors de négociations nationales avec les partenaires syndicaux, n'invitent que les représentants des fédérations sponsorisées par leur parti, biaisant ainsi le dialogue³⁵⁰.

Les syndicats versent une **cotisation annuelle** à leur fédération. **Ces dernières ne remettent pas de cartes de membre**³⁵¹.

6.4. L'adhésion à un syndicat

La procédure pour rejoindre un syndicat est peu formelle : il suffit de se procurer un **formulaire** auprès du président/vice-président ou secrétaire du syndicat, et de **payer une cotisation** (en moyenne **20 TK par mois, soit 0,22 euros**). L'adhésion survient en général à la suite d'un problème rencontré par l'employé, qui souhaite le soutien du syndicat.

Les syndicats ne délivrent pas de cartes de membre, mais le travailleur syndiqué a normalement un **numéro d'adhérent**.

Tous les membres de syndicats affiliés à la BGIWF sont en mesure d'en donner le nom et l'adresse, ce qui n'est pas forcément le cas des autres fédérations, en fonction du degré d'activisme de ces structures³⁵².

6.5. Répression des syndicalistes

Le principal facteur du faible taux de syndicalisation est la répression que subissent certains ouvriers souhaitant se mobiliser³⁵³. Le champ des persécutions dont ils peuvent être victime est large : menaces, pressions, licenciement abusif, agressions, implications dans des affaires controuvées pour vandalisme ou manifestation illégale³⁵⁴.

Les leaders syndicaux sont quant à eux plus exposés :

– Aminul Islam, un des leaders de la BGIWF et du BCWS a été assassiné le 4 avril 2012. Son meurtre n'a toujours pas été élucidé³⁵⁵.

– Kalpona Akhter (BCWS) et Babul Akhter (BGIWF) ont tous deux été impliqués dans onze affaires mensongères en août 2010, détenus durant un mois et soumis à des mauvais traitements. L'autorisation de BCWS a été révoquée. Les dernières charges retenues contre eux ont été abandonnées en avril 2014 sous la pression internationale. Ils affirment, toutefois, être toujours surveillés par les autorités.

347 Srinivas B. Reddy, directeur pays, OIT ; Kalpona Akhter, directrice générale, BCWS ; Babul Akhter, président, BGIWF.

348 *Id.*

349 Kalpona Akhter, directrice générale, BCWS ; Babul Akhter, président, BGIWF.

350 *Id.*

351 Babul Akhter, président, BGIWF.

352 *Id.*

353 Srinivas B. Reddy, directeur pays, OIT ; Kalpona Akhter, directrice générale, BCWS ; Babul Akhter, président, BGIWF.

354 Kalpona Akhter, directrice générale, BCWS ; Babul Akhter, président, BGIWF.

355 Tula Connell, "3 Years Later, No Justice for Slain Garment Worker Leader", *Solidarity Center*, 06/04/2015.

6.6. Moyens de protection

Le BCWS propose un soutien légal aux ouvriers et les aide dans leurs démarches. La plupart des cas que l'organisation défend concerne des salariés licenciés sans indemnités pour des motifs fallacieux. BCWS a aujourd'hui 1 000 cas pendants devant la justice. Au vu de la lenteur des procédures, certains cas n'étant traités qu'au bout de cinq ans, et du caractère aléatoire et peu indépendant de la justice, le recours à la médiation est fréquent³⁵⁶.

L'OIT a concouru à la mise en place, en mars 2015, d'un numéro d'appel anonyme étatique pour dénoncer les pratiques abusives des employeurs³⁵⁷.

Pour autant, la forte politisation du secteur et l'influence des propriétaires d'usine sur les médias compliquent le travail des syndicats qui peinent à diffuser leurs revendications³⁵⁸.

356 Kalpona Akhter, directrice générale, BCWS.

357 http://www.ilo.org/dhaka/Informationresources/Publicinformation/Pressreleases/WCMS_352652/lang--en/index.htm

358 Kalpona Akhter, directrice générale, BCWS.

7. DES ACTIVITÉS ASSOCIATIVES ENCOURAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

7.1. Les plannings familiaux, soutenus par les autorités séculaires et religieuses

Selon les données de la Banque Mondiale, le taux de fertilité était de 2,2 naissances par femme en 2013 au Bangladesh. Ce taux varie néanmoins d'un district à l'autre ; cinq des sept divisions du pays, Dacca, Rangpur, Rajshahi, Khulna et Barisal ont un taux de fertilité compris entre 1,9 et 2,3 mais ce dernier reste plus élevé dans les divisions de Chittagong et Sylhet (respectivement 2,8 et 3,1 naissances par femme)³⁵⁹.

Les associations rencontrées au cours de la mission³⁶⁰ ont débuté leurs activités au Bangladesh dans les années 1980 et travaillent sur la santé maternelle et infantile, y compris l'accès aux méthodes de contraception.

Elles ont toutes développé leurs travaux en **étroite collaboration avec les autorités locales, nationales, religieuses et traditionnelles**. Ainsi, elles sont fortement soutenues par le ministère de la Santé et dispensent des formations au sein des écoles religieuses³⁶¹.

Si les employés des centres de planning familial ont pu être visés par des groupes religieux fondamentalistes dans les années 1990, ces **menaces ne sont plus d'actualité** et ces derniers exercent aujourd'hui leur profession en toute sécurité³⁶². A l'heure actuelle subsistent uniquement certaines barrières sociales comme les réticences de quelques patriarches et le difficile déplacement des femmes qui résident en zone rurale dû à l'absence de moyens de transports ou d'argent pour payer le trajet.

Les actions des organisations travaillant dans le domaine du planning familial ont pénétré tous les districts du Bangladesh et ces organismes agissent au sein des différentes couches sociales, que ce soit dans les quartiers riches ou les bidonvilles.

Le slogan « *un enfant par choix, pas par hasard* » de l'association Marie Stopes Bangladesh est un exemple des méthodes de communication efficaces développées par les centres de planning familial. Leurs activités sont acceptées par la population et les femmes se rendant dans ces structures ne sont pas stigmatisées au sein de leur communauté. **Le Bangladesh est particulièrement réceptif aux activités des centres de planning familial**, au point que les imams prêchent également en faveur de la contraception³⁶³.

Néanmoins il convient de relever que les **jeunes femmes adolescentes se présentant dans les centres de planning familial sont vulnérables**, leur présence pouvant entraîner des suspicions quant à une éventuelle relation amoureuse et des rumeurs sur leur situation personnelle³⁶⁴.

7.1.1. Le fonctionnement d'un centre de planning familial - accessibilité

RHSTEP est l'unique organisation, dans le pays, à être présente dans les hôpitaux publics, où des locaux sont mis à sa disposition par les autorités. Les autres organismes mènent leurs activités dans des bâtiments privés.

Les centres de planning familial sont situés dans les villes. Cependant les organisations Shimantik et Marie Stopes Bangladesh utilisent des « centres mobiles » (*satellite clinics*) qui se rendent dans les zones rurales, à des horaires adaptés aux activités professionnelles des personnes pouvant bénéficier des services de planning familial. Ainsi, les « centres mobiles » de Shimantik se rendent dans les villages du district de Sylhet lorsque les femmes ont terminé les travaux agricoles³⁶⁵.

359 Banque Mondiale, données, Taux de fertilité : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.TFRT.IN>

360 Marie Stopes Bangladesh ; Reproductive Health Services Training and Education Programme (RHSTEP); Shimantik.

361 Imrul Hassan, directeur général, Marie Stopes Bangladesh ; Suraiya Sultana, directrice exécutive, RHSTEP; Responsables de l'association Shimantik; membre d'une représentation diplomatique présente à Dacca.

362 *Id.*

363 Membre d'une représentation diplomatique présente à Dacca.

364 Imrul Hassan, directeur général, Marie Stopes Bangladesh ; Suraiya Sultana, directrice exécutive, RHSTEP; responsables de l'association Shimantik.

365 Responsables de l'association Shimantik.

L'accès aux centres de planning familial peut être gratuit ou payant. Si l'organisation Shimantik met en avant la gratuité des services pour faciliter l'accès à ses structures, d'autres organismes, comme RHSTEP, avancent à l'inverse que les usagers des centres de planning familial ont davantage confiance en une offre payante, qui sera réputée délivrer un service de meilleure qualité. Le tarif fixé ne dépasse généralement pas les 350 TK (environ 4 euros) pour une consultation, même si certains centres à Dacca sont plus chers du fait de leur localisation dans les quartiers aisés.

Les femmes se présentant aux centres de planning familial doivent remplir un formulaire d'enregistrement qui sera conservé par les structures. Sur ce document doit être indiquée leur identité mais également celle de leur époux.

Toutefois le **nom du conjoint n'est pas vérifié**, ce qui permet aux femmes veuves ou divorcées de noter le nom qu'elle souhaite, y compris d'inventer un nom, et de pouvoir ainsi tout de même accéder à des méthodes de contraception. Par ailleurs toutes les **données recueillies sont confidentielles** et ne peuvent être divulguées que sur décision de justice. **Les femmes se rendant dans les centres de planning familial sont quasi-exclusivement reçues par du personnel féminin** et les hommes par du personnel masculin. Cette organisation permet une mise en confiance et de meilleurs échanges³⁶⁶.



Plaquette d'information de l'association Shimantik



Plaquette d'information de RHSTEP

7.1.2. Profil des employés d'un centre de planning familial

• Composition des centres

Les centres de planning familial sont composés de personnel médical, de coordinateurs, de chefs de projets et de personnel administratif (*supportive staff*) qui s'occupe du transport de courriers ou de la réalisation de photocopies.

La majorité des employés sont des femmes³⁶⁷. À titre illustratif, Imrul Hassan³⁶⁸ avance que 57% de son personnel est féminin tandis que le *supportive staff* sera majoritairement masculin.

• Recrutement et formation

Les offres d'emploi sont publiées sur le web, sur les sites des organisations et/ou sites d'emploi spécialisés. Elles sont également diffusées dans des journaux nationaux tels que *The Daily Star* ou *Prothom Alo*.

³⁶⁶ Imrul Hassan, directeur général, Marie Stopes Bangladesh ; Suraiya Sultana, directrice exécutive, RHSTEP; responsables de l'association Shimantik.

³⁶⁷ Id.

³⁶⁸ Directeur général, Marie Stopes Bangladesh.

Les candidats soumettent un *curriculum vitae* puis passent un ou plusieurs entretiens d'embauche. La **procédure est sélective**, car beaucoup de personnes postulent pour ces postes.

En ce qui concerne les **coordinateurs ou des chefs de projet**, le **niveau de formation exigé** est un **master**, de préférence dans le domaine des sciences sociales, du développement ou toute matière similaire. Tout diplôme inférieur, type SSC ou HSC, ne permet pas d'accéder à ces emplois considérés comme des postes à responsabilités.

Une fois recrutés, les nouveaux employés reçoivent des formations spécifiques et standardisées dispensées par les organisations, que ce soit au siège ou directement dans un centre de planning familial³⁶⁹. Les responsables de Shimantik précisent avoir un centre de formation au siège de l'organisme à Sylhet ; cette structure dispense des formations initiales et continues à ses employés.

Le personnel médical est composé de médecins et infirmières et le *supportive staff* est embauché sur la base d'un niveau SSC ou HSC³⁷⁰.

7.1.3. Méthodes de contraception disponibles

- **Pilule, stérilet et préservatifs**

Les méthodes de contraception sont adaptées en fonction de la composition de la famille et de l'âge de la femme. La **pilule, utilisée par 57% des femmes au Bangladesh**, serait la méthode de contraception la plus populaire³⁷¹. Elle est disponible dans les centres de planning familial et dans les pharmacies ; les implants sont également proposés par les structures de planning familial.

Si la famille compte déjà plusieurs enfants, le stérilet sera proposé comme méthode de contraception plus permanente. Cependant, cette méthode de contraception reste moins connue et est considérée comme plus contraignante par les femmes, dans la mesure où elle nécessite un suivi plus approfondi, notamment en matière d'infections³⁷².

Selon Suraiya Sultana³⁷³, les **préservatifs** sont **disponibles dans les centres de planning familial**, mais sont en pratique **peu utilisés** par la population, qui se révèle réticente à les employer malgré le fait qu'ils soient distribués gratuitement ou tarifés 1 TK. Afin de changer les pratiques, les centres de planning familial mettent en avant la prévention des maladies sexuellement transmissibles et diffusent l'information aux couples plutôt qu'aux seules femmes, afin que les époux soient directement sensibilisés.

Enfin, le gouvernement a lancé des programmes de stérilisation volontaire ; celui-ci offre aux hommes et femmes volontaires pour la procédure médicale des vêtements et un peu d'argent.

- **L'interruption volontaire de grossesse**

L'avortement est légalement interdit au Bangladesh, toutefois la loi prévoit que dans le cas où la **santé de la mère est en danger**, la **grossesse peut être interrompue au cours du premier trimestre**.

En conséquence, il est effectivement possible d'interrompre volontairement une grossesse au Bangladesh au regard de l'interprétation de la notion de dangerosité pour la mère, celle-ci pouvant être psychologique et pas seulement physique. Les **centres de planning familial offrent cette possibilité et leur pratique est tolérée par les autorités**. Ces dernières espèrent ainsi modifier les pratiques des femmes en situation de détresse, qui peuvent recourir à des méthodes plus traditionnelles mais dangereuses pour leur santé³⁷⁴.

369 Imrul Hassan, directeur général, Marie Stopes Bangladesh ; Suraiya Sultana, directrice exécutive, RHSTEP ; responsables de l'association Shimantik.

370 *Id.*

371 Imrul Hassan, directeur général, Marie Stopes Bangladesh.

372 *Id.*

373 Directrice exécutive, RHSTEP.

374 Imrul Hassan, directeur général, Marie Stopes Bangladesh ; Suraiya Sultana, directrice exécutive, RHSTEP.

Imrul Hassan et Suraiya Sultana relèvent toutefois que cette tolérance pourrait ne plus être d'actualité si l'interruption volontaire de grossesse est publiquement débattue. De plus, si les autorités traditionnelles ne s'opposent pas à ce procédé en cas de problèmes médicaux rencontrés au cours d'une grossesse, elles ne sont pas favorables au développement de cette pratique.

7.2. Le microcrédit

BRAC est présentée comme la deuxième organisation, dans le pays, qui accorde le plus de microcrédits ; elle est précédée de la Grameen Bank, fondée par Muhammad Yunus, qui a obtenu le prix Nobel de la paix en 2006.

Ces deux organisations ont toutefois des pratiques différentes : BRAC a développé une approche plurisociale, chaque bénéficiaire de microcrédit pouvant accéder aux services disponibles en matière de santé, d'éducation ou d'aide juridique, tandis que la Grameen Bank est un établissement bancaire participatif dans lequel chaque personne qui contracte un microcrédit possède des parts.

Ces organismes, qui se présentent comme politiquement neutres, travaillent en étroite collaboration avec les autorités officielles et traditionnelles, par le biais notamment de comités locaux de développement³⁷⁵.

Les responsables de BRAC et de la Grameen Bank s'accordent à dire que **les employés des organisations de microcrédit ne font pas l'objet de menaces ou de persécutions dans le cadre de leurs activités professionnelles**, qui sont particulièrement bien comprises par la population. Cette appréciation est confirmée par des membres de représentations diplomatiques présentes à Dacca.

Si Muhammad Yunus a personnellement rencontré des difficultés de nature politique avec les autorités, il souligne que ces événements n'ont pas affecté le travail des employés de la Grameen Bank.

7.2.1. Critères d'obtention d'un microcrédit

Grâce à des réseaux professionnels locaux particulièrement bien implantés et effectifs, les organisations offrant du microcrédit sont facilement accessibles pour la population³⁷⁶.

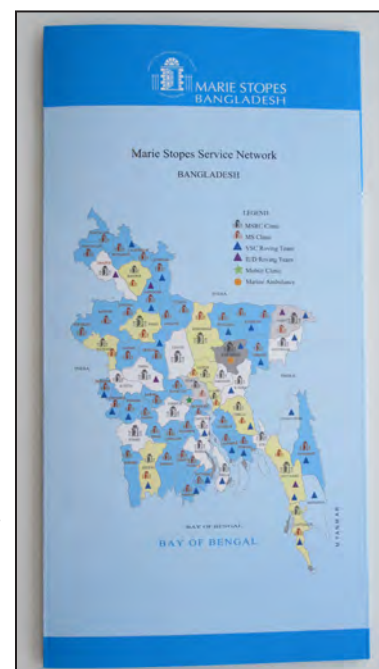
En pratique, un groupe de personnes propose un projet à financer par le biais d'un microcrédit. Ce projet est examiné par la structure présente dans la localité et, pour BRAC, divers critères seront pris en compte pour valider la proposition :

- la viabilité du projet,
- la capacité de remboursement,
- la faculté à réaliser des profits.

La **somme moyenne empruntée est située entre 20 000 et 24 000 TK** (environ 230 à 275 euros); le remboursement se fait généralement sur une période d'une année au cours de laquelle, chaque semaine, une somme précise est à rembourser³⁷⁷. Ainsi, les employés de BRAC rencontrent cinq millions de femmes par semaine, venues restituer une partie de leur emprunt³⁷⁸.

7.2.2. Profil des employés

Les offres d'emploi sont publiées sur le web et dans la presse. A. Mushtaque R Chowdhury affirme que son organisation peut avoir également recours aux services de « chasseurs de tête », ce qui démontre le caractère concurrentiel des emplois dans le microcrédit.



Implantation de l'association Marie Stopes Bangladesh

³⁷⁵ A. Mushtaque R Chowdhury, vice-président et directeur général, BRAC ; Muhammad Yunus, fondateur de la Grameen bank, prix Nobel de la paix, président du Yunus Centre.

³⁷⁶ Id.

³⁷⁷ Id.

³⁷⁸ A. Mushtaque R Chowdhury, vice-président et directeur général, BRAC.

Les candidats au poste de coordinateur doivent être titulaires d'un master en sciences sociales ou toute spécialité en relation avec le poste proposé. Une fois recrutés, les nouveaux employés reçoivent des formations spécifiques et standardisées dispensées par les organisations de microcrédit. Parfois leurs employés sont, dans le cadre de leur fonction, envoyés à l'étranger pour des formations plus spécifiques. En revanche, les personnes titulaires d'un HSC peuvent uniquement être recrutées comme employés de terrain et ne peuvent pas exercer de poste à responsabilité³⁷⁹.

La majorité des employés des organisations de microcrédit sont des hommes, seulement 8% du personnel est féminin. En effet, la circonstance que le travail de microcrédit requiert des déplacements fréquents et des échanges nombreux tend à déplaire aux familles des jeunes femmes employées dans les organisations de microcrédit³⁸⁰.

Chaque employé de la Grameen Bank se voit attribuer un numéro personnel, une **carte professionnelle** et est **affilié à une branche locale**. Toutes les données sont informatisées et conservées par l'organisation. Les employés sont également **regroupés par association**, à laquelle ils peuvent référer toute difficulté rencontrée dans le cadre professionnel³⁸¹.

Les responsables de la Grameen Bank et de BRAC s'accordent à dire qu'en cas de difficulté, comme par exemple un conflit personnel entre un employé et un bénéficiaire de microcrédit, elles soutiennent leurs employés ; les autorités sont également réactives.

7.2.3. Influence du microcrédit sur les structures familiales traditionnelles

La plupart des microcrédits sont contractés par des femmes, pour des activités agricoles, d'élevage ou de couture. De ce fait, le microcrédit a considérablement modifié la structure traditionnelle des familles au Bangladesh.

Les hommes se sont montrés réticents lorsque les programmes de microcrédit sont arrivés dans les villages, sentant leur place de chef de famille dévalorisée par les activités professionnelles des femmes et pensant avoir à rembourser eux-mêmes l'argent emprunté par leurs épouses. Cependant, leur comportement a considérablement évolué **grâce aux arguments sociaux et religieux développés par les organismes de microcrédit**.

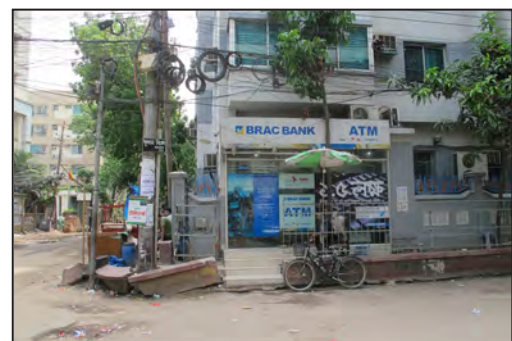
Ainsi, afin de permettre le développement des activités professionnelles des femmes et faire comprendre aux hommes l'utilité de ces projets, Mohammad Yunus explique que la Grameen Bank a ainsi mis en avant, auprès des hommes, divers éléments :

- les bénéfices d'un second salaire pour la famille,
- la meilleure compréhension pour les femmes de la pénibilité du travail des hommes,
- le partage de la responsabilité financière entre l'homme et la femme.

En conséquence les employés des organisations de microcrédit sont respectés par la population et à titre illustratif, afin de faire fonctionner le système dans les zones rurales des employés transportent, chaque jour, 40 000 TK (environ 459 euros) chacun sans rencontrer de difficulté³⁸².



BRAC center, 75 Mohakhali, Dacca



Distributeur de billets, BRAC bank, quartier de Gulshan, Dacca

379 Id.

380 Muhammad Yunus, fondateur de la Grameen bank, prix Nobel de la paix, président du Yunus Centre.

381 Id.

382 Id.

8. ACTUALISATION DES INFORMATIONS SUR LES DOCUMENTS D'ÉTAT CIVIL

Selon les membres du service consulaire de l'Ambassade de France au Bangladesh, il est très difficile d'identifier un acte d'état civil en dehors d'une enquête de voisinage. En effet, en raison de la corruption prégnante au Bangladesh, le contenu d'un acte présentant toutes les garanties d'un acte authentique peut être faux. *A contrario*, un acte recopié à la main sur une feuille volante peut être authentique même s'il n'en a pas la forme en raison du manque de moyens matériels dans des bureaux d'état civil tels que les imprimantes et photocopieuses. Néanmoins, un tel document ne peut être reconnu comme valide car non conforme. En effet, depuis le 3 juillet 2006, date d'entrée en vigueur de la loi bangladaise de 2004 sur l'enregistrement des naissances et des décès, **tous les extraits d'acte de naissance doivent être délivrés sur le formulaire n°3**. Tous les services d'état civil du pays ne peuvent l'ignorer et sont tenus de s'y conformer. De ce fait, un **acte de naissance peut être authentique mais non conforme**³⁸³.

Tous les documents d'état civil étaient, à la base, établis à partir des documents scolaires tels que les diplômes de SSC ou HSC. Par conséquent, si une personne a atteint au moins le niveau SSC, une comparaison avec les informations contenues sur son diplôme peut être utile³⁸⁴.

En effet, tous les diplômes sont enregistrés sur le site du ministère de l'Education Nationale : <https://web.archive.org/web/20150315082640/http://archive.educationboard.gov.bd/>

8.1. Actes de naissance

A ce jour, tous les actes de naissance émis après l'année 2013 devraient être enregistrés sur la base de données *Birth Registration Information System* (BRIS): http://bris.lgd.gov.bd/pub/?pg=verify_br. Cependant, il se peut qu'un acte de naissance authentique n'y soit pas enregistré. En effet, cette mesure se met en place avec lenteur en province et il est possible que l'officier d'état civil en charge de cet enregistrement ait omis de le faire. Néanmoins, l'actualisation se fait en continu afin que, à terme, tous les actes de naissance bangladais soient enregistrés dans la base. De nombreux actes enregistrés avant 2013 y figurent déjà. Par ailleurs, aucune vérification n'est effectuée quant à la fiabilité des informations entrées dans cette base de données (le fait qu'un acte soit enregistré ne signifie pas qu'il est authentique)³⁸⁵. A ce sujet, une fiche d'information de l'UNICEF précise que seulement 1,4% des naissances de l'année 2013 ont été enregistrées dans le délai légal des 45 jours³⁸⁶.

8.2. Actes de mariage et actes de divorce musulmans

Comme cela avait été mentionné dans le rapport de mission conjoint de l'Ofpra et de la CNDA d'avril 2011, le mariage musulman doit être enregistré dans le registre d'un kazi (officier d'état civil musulman, également dénommé « Registrar ») tout comme le divorce³⁸⁷. Par ailleurs, le prix d'enregistrement d'un mariage est fixé en fonction de la dot avec un minimum de 100 TK (environ 1,14 euros) et un maximum de 4000 TK (environs 49 euros) ; il serait de 1,25% de la dot selon un kazi de Mohakali Gulshan. Chaque kazi tient un registre des mariages et un registre des divorces, il n'y a pas de registres centralisés au niveau national.

Pour plus de détails concernant le mariage musulman et le mariage des autres confessions, les informations contenues dans le rapport de mission conjointe de l'Ofpra et de la CNDA en novembre 2010 sont toujours d'actualité³⁸⁸.

8.3. Actes de décès

S'il existe un formulaire officiel pour les actes de décès, il n'est pas toujours utilisé dans la pratique quotidienne. Par ailleurs la cause du décès y est généralement inscrite et des détails peuvent y être inscrits si le demandeur en exprime le besoin. Selon l'article 8 de la loi d'enregistrement des naissances et des décès, les informations liées aux décès peuvent être fournies par le fils ou la fille de la personne décédée, son tuteur ou toute autre personne habilitée dans les 30 jours suivant la mort³⁸⁹.

383 Bernard Regembal, Consul et chef de chancellerie, ambassade de France à Dacca

384 *Id.*

385 *Id.*

386 UNICEF, Bangladesh Country Office, Child Protection Section, *Birth registration*, mai 2014, p.2

387 http://www.lawjusticediv.gov.bd/static/marriage_registration.php

388 Ofpra-CNDA, avril 2011, p. 155-161, *op. cit.*

389 *Id.*

8.4. Cartes d'identité

Les cartes d'identité bangladaises ont été émises pour les élections législatives de décembre 2008. Comme tous les autres documents d'état civil, les informations sur l'identité de la personne peuvent être changées contre le versement d'un pot-de-vin. Cependant, la combinaison de chiffres qui y est inscrite, au nombre de 13 en 2008 puis de 17, ne peut quant à elle être changée et correspond à des informations précises. Ainsi, les 4 premiers chiffres correspondent à l'année de naissance pour les deux types de numérotation et les deux suivants au numéro du district pour les cartes d'identité à 17 chiffres.

Conclusion

La mission a rencontré près de 70 interlocuteurs en 12 jours, ceux-ci ont permis d'éclairer les huit problématiques des termes de référence et d'obtenir des informations actualisées.

Il ressort de ces entretiens que les violences politiques sont le fait des différents partis et qu'elles touchent les militants de l'opposition et désormais, la société civile.

Par ailleurs, si les affaires mensongères et les conflits fonciers demeurent une réalité au Bangladesh, des mécanismes de protection et d'accès à la justice existent mais ne semblent pas accessibles à tous. La prégnance de la corruption dans la justice et la police est aussi un obstacle conséquent à la mise en place d'un Etat de droit et pour l'obtention de réparations judiciaires.

Outre les militants politiques de l'opposition, les membres des minorités religieuses, ethniques et les minorités sexuelles sont particulièrement vulnérables au Bangladesh notamment si elles sont issues de milieux défavorisés et sont dénuées de réseaux.

Le droit du travail a évolué positivement depuis l'effondrement du Rana Plaza en avril 2013. Cependant les membres des syndicats demeurent des cibles potentielles de représailles de la part des chefs d'entreprises.

Quant aux acteurs de la société civile œuvrant dans les plannings familiaux et le microcrédit, ils sont désormais soutenus par le gouvernement. Leurs programmes et actions sont acceptés par leurs compatriotes et aucune crainte liée à leur fonction n'a été identifiée par la mission.

Bibliographie

[Sites web consultés entre le 20 avril 2015 et le 20 mai 2015]

Documents DIDR

OFPPRA, *Bangladesh : Répression et violences politiques à l'occasion des élections législatives du 5 janvier 2014*, 25/04/2014, 21 p., https://ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/bangladesh_repressions_et_violences_politiques_lors_des_legislatives_de_juin_2014.pdf

OFPPRA, CNDA, *Rapport de mission en République populaire du Bangladesh, 2 au 16 novembre 2010*, OFPPRA, DIDR, avril 2011, https://ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/rapport_de_mission_bangladesh_2010.pdf

Sources juridiques

Code pénal bangladais : http://bdlaws.minlaw.gov.bd/print_sections_all.php?id=11?

Code de procédure pénal bangladais : http://bdlaws.minlaw.gov.bd/pdf_part.php?act_name=&vol=IV&id=75

Régulation 246, Police Regulation Bengal, 1943, (volume 1) http://www.police.gov.bd/userfiles/Police%20Regulations1.pdf?bcsi_scan_1fe59ba8c561fa18=1&bcsi_scan_96404f7f6439614d=0&bcsi_scan_filename=Police%20Regulations1.pdf

Evidence Act of 1872: http://bdlaws.minlaw.gov.bd/sections_detail.php?id=24§ions_id=5059

Ouvrages

LANDSFORD Tom, *Political handbook of the world 2014*, CQ Press, 2015, 1856 p.

LANDSFORD Tom, *Political handbook of the world 2014*, CQ Press, 2014, 1888 p.

ZAHIRUL HUQ, *Law and Practice of Criminal Procedure*, Bangladesh Law Book Company, 14ème édition, 2014, 1272 p.

MD. ATICKUS SAMAD, *A text book on ADR and legal aid*, National Law Publications, 2013, 367 p.

SAFIQUE HOSSAIN, *A text book on transfer of property act 1882*, National Law Book Company, 2010, 268 p.

BARKAT ABUL et PROSANTA K. ROY, *Political economy of land litigation in Bangladesh – A case of colossal national wastage*, Dhaka: Association for Land Reform and Development, 2004, 452 p.

Rapports

US Department Of State, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014 – Bangladesh*, 25/06/2015, <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/#wrapper>

Bandhu Social Welfare Society (BSWS), *Report on Hijra Pride 2014 Bangladesh*, mars 2015, 36 p.

International Crisis Group, *Mapping Bangladesh's Political Crisis*, 9/02/2015, 36 p., <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/bangladesh/264-mapping-bangladesh-s-political-crisis>

International Centre for Prison Studies (ICPS), *World Prison Brief, Bangladesh*, février 2015, <http://>

www.prisonstudies.org/country/bangladesh#further_info_field_pre_trial_detainees

Kapaeeng Foundation, *Human Rights report on indigenous people in Bangladesh 2014*, janvier 2015, 208 p.

Asia Indigenous peoples pact et Kapaeeng Foundation, *Survival under threat: Human rights situation of indigenous peoples in Bangladesh*, 08/2014, 155 p.

UNICEF, Bangladesh Country Office, Child Protection Section, *Birth registration*, 05/2014, 3 p., http://www.unicef.org/bangladesh/Birth_Registration%282%29.pdf

Bandhu Social Welfare Society (BSWS), *Annual report 2013, The Vibes and Vows*, 05/2014, 36 p.

British High Commission Consular Section and British High Commission, *Information for British Nationals imprisoned in Bangladesh*, Sylhet, 02/12/2013, 18 p.

https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/263166/Prisoner_pack.pdf

National Human Rights Commission of Bangladesh (NHRC), *Analysis of Decisions of the Higher Judiciary on Arrest and Detention in Bangladesh*, 01/2013, 55 p., <http://www.nhrc.org.bd/PDF/Study%20reports/Arrest%20and%20Detention.pdf>

Odhikar, *Annual Report 2012*, 12/01/2013, <http://odhikar.org/wp-content/uploads/2013/01/report-Annual-Human-Rights-Report-2012-eng.pdf>

Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (ANGOC), *Securing the right to land, a CSO Overview on access to land in Asia*, 2009, 156 p.

Articles scientifiques

SHAHIDUL ISLAM, GOLAM MOULA, "The Right of getting bail of an arrested person in Bangladesh—A Legal study of theories and Practice", *Beijing Law Review*, vol. 5 No. 1, 03/2014, p. 34-48, <http://www.scirp.org/journal/PaperInformation.aspx?PaperID=43975#.VWcNIVOPfTo>

BARKAT Abdul, "Women's ownership of and access to land-related interests: perspective from agrarian-land-aquarian reform in Bangladesh", Association for Land Reform and Development (ALRD), Dacca, 29/06/2008, 37 p.

Articles et communiqués de presse

The Daily Star, "Khilgaon OC jailed for torturing DU student", 17/05/2015, <http://www.thedailystar.net/country/khilgaon-oc-jailed-torturing-du-student-83122>

The Daily Star, "Bangladeshi political leader Salahuddin tells Meghalaya cops he was taken to Shillong by car, blindfolded", 15/05/2015, <http://www.thedailystar.net/frontpage/taken-shillong-car-blindfolded-82358>

CONNELL Tula, "3 Years Later, No Justice for Slain Garment Worker Leader", Solidarity Center, 06/04/2015, <http://www.solidaritycenter.org/3-years-later-no-justice-for-slain-garment-worker-leader/>

Dhaka Tribune, "Captors of Oyasiqur's killers fear being named", 01/04/2015, <http://www.dhakatribune.com/crime/2015/apr/01/captors-oyasiqurs-killers-fear-being-named>

Comittee to protect Journalists "CPJ concerned by arrest of Bangladeshi journalist and his treatment in custody", 01/04/2015, <https://cpj.org/2015/04/cpj-concerned-by-arrest-of-bangladeshi-journalist.php>

- New Age*, "Ruling partners to seek 40 councillor slots", 29/03/2015, <http://newagebd.net/106908/ruling-partners-to-seek-40-councillor-slots/#sthash.JULE7xAP.BIeND19h.dpbs>
- The Independent*, "10 killed in Langalbandh Astami Snan stampede", 28/03/2015, http://www.theindependentbd.com/index.php?option=com_content&view=article&id=252643:10-killed-in-langalbandh-astami-snan-stampede&catid=129:frontpage&Itemid=121
- The Daily Observer*, "1,729 cases filed in 77 days of BNP violence, 20,915 arrested", 26/03/2015, <http://www.observerbd.com/2015/03/26/80076.php>
- New Age*, "No end to remand, torture in custody", 11/03/2015, <http://newagebd.net/101896/no-end-to-remand-torture-in-custody/#sthash.N9EHsUP7.dpbs>
- The Economic Times*, "Bangladesh appoints Surendra Kumar Sinha as new Chief Justice", 12/01/2015, http://articles.economictimes.indiatimes.com/2015-01-12/news/57983169_1_top-judge-high-court-apex-court
- The Daily Star*, "Human rights situation was alarming in 2014: ASK", 31/12/2014, <http://www.thedailystar.net/human-rights-situation-was-alarming-in-2014-ask-57833>
- The Independent*, "Human rights situation was alarming in 2014: ASK", 31/12/2014, http://www.theindependentbd.com/index.php?option=com_content&view=article&id=242742:human-rights-situation-was-alarming-in-2014-ask&catid=187:online-edition&Itemid=223
- Dhaka Tribune*, "LGB community feels conflict in faith, lack of confidence", 19/12/2014, <http://www.dhakatribune.com/bangladesh/2014/dec/19/lgb-community-feels-conflict-faith-lack-confidence>
- ZINNAT Muhammad Ali et ADHIKARY Tuhin Shubhra, "Victim of lie, victim of law", *The Daily Star*, 29/09/2014, <http://www.thedailystar.net/victim-of-lie-victim-of-law-43807>
- Asian Legal Resource Centre, "Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status; BANGLADESH: Judiciary undermines its own independence [26 May 2014] [A/HRC/26/NGO/45]", 6/06/2014, <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G14/044/87/PDF/G1404487.pdf?OpenElement>
- Kapaeeng Foundation, "Local UP chairman grabs land belonging to indigenous Oraon peoples in Sylhet", 28/02/2014, <http://kapaeeng.org/local-up-chairman-grabs-land-belonging-to-indigenous-oraon-peoples-in-sylhet/>
- The Daily Star*, "Khandaker Mahbub gets bail, shown arrested in another case", 23/01/2014, <http://www.thedailystar.net/khandaker-mahbub-gets-bail-shown-arrested-in-another-case-8111>
- Asian Human Rights Commission (AHRC), "Bangladesh: Authoritarian obstinacy wins, democracy loses", 08/01/2014, <http://www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-STM-008-2014>
- Bandhu Social Welfare Society (BSWS), "Rights violation, a case study", 12/12/2013, <http://www.bandhu-bd.org/wp-content/uploads/2014/12/Spotlight.jpg>
- Dhaka Tribune*, "BCL-Shibir face-off looms ahead at Rajshahi University", 24/08/2013, <http://www.dhakatribune.com/politics/2013/aug/24/bcl-shibir-face-looms-ahead-rajshahi-university>
- Kapaeeng Foundation, "Update Report on eviction of Chak indigenous peoples by land grabbers at Naikhyongchari in Bandarban", 16/07/2013, <http://kapaeeng.org/update-report-on-eviction-of-chak-indigenous-peoples-by-land-grabbers-at-naikhyongchari-in-bandarban/>
- QUDDUS Munir, "GSP suspension: What to do now", *The Daily Star*, 01/07/2013, <http://archive.thedailystar.net/beta2/news/gsp-suspension-what-to-do-now/>
- Le Figaro*, « Paris: filière démantelée (faux documents) », 18/04/2013, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/04/18/97001-20130418FILWWW00629-paris-filiere-demanteleefaux-documents.php>
- Huffington Post*, "Bangladesh Garment Workers Get A Raise", 11/04/2013, http://www.huffingtonpost.com/2013/11/04/bangladesh-minimum-wage_n_4211794.html

Le Parisien, « Une filière de faux réfugiés politiques bangladais démantelée », 07/04/2012, <http://www.leparisien.fr/espace-premium/actu/une-filiere-de-faux-refugies-politiques-bangladais-demantelee-07-04-2012-1943383.php>

Sites internet

Ain o Salish Kendra (ASK) : <http://www.askbd.org/ask/>

Bangladesh bureau of statistics (données 2011 par district) : <http://www.bbs.gov.bd/PageWebMenuContent.aspx?MenuKey=246>

Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA): <http://www.bgmea.com.bd>

Bangladesh Judicial Service Commission: <http://www.jscbd.org.bd/>

Bangladesh Legal Aid and Services Trust (BLAST): <http://www.blast.org.bd/>

Bangladesh Tourism Corporation : http://www.parjatan.gov.bd/index.php?option=com_tourism&view=page&layout=sub_sub_menu&sub_sub_menu_id=172&Itemid=102

Bangladesh police: <http://www.police.gov.bd>

Banque Mondiale, données, taux de fertilité : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.TFRT.IN>

Boys of Bangladesh (BoB): <http://www.boysofbangladesh.org/>

Bandhu Social Welfare Society (BSWS): www.bandhu-bd.org

BRAC : <http://www.brac.net/>

Grameen Bank: <http://www.grameen.com/>

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), Population, superficie et densité des principaux pays du monde en 2014 : <http://www.insee.fr/fr/>

Kapaeeng Foundation : <http://kapaeeng.org/>

Marie Stopes Bangladesh : <http://www.mariestopes-bd.org/>

Odhikar : <http://odhikar.org/>

Organisation Internationale des Migrations (OIM) : <http://www.iom.org.bd/>

Organisation Internationale du Travail (OIT) : <http://www.ilo.org>

Police bangladaise : <http://www.police.gov.bd/>

Reproductive Health Services Training and Education program (RHSTEP): <http://www.rhstep.org/>

Shimantik: <http://www.shimantik.org/>

Yunus Centre: <http://muhammadyunus.org/>

Table des sigles

AL: Ligue Awami

ALRD: Association for Land Reform and Development

ASK: Ain o Salish Kendra

BCL: Bangladesh Chattra League

BCWS: Bangladesh Center for Worker Solidarity

BGB: Border Guards Bangladesh

BGIWF: Bangladesh Garments & Industrial Workers Federation

BGMEA: Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association

BHBCOP: Bangladesh Hindu Buddha Christian Oikya Parishad

BICS: Bangladesh Islami Chattra Shibir

BIGWUF: Bangladesh Independent Garment Workers Union Federation

BJCD: Bangladesh Jatiotabadi Chattra Dal

BJJD: Bangladesh Jatiotabadi Jubo Dal

BJSD: Bangladesh Jatiyatabadi Sramik Dal

BLAST: Bangladesh Legal Aid and Services Trust

BNP: Bangladesh Nationalist Party

BoB: Boys of Bangladesh

BSCBA: Bangladesh Supreme Court Bar Association

BSWS: Bandhu Social Welfare Society

CHT: Chittagong Hill Tracts

CNDA: Cour Nationale du Droit d'Asile

DMPO: Dhaka Metropolitan Police Ordinance

ECDO: Ethnic Community Development Organization

FIR: First Information Report

HSC : Higher School Certificate (équivalent du baccalauréat)

JeI: Jamaat-e Islami

JP: Jatiya Party

JSD : Jatiya Samajtantrik Dal

JSL : Jatiya Sramik League

LDP: Liberal Democratic Party

LGBTI: Lesbienne, Gay, Bisexuels, Transgenre, Intersexe

MSM: Men Having Sex with Men

NHRC : National Human Rights Commission

OC : Officer in Charge

IO : Investigation Officer

Ofpra : Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides

OIM : Organisation Internationale des Migrations

OIT : Organisation Internationale du Travail

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

RAB : Rapid Action Battalion

RHSTEP: Reproductive Health Services Training and Education Programme

SSC: Secondary School Certificate (équivalent du brevet des collèges)

TK: Taka

ONUSIDA : Programme des Nations Unies de coordination de l'action des différentes agences onusiennes de lutte contre la pandémie de VIH / sida

VPA: Vested Property return Act

Table des matières

Remerciements	4
Elaboration du rapport	4
Avertissement	4
1. SITUATION POLITIQUE	9
1.1. Les violences depuis le 5 janvier 2014	9
1.1.1. Les élections contestées du 5 janvier 2014	9
1.1.2. Le cycle de violence du premier trimestre 2015	9
1.1.3. Un retour au calme à partir de la fin mars	10
1.2. Le BNP, un parti affaibli depuis le 5 janvier 2014	11
1.2.1. Programme politique et organisation interne du BNP	11
1.2.2. Fermeture des représentations politiques et persécutions des militants	12
1.2.3. Evincement du BJCD de l'université de Dacca	13
1.3. La JeI, alliée du BNP	14
1.3.1. Un parti entré dans la clandestinité mais mobilisateur	14
1.3.2. Le BICS, un mouvement étudiant réputé violent	15
1.4. Le JSD	16
2. VICTIMES D'ACCUSATIONS MENSONGERES ET LES MOYENS DE RECOURS	17
2.1. Des moyens de pression aux mains des forces de sécurité	17
2.1.1. L'initiation d'une procédure pénale	18
2.1.2. Des pouvoirs d'arrestation et de détention, sources d'abus	19
2.2. Un contrôle parfois tardif du juge	20
2.2.1. Une subordination au pouvoir politique toujours d'actualité	20
2.2.2. Un contrôle tardif du bien-fondé des accusations	21
2.3.1. L'intervention de l'avocat	24
2.3.2. La mobilisation de son réseau	28
3. CONFLITS FONCIERS	30
3.1 Caractéristiques et conséquences des spoliations foncières	30
3.2. L'accès aux terres	30
3.2.1. Les <i>khas</i>	30
3.2.2. Les propriétés privées	31
3.3. Les titres de propriété	31
3.4. Moyens de protection	33
4. LES MINORITÉS RELIGIEUSES ET ETHNIQUES	35
4.1. Situation générale des minorités religieuses	35
4.1.1. La communauté hindouiste au Bangladesh	35
4.1.2. Spécificités des hindouistes de Sylhet	36
4.2. Violences et discriminations à l'égard des minorités religieuses	37
4.2.1. Discriminations	37
4.2.2. Des violences instrumentalisées	38
4.3. La question foncière	39
4.4. Les minorités ethniques	39
4.4.1. Situation générale des minorités ethniques	39
4.4.2. La question foncière	40

4.5. Moyens de protection	41
4.5.1. Les moyens institutionnels	41
4.5.2. Les organisations non gouvernementales (ONG)	43
4.5.3. L'utilisation des médias comme moyen de pression	43
5. LA SITUATION DES MINORITÉS SEXUELLES ET DE GENRE	45
5.1. Le cadre législatif et son application	45
5.2. L'obligation de dissimuler son orientation sexuelle pour assurer sa sécurité	45
5.2.1. Le risque de persécution en cas de refus de se plier à la norme hétérosexuelle bangladaise	45
5.2.2. Les discriminations rencontrées sur le lieu de travail et dans l'accès aux soins	46
5.3. Attitude de la société à l'égard des hijras	47
5.3.1. La reconnaissance du statut de troisième genre	47
5.3.2. Discriminations et violences subies	47
5.4. Lieux de rencontre	47
5.5. Associations et partenaires	48
5.6. Attitude des autorités religieuses	49
5.7. Attitude des autorités	49
6. SYNDICATS ET ASSOCIATIONS DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS DU TEXTILE	50
6.1. Point de situation depuis l'effondrement du Rana Plaza	50
6.1.1. Des standards de sécurité renforcés	50
6.1.2. Un relèvement du salaire minimum	50
6.1.3. Des avancées en matière de droit syndical	50
6.2. Procédures d'enregistrement et entraves au droit syndical	51
6.3. Des fédérations très politisées	53
6.4. L'adhésion à un syndicat	53
6.5. Répression des syndicalistes	53
6.6. Moyens de protection	54
7. DES ACTIVITÉS ASSOCIATIVES ENCOURAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT	55
7.1. Les plannings familiaux, soutenus par les autorités séculaires et religieuses	55
7.1.1. Le fonctionnement d'un centre de planning familial - accessibilité	55
7.1.2. Profil des employés d'un centre de planning familial	56
7.1.3. Méthodes de contraception disponibles	57
7.2. Le microcrédit	58
7.2.1. Critères d'obtention d'un microcrédit	58
7.2.2. Profil des employés	58
7.2.3. Influence du microcrédit sur les structures familiales traditionnelles	59
8. ACTUALISATION DES INFORMATIONS SUR LES DOCUMENTS D'ÉTAT CIVIL	60
8.1. Actes de naissance	60
8.2. Actes de mariage et actes de divorce musulmans	60
8.3. Actes de décès	60

8.4. Cartes d'identité	61
Conclusion	62
Bibliographie	63
Table des sigles	68

Photo de couverture : Manik Mia Avenue

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)
201, rue Carnot
94136 Fontenay-sous-Bois Cedex